

Bordereau**des pièces déposées par Bity SA dans son recours du 11 juillet 2023 contre le refus de la FINMA de rendre une décision de constatation de non-application du Titre 5 aux activités de la société Bity SA relatives à ses distributeurs automatiques de cryptomonnaies.**

-
0. Procuration
 1. Rapport sur les résultats de l'audition du 8 mars au 10 mai 2022 concernant le projet de révision partielle de l'OBA-FINMA, daté du 27 octobre 2022
 2. Règlement de l'Organisme d'auto-surveillance (OAR) *Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen (VQF), Zug*, en ce qui concerne la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme du 30 janvier 2023
 3. Courrier de la Recourante adressé à la FINMA du 17 février 2023
 4. Courriel de la FINMA du 21 février 2023
 5. Courrier de la Recourante adressé à la FINMA du 16 mars 2023
 6. Courrier de la FINMA du 2 mai 2023
 7. Courrier de la Recourante adressé à la FINMA du 2 juin 2023
 8. Projet d'acte modificateur de l'art. 51a al. 1^{bis} OBA-FINMA, dans son état au 8 mars 2022
 9. Acte modificateur de l'art. 51a al. 1bis OBA-FINMA, modification du 27 octobre 2022
 10. Courrier de M. Alexis Roussel (Bity SA) à la FINMA du 9 mai 2022 (participation à la procédure d'audition de modification de l'art. 51a al. 1^{bis} OBA-FINMA)
 11. Courrier de Bity SA (Bity SA) à la FINMA du 8 avril 2020 (participation à la procédure d'audition de modification de l'art. 51a OBA-FINMA)
 12. Echange de courriels entre M. Alexis Roussel de la société Bity SA et la FINMA en juillet-août 2021

13. Lettre de M. Alexis Roussel, représentant différentes sociétés, adressée à l'OAR VQF 24 août 2021

Lausanne, le 11 juillet 2023

Pour la Recourante :

Alexandra Simonetti
Avocate

Nicolas Rouiller
Dr en droit, avocat



Révision partielle de l'ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent (OBA-FINMA)

Rapport sur les résultats de l'audition du 8 mars au 10 mai 2022 concernant le projet de révision partielle de l'OBA-FINMA

27 octobre 2022

Table des matières

Éléments essentiels	3
Liste des abréviations.....	5
1 Introduction	8
2 Prises de position reçues	8
3 Résultats de l'audit et évaluation par la FINMA	9
3.1 Élargissement du champ d'application aux systèmes de négociation fondés sur la TRD (art. 3 al. 1 nOBA-FINMA), applicabilité du 5 ^e titre (art. 43a nOBA-FINMA et autres) et critères pour les relations d'affaires présentant des risques accrus (art. 72 al. 2 nOBA-FINMA)	9
3.2 Surveillance des relations d'affaires et des transactions (art. 20 al. 5 nOBA-FINMA)	10
3.3 Directive interne relative à l'actualisation périodique des données des clients (art. 26 al. 2 let. I nOBA-FINMA)	11
3.4 Transfert des dispositions d'exécution relatives au système de communication dans l'OBA (art. 30 ss OBA-FINMA, art. 22a nOBA-FINMA)	12
3.5 Précision de la compétence réglementaire de l'OAR-ASA (art. 42 nOBA-FINMA).....	13
3.6 Précisions concernant le seuil pour les opérations en monnaies virtuelles (art. 51a al. 1 ^{bis} , art. 78b nOBA-FINMA)	14
3.7 Complément (art. 65 al. 1 let. d nOBA-FINMA)	17
3.8 Autres préoccupations	17
3.8.1 Introduction d'une disposition transitoire dans l'OBA-FINMA pour l'actualisation des données des clients.	17
3.8.2 Entrée en vigueur simultanée de la LBA, de l'OBA et de l'OBA-FINMA	18
3.8.3 Autres propositions	18
4 Suite de la procédure	19

Éléments essentiels

1. La FINMA a procédé du 8 mars au 10 mai 2022 à l'audition publique relative à la révision partielle de l'ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (OBA-FINMA). Elle a également tenu compte des prises de position déposées en retard jusqu'au 5 juin 2022 y compris.
2. Les participants de l'audition approuvent la FINMA, qui estime qu'au regard de la clarté de la réglementation légale dans la loi sur le blanchiment d'argent et des explications circonstanciées fournies dans le message du Conseil fédéral concernant la vérification de l'identité de l'ayant droit économique ainsi que l'actualisation des données des clients, aucune disposition d'exécution complémentaire n'est nécessaire dans l'OBA-FINMA.
3. L'élargissement du champ d'application de l'OBA-FINMA dans le 5^e titre aux systèmes de négociation fondés sur la TRD ainsi que les précisions concernant la compétence réglementaire de l'OAR-ASA dans la version révisée de l'art. 42 OBA-FINMA ont été salués par les participants de l'audition.
4. Dans le cadre de la transposition des obligations en cas de soupçons de blanchiment d'argent dans l'OBA, les dispositions correspondantes ont été abrogées dans l'OBA-FINMA et les dispositions prudentielles restantes transférées dans le nouvel art. 22a OBA-FINMA. Des participants de l'audition ont proposé de restreindre l'obligation d'établir des documents (*No-AML Report*) si aucune communication n'est effectuée au MROS. Cette préoccupation est justifiée et peut être mise en œuvre.
5. En lien avec le nouvel art. 26 al. 2 let. l OBA-FINMA prévoyant la promulgation d'une directive interne pour vérifier l'actualité des données des clients sur la base des risques, il a été souligné qu'en principe, les processus ne devraient pas faire partie d'une directive interne. La FINMA tient compte de cet argument et précise désormais dans les commentaires que les intermédiaires financiers sont tenus d'édicter une directive interne concernant les critères et la périodicité à laquelle ils procèdent à une vérification fondée sur les risques de l'actualité des données des clients, mais non concernant les processus.
6. Plusieurs participants de l'audition ont demandé la suppression du nouvel art. 51a al. 1^{bis} OBA-FINMA en lien avec la précision du calcul du seuil en cas de transactions en monnaies virtuelles (règle des 30 jours). À titre de variante, ils ont proposé de limiter le champ d'application à la distribution physique (paiement en espèces) des monnaies

virtuelles. Cette demande peut être satisfaite. La disposition est toutefois formulée de manière plus ouverte sur l'avenir et doit s'appliquer, outre aux opérations en espèces, également à d'autres instruments de paiement anonymes.

7. Quelques participants de l'audition ont demandé un délai transitoire de douze mois dans l'OBA-FINMA pour la mise en œuvre de la nouvelle obligation de diligence en lien avec l'actualisation fondée sur les risques des données des clients. Toutefois, la loi sur le blanchiment d'argent ne prévoit aucun délai de cet ordre et aucune loi ni ordonnance fédérale ne délègue explicitement à la FINMA la promulgation de telles dispositions transitoires. Il n'existe par conséquent aucune base légale autorisant la FINMA à introduire un délai transitoire à l'échelon des ordonnances FINMA.
8. Compte tenu de la décision du Conseil fédéral de mettre en application la LBA et l'OBA au 1^{er} janvier 2023, l'OBA-FINMA entrera en vigueur à cette même date.

Liste des abréviations

al.	alinéa
AML	<i>anti-money laundering</i>
art.	article
ASA	Association Suisse d'Assurances
ASB/Swiss Banking	Association suisse des banquiers
ASG	Association Suisse des Gestionnaires de fortune
cf.	<i>confer</i> (voir)
CHF	francs suisses
economiesuisse	association des entreprises suisses
FF	Feuille fédérale de la Confédération suisse
FINMA	Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
Forum-OAR	groupe d'intérêt des organismes suisses d'autorégulation
GAFI	Groupe d'action financière
KYC	<i>know your customer</i>
LBA	Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (loi sur le blanchiment d'argent), version du 1 ^{er} janvier 2022 ; RS 955.0
let.	lettre
Message du Conseil fédéral	Message du Conseil fédéral du 26 juin 2019 concernant la modification de la loi sur le blanchiment d'argent, FF 2019 5237.
MROS	Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent

n	nouvelle version du texte législatif correspondant
nLBA	Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (loi sur le blanchiment d'argent), modification du 19 mars 2021 ; RO 2021 656
n°	numéro
OAR	organisme(s) d'autorégulation
OAR-ASA	Organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances
OBA	Ordonnance du 11 novembre 2015 sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (ordonnance sur le blanchiment d'argent), version du 1 ^{er} août 2021 ; RS 955.01
OBA-FINMA	Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers du 3 juin 2015 sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent), version du 1 ^{er} janvier 2021 ; RS 955.033.0
O-LFINMA	Ordonnance du 13 décembre 2019 relative à la loi sur la surveillance des marchés financiers, version du 1 ^{er} février 2020 ; RS 956.11
p.	page(s)
R.	Recommandation du GAFI
resp.	respectivement
RO	Recueil officiel du droit fédéral
RS	Recueil systématique du droit fédéral
s./ss	et suivant(es) (page/pages)

SFI	Secrétariat d'État aux questions financières internationales
TRD	technologie des registres distribués
VQF	Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen

1 Introduction

La FINMA a procédé du 8 mars au 10 mai 2022 à l'audition publique relative au projet de modification de l'ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (OBA-FINMA). La présente révision a pour objectif d'intégrer dans l'OBA-FINMA les modifications survenues à la suite de la récente révision de la loi fédérale sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBA) ainsi que les adaptations de l'ordonnance du Conseil fédéral sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (OBA). Par ailleurs, quelques adaptations ponctuelles de l'OBA-FINMA ont été proposées dans le sens d'un *housekeeping*. Le présent rapport examine de manière générale et concise les prises de position reçues des participants sur le projet d'audition et explique certaines dispositions lorsque cela se révèle indiqué.

2 Prises de position reçues

La FINMA a reçu 205 prises de position de personnes physiques ou morales, en plus de celles remises par les personnes et les établissements énumérés ci-dessous par ordre alphabétique. Pour des raisons de place, ces 205 participants supplémentaires de l'audition ne sont pas mentionnés ici, mais leurs prises de position sont publiées, sauf décision explicite d'y renoncer.

- Abbühl Andri
- Amantio GmbH
- Andreotti Fabio
- AsyLex
- ASA SVV
- Bity SA
- BITTR AG
- Bonnard Lawson
- economiesuisse
- Forum OAR
- Jan Brzezek
- Parti libertarien
- Parti Pirate Suisse
- Pocket App GmbH
- Raiffeisen Suisse

- Roussel Alexis
- Swiss Banking
- OAR-ASA
- OAR-Fiduciaire Suisse
- Ville de Zoug
- Vårdex Suisse SA
- ASG
- VQF

3 Résultats de l'audition et évaluation par la FINMA

Dans le présent rapport, la FINMA dépouille, résume et évalue les prises de position reçues. Le rapport a été approuvé par le conseil d'administration de la FINMA (art. 11 al. 4 O-FINMA). Il est publié simultanément à l'ordonnance arrêtée et aux prises de position résultant de l'audition. En outre, la FINMA publie des commentaires. Ils sont fondés sur le rapport explicatif de l'audition, qui est consacré notamment aux adaptations effectuées à la suite de l'audition. Les commentaires doivent servir aux parties prenantes censées appliquer le droit de document de référence facile d'emploi pour la version finale.

Les résultats de l'audition et l'évaluation par la FINMA sont présentés ci-après par thèmes. La chronologie des blocs de thèmes correspond à la systématique des ordonnances, à l'exception des thèmes concernant les systèmes de négociation fondés sur la TRD, qui apparaissent sous forme regroupée. Les thématiques qui ne se réfèrent pas directement aux articles révisés ou à l'OBA-FINMA figurent dans un chapitre séparé.

3.1 Élargissement du champ d'application aux systèmes de négociation fondés sur la TRD (art. 3 al. 1 nOBA-FINMA), applicabilité du 5^e titre (art. 43a nOBA-FINMA et autres) et critères pour les relations d'affaires présentant des risques accrus (art. 72 al. 2 nOBA-FINMA)

Prises de position

L'élargissement du champ d'application de l'OBA-FINMA aux plateformes de négociation fondées sur la TRD a été salué par les participants de l'audition. L'un d'entre eux a toutefois fait valoir que les dispositions actuelles au 5^e titre de l'OBA-FINMA n'étaient pas conçues spécifiquement pour les infrastructures fondées sur la TRD. En particulier au vu de l'hétérogénéité des modèles d'affaires de tels systèmes, on ne peut pas déduire automatiquement l'existence de risques accrus en lien avec les relations d'affaires et les

transactions. Dans ce contexte, il faut tenir compte, selon lui, des caractéristiques spécifiques des infrastructures fondées sur la TRD dans le cadre de la pratique d'autorisation et de surveillance.

Appréciation

Le respect des obligations générales de diligence¹, des obligations au 5^e titre de l'OBA-FINMA ainsi que l'élaboration de critères pour les relations d'affaires et les transactions comportant des risques accrus effectuées par des systèmes de négociation fondés sur la TRD ont été salués par la majorité des participants de l'audition. Ces obligations de diligence sont applicables aujourd'hui déjà à des activités LBA hétérogènes. Compte tenu de leur nature générale et abstraite, elles peuvent être utilisées pour différents modèles d'affaires. La FINMA maintient par conséquent les dispositions proposées.

Conclusion

Les propositions soumises dans la version de l'audition sont maintenues.

3.2 Surveillance des relations d'affaires et des transactions (art. 20 al. 5 nOBA-FINMA)

Prises de position

Aucune prise de position n'a été remise concernant l'introduction d'un système de surveillance informatisé des transactions pour les systèmes de négociation fondés sur la TRD. Un participant de l'audition a toutefois demandé que les exigences qualitatives imposées à un tel système ainsi que le type de transactions à surveiller soient précisés dans le rapport d'audition.

Appréciation

Les dispositions de l'OBA-FINMA sont de nature générale et abstraite. Elles ne règlent pas les cas individuels concrets. La FINMA laisse aux assujettis le soin de définir les détails techniques relatifs à la mise en œuvre. Dans le cadre de son activité de surveillance et de l'application de son ordonnance sur le blanchiment d'argent, la FINMA peut au cas par cas, sur la base de l'art. 3 al. 2 OBA-FINMA, tenir compte des particularités des activités commerciales des intermédiaires financiers et, en particulier en raison du risque de blanchiment d'argent d'une activité ou de la taille d'une entreprise, autoriser des allègements ou ordonner des renforcements. Dans ce contexte, les exigences qualitatives ne sont pas précisées.

¹ 1^e titre, art. 1 à 29 nOBA-FINMA.

Conclusion

Les propositions soumises dans la version de l'audition sont maintenues.

3.3 Directive interne relative à l'actualisation périodique des données des clients (art. 26 al. 2 let. I nOBA-FINMA)

Prises de position

De nombreux participants de l'audition ont considéré pertinent le complément de l'art. 26 OBA-FINMA concernant les exigences relatives à l'élaboration d'une directive interne sur la vérification fondée sur les risques de l'actualité des données des clients. Une précision est cependant requise concernant le contenu des directives internes : les commentaires de la FINMA relève que non seulement les critères, mais aussi les processus doivent être intégrés dans une directive. Une partie des participants de l'audition ont signalé que les processus n'avaient pas leur place dans une directive car ils sont trop détaillés et trop sujets à des modifications. En outre, il a été proposé d'ajouter à l'art. 26 al. 2 let. I nOBA-FINMA les termes d'actualisation *périodique et fondée sur les risques*. Un autre participant de l'audition considère que les directives internes sur la base de l'art. 7 al. 1^{bis} nLBA ne devraient pas régler l'actualisation des documents mais la vérification de leur actualité et propose une formulation correspondante. Les documents qui ne sont pas actuels doivent être actualisés.

Appréciation

La FINMA précisera dans les commentaires que les directives internes des intermédiaires financiers doivent conserver les critères et la périodicité pour l'actualisation fondée sur les risques des données des clients, mais non les processus correspondants. La formulation actuelle à l'art. 26 al. 2 let I s'appuie sur la formulation figurant dans le message du Conseil fédéral concernant la modification de la loi sur le blanchiment d'argent et est volontairement succincte. Le texte de l'ordonnance peut par conséquent être maintenu.

Conclusion

La formulation de l'art. 26 al. 2 let. I dans la version de l'audition est maintenue. En revanche, les commentaires sont complétés et précisent désormais que la directive interne doit inclure les critères et la périodicité pour l'actualisation fondée sur les risques des documents des clients, mais non les processus.

3.4 Transfert des dispositions d'exécution relatives au système de communication dans l'OBA (art. 30 ss OBA-FINMA, art. 22a nOBA-FINMA)

Prises de position

Le transfert des dispositions d'exécution relatives au système de communication dans l'OBA n'a pas soulevé de commentaires supplémentaires. En revanche, en ce qui concerne l'obligation d'établir des documents (*No-ALM Report*) figurant au nouvel art. 22a al. 2 OBA-FINMA, quelques participants de l'audition ont soumis la proposition de maintenir la formulation de l'art. 31 OBA-FINMA actuel et, par conséquent, de limiter l'obligation d'établir des documents aux *relations d'affaires douteuses impliquant d'importantes valeurs patrimoniales* en cas de non-exercice d'un droit de communication selon l'art. 305^{ter} al. 2 CP. À titre subsidiaire, ils proposent une limitation de l'obligation d'établir des documents aux cas qui présentent des soupçons réels (un indice concret ou plusieurs suspicions) et dont l'obligation de communiquer a été évaluée au préalable par le service spécialisé de lutte contre le blanchiment d'argent. Par ailleurs, un participant de l'audition a relevé que les obligations de clarification particulières en lien avec l'art. 6 al. 2 let. c LBA n'étaient pas dues en soi à un soupçon de blanchiment d'argent. Dans la pratique, selon lui, de tels risques sont pris en compte en procédant à des clarifications supplémentaires selon l'art. 15 OBA-FINMA. Pour pouvoir tenir compte d'un éventuel soupçon issu de ces clarifications supplémentaires, l'art. 16 al. 2 OBA-FINMA devrait être complété. Enfin, quelques participants de l'audition ont demandé que soit clarifié le fait que le *No-AML Report* ne constitue pas un document séparé et que la consignation des clarifications et des raisons du défaut de communication sous une forme appropriée soit suffisante.

Appréciation

La formulation à l'art. 31 OBA-FINMA n'a pas été reprise au nouvel art. 22a al. 2 OBA-FINMA car la terminologie « relation d'affaires douteuse » n'est plus utilisée non plus dans les nouvelles dispositions concernant la communication à l'échelon OBA, au motif de ne pas être juridique. De plus, cet article se limite aux relations d'affaires impliquant *d'importantes valeurs patrimoniales*, pour lesquelles il n'est pas fait usage du droit de communication selon l'art. 305^{ter} al. 2 CP. Mais les soupçons pouvant déboucher sur une communication ne résultent pas uniquement en cas de *relations d'affaires douteuses* ou *d'importantes valeurs patrimoniales*. Lorsqu'un intermédiaire financier dispose d'un signe concret ou de plusieurs indices laissant supposer que les critères définis à l'art. 9 al. 1 let. a LBA pourraient être remplis pour les valeurs patrimoniales impliquées dans la relation d'affaires, il doit effectuer des clarifications supplémentaires en vertu de l'art. 6 LBA. Si, au terme de ces clarifications, il parvient à dissiper les soupçons initiaux, il n'a pas d'obligation de communiquer faute de disposer de « soupçons fon-

dés ». L'intermédiaire financier doit, en application de l'art. 7 LBA, documenter les clarifications effectuées, afin notamment d'être en mesure de démontrer qu'il n'a pas violé l'obligation de communiquer de l'art. 9 LBA. En ce qui concerne le droit de communication, il est utile de rappeler, comme mentionné dans le message du 26 juin 2019 concernant la modification de la LBA, que le Conseil fédéral et les autorités compétentes le considèrent comme un instrument subsidiaire par rapport à l'obligation de communiquer². En outre, il est précisé dans les commentaires concernant l'OBA-FINMA que l'intermédiaire financier est tenu de documenter sous une forme appropriée et exhaustive les raisons sous-jacentes qui expliquent l'absence de communication. Dans ce contexte, il doit documenter non seulement les clarifications supplémentaires, mais aussi les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que le soupçon peut être écarté au terme de ses clarifications.

Conclusion

Lorsqu'un intermédiaire financier dispose d'un signe concret ou de plusieurs indices laissant supposer que les critères définis à l'art. 9 al. 1 let. a LBA pourraient être remplis pour les valeurs patrimoniales impliquées dans la relation d'affaires, il doit effectuer des clarifications supplémentaires en vertu de l'art. 6 LBA et les documenter. La formulation du nouvel art. 22a al. 2 OBA-FINMA est adaptée en conséquence et les commentaires concernant l'OBA-FINMA, complétés.

3.5 Précision de la compétence réglementaire de l'OAR-ASA (art. 42 nOBA-FINMA)

Prises de position

L'OAR-ASA et l'ASA accueillent favorablement les clarifications concernant l'étendue de la compétence réglementaire de l'OAR-ASA. Les autres participants de l'audition ont pris connaissance sans commentaire de la précision.

Appréciation

La compétence réglementaire de l'OAR-ASA est reprise conformément à la proposition formulée lors de la consultation.

Conclusion

La proposition soumise lors de l'audition est maintenue.

² Cf. rapport explicatif du 1^{er} octobre 2021 relatif au projet mis en consultation portant sur la modification de l'ordonnance sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, chapitre 1.3. Ordonnance sur le blanchiment d'argent (OBA), p. 12, disponible sous le lien suivant : <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/68407.pdf> (12 juin 2022).

3.6 Précisions concernant le seuil pour les opérations en monnaies virtuelles (art. 51a al. 1^{bis}, art. 78b nOBA-FINMA)

Prises de position

De nombreux participants de l'audition ont demandé la suppression du nouvel art. 51a al. 1^{bis} OBA-FINMA et fait valoir que la limitation du seuil à 30 jours violait la neutralité technologique, la sphère privée ainsi que le principe de proportionnalité. À cela s'ajoute que le change de monnaies *fiat* n'est pas soumis à une telle limitation et que le projet de réglementation ne repose pas sur suffisamment de faits établis. Quelques participants de l'audition ont critiqué le seuil de 1 000 CHF pour les opérations de change avec des cryptomonnaies et demandé son augmentation à 5000 ou 25 000 CHF. Certains d'entre eux ont fait valoir que de nombreuses transactions impliquant des opérations de change n'étaient pas effectuées aux distributeurs automatiques mais en ligne. Selon les informations fournies par un participant de l'audition, 80 % de ses opérations de change portant sur des cryptomonnaies en dessous du seuil de 1 000 CHF sont effectuées en ligne et non aux distributeurs automatiques. Quelques participants ont relevé que les recommandations du GAFI ne comportaient aucune limitation du seuil. Certains se demandaient si, parallèlement au critère des 30 jours, d'autres cas d'application pourraient être considérés comme « liés entre eux ».

L'un d'entre eux a plaidé pour l'abandon du supplément « transactions liées entre elles ». Dans le cas contraire, il pourrait en découler des difficultés pour distinguer les cas où seul le seuil est dépassé et ceux qui paraissent inhabituels en vertu de l'art. 6 al. 2 LBA. Pour d'autres participants de l'audition, il convient de préciser si le seuil de 1 000 CHF s'applique aussi aux relations d'affaires durables. De plus, les termes « cryptomonnaies » et « relations d'affaires durables » devraient être définis dans l'OBA-FINMA.

Enfin, la proposition a été émise de limiter le champ d'application du nouvel art. 51a al. 1^{bis} nOBA-FINMA à la distribution physique des monnaies virtuelles (achat, vente et change de cryptomonnaies, en particulier aux distributeurs automatiques), car elle recèle les plus grands risques.

Appréciation

La neutralité technologique ne signifie pas, précisément, que toutes les technologies doivent être réglées de la même manière. La question déterminante concerne les risques associés aux technologies (*same business, same risks, same rules*). Si une technologie présente des risques accrus par rapport à des circonstances ou à d'autres technologies analogues, ces derniers doivent être examinés en conséquence et, en cas de nécessité, traités différemment. Le pendant du principe *same business, same risks, same rules* est le principe *higher risks, stricter rules*. En cryptofinance, en particulier en lien avec les cryptomonnaies, les risques LBA se trouvent accentués

par l'anonymat potentiellement plus grand et la vitesse ainsi que la nature transfrontière des transactions³. Au vu de ce qui précède, les monnaies virtuelles sont souvent utilisées comme instrument de paiement pour le commerce illicite, notamment le trafic de drogue, sur le *darknet* ou pour le paiement de rançons après des cyberattaques⁴. Comme mentionné dans le rapport explicatif⁵ sur la révision partielle de l'OBA-FINMA, ces risques accrus se sont matérialisés sous forme d'abus dans le domaine des stupéfiants, en particulier lors du change des monnaies virtuelles aux distributeurs automatiques. En qualité d'organisme édictant les standards internationaux en matière de blanchiment d'argent, le GAFI est parvenu à la même conclusion : il a fixé un seuil de 1 000 USD/EUR pour les transactions occasionnelles en lien avec des valeurs patrimoniales virtuelles (cf. la note interprétative relative à la R. 15 du GAFI). Ce thème a également fait l'objet de discussions intensives dans le cadre de l'abaissement du seuil de 5 000 à 1 000 CHF lors de la révision de l'OBA-FINMA en 2020⁶.

Outre les risques accrus liés aux cryptomonnaies, il n'est pas possible de parler ici de mêmes opérations (*same business*). Du point de vue économique, les opérations de change de cryptomonnaies se distinguent fondamentalement des opérations de change classiques, qui consistent à acheter des devises étrangères au guichet, par ex. pour des voyages. En règle générale, l'achat de devises virtuelles est effectué à d'autres fins, comme le placement de valeur. Les opérations de placement reposent habituellement sur une relation d'affaires durable, qui sous-entend la vérification de l'identité du cocontractant. Les opérations en question ici, qui sont effectuées sous le seuil de 1 000 CHF avec une clientèle de passage, visent ainsi d'autres objectifs et recèlent d'autres risques. En résumé, on peut affirmer que l'argument du manque de neutralité technologique (*same business, same risks, same rules*) par rapport aux opérations de change au comptant n'est pas pertinent. L'opération (*business*) n'est pas identique et, compte tenu de sa vitesse, de sa nature transfrontière et de sa mobilité, elle ne recèle pas les

³ Cf. 2^e rapport NRA du groupe interdépartemental de coordination sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (GCBF), National Risk Assessment (NRA), octobre 2021 (sous 4.3, p. 54) ; 1^{er} rapport NRA du GCBF, octobre 2018 (p. 23) ; Rapport du GCBF sur le risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme par des cryptoactifs et le financement participatif, octobre 2018 (ch. 3.1.1.1, 3.1.2 b et d) ; FATF's updated Guidance for risk-based approach on VAs and VASPs, octobre 21 ; FATF Report on Virtual Assets Red Flag indicator of AML/FT, septembre 2021 ; FATF's Second 12-Month Review of the Revised FATF Standards on VAs and VASPs, juillet 2021 ; Monitoring des risques 2021 de la FINMA, disponible sous le lien suivant : <<https://www.finma.ch/fr/documentation/publications-finma/rapports/risikomonitor/>> (08.03.2022)

⁴ Europol et European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (2017) : *Drugs and the Darknet. Perspectives for Enforcement, Research and Policy*. <http://www.emcdda.europa.eu/darknet> ; FATF's Second 12-Month Review of the Revised FATF Standards on VAs and VASPs, juillet 2021 ; FATF's updated Guidance for risk-based approach on VAs and VASPs, octobre 21, Cm 21 ; cf. également la motion 21.4068 de Roger Nordmann, membre du Conseil national, « Cyberpiraterie au détriment des entreprises et des collectivités publiques. Interrompre le circuit financier des rançons via les cryptomonnaies » du 22.09.2021, disponible sous le lien suivant : <<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20214068>> (08.03.2022).

⁵ Révision partielle de l'ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent (OBA-FINMA), rapport explicatif du 8 mars 2022, ch. 5.7.

⁶ Audition sur les dispositions d'exécution de la FINMA concernant la LSFIn et la LEFin, rapport explicatif du 7 février 2020, ch. 8.2.4 et dispositions d'exécution de la FINMA concernant la LSFIn et la LEFin, rapport du 4 novembre 2020 sur les résultats de l'audition effectuée du 7 février au 9 avril 2020, ch. 3.5.4.

mêmes risques (*risks*). Par conséquent, d'autres règles (*rules*) sont nécessaires. Pour que le principe de proportionnalité soit garanti, trois conditions doivent être cumulativement remplies : la mesure doit être appropriée, indispensable et tolérable. Dans le cadre de son activité de surveillance, la FINMA a constaté une utilisation abusive de la valeur seuil pour des opérations de change en cryptomonnaies aux distributeurs automatiques ; la mesure est donc appropriée pour traiter des cas similaires. L'intérêt public en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme l'emporte sur l'intérêt d'une clientèle de passage à effectuer anonymement ses opérations de change en cryptomonnaies sur des automates au-delà d'un seuil de 1 000 CHF par mois. Enfin, les clients peuvent se soumettre à une vérification de leur identité et être ainsi exemptés d'une limitation du seuil de 1 000 CHF dans les 30 jours. Par conséquent, la mesure est acceptable telle quelle. La notion de « transactions liées entre elles » est définie de manière générale au niveau de la loi pour les opérations de caisse (art. 3 al. 2 LBA). L'objectif de ce complément répond à l'identification de cas de *smurfing*. En définitive, il ressort clairement de la disposition qu'elle concerne les opérations *n'impliquant aucune relation d'affaires durable*. Une précision se révèle ainsi superflue (art. 2 let. b OBA-FINMA). La notion de monnaies virtuelles est déjà utilisée dans l'OBA et ne requiert dès lors aucune définition dans l'OBA-FINMA.

La proposition de limiter le champ d'application du nouvel art. 51a al. 1^{bis} nOBA-FINMA à la distribution physique des monnaies virtuelles (achat, vente et change de cryptomonnaies, en particulier aux distributeurs automatiques) semble justifiée dans la perspective d'une approche fondée sur les risques avec concentration sur les risques les plus importants. Toutefois, la disposition est formulée de manière plus ouverte sur l'avenir et doit couvrir aussi d'autres instruments de paiement anonymes comme certaines cartes de prépaiement. Les modèles d'affaires, qui proposent le change de cryptomonnaies à la clientèle de passage seulement en relation avec un compte bancaire ou une carte de crédit au nom du client, doivent continuer de respecter le seuil de 1 000 CHF (et ainsi éviter le *smurfing*). Ces prestataires peuvent toutefois renoncer à des mesures techniques destinées à éviter que le seuil ne soit dépassé dans les 30 jours par des transactions liées entre elles. D'une part, l'identité de ces clients a en effet déjà été identifiée lors de l'ouverture du compte ou de l'émission de la carte de crédit et d'autre part, les fonds utilisés pour le change présentent de plus faibles risques de provenir de sources criminelles.

Conclusion

Le champ d'application du nouvel art. 51a al. 1^{bis} nOBA-FINMA est limité aux paiements en espèces ou à l'acceptation d'autres instruments de paiement anonymes pour la vente ou l'achat de monnaies virtuelles.

3.7 Complément (art. 65 al. 1 let. d nOBA-FINMA)

Prises de position

Lors de la dernière révision partielle de l'OBA-FINMA, l'exigence d'une surveillance équivalente à l'étranger n'a pas été transposée dans l'art. 65 al. 1 let. d nOBA-FINMA. Un participant de l'audition a requis que l'exception de demander une déclaration écrite relative à l'ayant droit économique prévue à l'art. 65 al. 1 OBA-FINMA soit étendue aux gestionnaires de fortune et aux *trustees* selon l'art. 2 al. 2 let. a^{bis} LBA, car ce sont des intermédiaires financiers régis par une loi spéciale au sens de la LEFin.

Appréciation

La demande d'étendre l'exception aux gestionnaires de fortune et aux *trustees* qui sont titulaires d'une autorisation de la FINMA selon la LEFin a déjà été discutée en 2020 dans le cadre de la révision de l'OBA-FINMA. À ce sujet, il est fait référence au rapport d'audition sur les dispositions d'exécution de la FINMA relatives à la LSFIn et à la LEFin, chapitre 3.5.7.

Conclusion

L'art. 65 al. 1 let. d nOBA-FINMA est complété par l'exigence d'une surveillance équivalente à l'étranger. Il n'est procédé à aucune autre modification de fond.

3.8 Autres préoccupations

3.8.1 Introduction d'une disposition transitoire dans l'OBA-FINMA pour l'actualisation des données des clients

Prises de position

Une partie des participants de l'audition demandent, en vue de la mise en œuvre périodique et fondée sur les risques des données des clients, l'introduction d'un délai transitoire de douze mois dans l'OBA-FINMA, car la mise en œuvre de cette nouvelle obligation de diligence implique des dépenses substantielles pour les intermédiaires financiers. En outre, il n'était pas clair jusque-là que la FINMA n'entendait pas apporter de nouvelles précisions dans ce domaine. Dans ce contexte, les intermédiaires financiers auraient attendu de mettre en œuvre cette nouvelle obligation de diligence et auraient désormais besoin de plus de temps pour adapter les directives, approuver les concepts de mise en œuvre et définir les cycles d'actualisation. De plus, la nécessité d'introduire un délai transitoire est reconnu dans le message du Conseil fédéral⁷, même s'il a été renoncé à une réglementation

⁷ Message du Conseil fédéral concernant la modification de la loi sur le blanchiment d'argent, FF 2019 5505 : « [...] Il n'est pas escompté que toutes les relations d'affaires aient déjà été mises à jour au

explicite dans la LBA. Enfin, le message n'exclut pas la possibilité de régler les délais transitoires pertinents dans l'OBA-FINMA et l'autorégulation.

Appréciation

La LBA ne prévoit aucune base pour introduire une disposition transitoire. Par conséquent, elle ne peut pas être définie dans l'OBA-FINMA. La disposition légale n'exige pas que toutes les données des clients soient mises à jour à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation, mais elles doivent l'être au fil du temps dans le cadre d'une approche fondée sur des risques.

Conclusion

Aucun délai transitoire n'est prévu.

3.8.2 Entrée en vigueur simultanée de la LBA, de l'OBA et de l'OBA-FINMA

Prises de position

De nombreux participants de l'audition ont demandé, pour des raisons de sécurité juridique, l'entrée en vigueur simultanée de la loi révisée sur le blanchiment d'argent, de l'ordonnance sur le blanchiment d'argent ainsi que de l'OBA-FINMA.

Appréciation

La LBA, les ordonnances du Conseil fédéral ainsi que l'OBA-FINMA entreront en vigueur simultanément le 1^{er} janvier 2023.

Conclusion

L'entrée en vigueur de l'OBA-FINMA aura lieu en même temps que la LBA et l'OBA le 1^{er} janvier 2023.

3.8.3 Autres propositions

Prises de position

Un participant de l'audition propose qu'en plus de la vérification de l'identité par vidéo et le transfert d'argent sur un compte bancaire, une troisième variante plus simple pourrait être introduite pour vérifier l'identité de la clientèle privée TRD. On pourrait envisager par ex. la remise de documents d'identité

moment de l'entrée en vigueur ; en revanche, à partir de ce moment, il existe une obligation explicite de vérifier et le cas échéant d'actualiser régulièrement les relations d'affaires. L'intermédiaire financier dispose de sa propre appréciation en ce qui concerne la fréquence des vérifications. Cette approche tient ainsi aussi compte du droit à une réglementation transitoire appropriée [...] ».

scannés ou d'un *selfie* de l'utilisateur. Par ailleurs, un autre participant de l'audition demande que la révision de l'OBA-FINMA ne crée pas d'obstacles pour les ouvertures de compte des personnes réfugiées, en particulier celles qui possèdent un permis N, F et S.

Appréciation

La révision de la circulaire FINMA 2016/7 « Identification par vidéo et en ligne » ne peut pas être effectuée dans le cadre de la présente révision de l'OBA-FINMA.

En outre, il faut tenir compte du fait que les obligations de diligence formelles en matière d'ouvertures de compte sont régies dans la CDB 2020

Conclusion

Il n'est pas possible d'entrer en matière sur les propositions susmentionnées dans le cadre de la présente révision.

4 Suite de la procédure

La révision partielle de l'OBA-FINMA entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Reglement

der

**Selbstregulierungsorganisation nach
Geldwäschereigesetz**

**VQF Verein zur Qualitätssicherung
von Finanzdienstleistungen**

in Sachen

**Bekämpfung der Geldwäscherei und
Terrorismusfinanzierung**

Stand: 30. Januar 2023

Inhaltsverzeichnis

I.	Einleitende Bestimmungen	6
	Art. 1 Zweck	6
	Art. 2 Geltungsbereich	6
II.	Mitgliedschaftspflichten	6
	Art. 3 Voraussetzungen für die Mitgliedschaft	6
	Art. 4 Organisationspflicht	7
	Art. 5 Mitwirkungspflicht und Wahrheitspflicht	7
	Art. 6 Dauernde Einhaltung der Mitgliedschaftspflichten und Mitteilungspflicht	7
III.	Pflichten nach dem 2. Kapitel des GWG	8
1.	Grundsätze	8
	Art. 7 Begriffe	8
	Art. 8 Verbotene Vermögenswerte	10
	Art. 9 Verbotene Geschäftsbeziehungen	10
	Art. 10 Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften im Ausland	10
	Art. 11 Globale Überwachung der Rechts- und Reputationsrisiken	11
	Art. 12 Abklärungen bei Sitzgesellschaft	12
	Art. 13 Angaben bei Zahlungsaufträgen	12
	Art. 14 Angaben im Zahlungsverkehr im Blockchain-Bereich	12
2.	Sorgfaltspflichten im engeren Sinne	12
2.1	Identifizierung der Vertragspartei (Art. 3 GWG)	12
	Art. 15 Grundsatz	12
	Art. 16 Identifizierung von natürlichen Personen und Inhabern von Einzelunternehmen	13
	Art. 17 Identifizierung bei persönlicher Vorsprache	13
	Art. 18 Identifizierung bei Aufnahme der Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg	14
	Art. 19 Echtheitsbestätigung	14
	Art. 20 Identifizierung von juristischen Personen und von Personengesellschaften	14
	Art. 21 Überprüfung der Identität der Eröffner und Kenntnisnahme von Bevollmächtigtenbestimmungen	15
	Art. 22 Allgemein bekannte juristische Personen, Personengesellschaften und Behörden	15
	Art. 23 Fehlen von Identifizierungsdokumenten	16
	Art. 24 Kassageschäfte	16
	Art. 24 ^{bis} Geschäfte mit virtuellen Währungen	16
	Art. 25 Geld- und Wertübertragungen	17
	Art. 26 Identifizierung der Vertragspartei bei Trustbeziehungen	17
	Art. 27 Identifizierungspflichten der börsenkotierten Investmentgesellschaft	17
	Art. 28 Einfache Gesellschaft und Gemeinschaftskonten (comptes joints/joint accounts)	18
	Art. 29 Vertragsbeziehungen zu Minderjährigen oder zu Personen unter Beistandschaft	18
	Art. 30 Versterben einer Vertragspartei	18
2.2	Feststellung der an Unternehmen oder Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen (Art. 4 GWG)	19
2.2.1	Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten an operativ tätigen juristischen Personen und Personengesellschaften (Kontrollinhaber)	19
	Art. 31 Feststellung des Kontrollinhabers	19
	Art. 32 Inhalt und Form der schriftlichen Erklärung	19
	Art. 33 Ausnahmen von der Feststellungspflicht	20

2.2.2	Feststellung der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person	21
Art. 34	Grundsatz	21
Art. 35	Schriftliche Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigte Person.....	21
Art. 36	Inhalt und Form der schriftlichen Erklärung	21
Art. 37	Ausnahmen von der Feststellungspflicht.....	22
Art. 38	Nicht börsenkotierte operativ tätige juristische Personen und Personengesellschaften..	22
Art. 39	Sitzgesellschaften	22
Art. 40	Personenverbindungen, Trusts, Stiftungen und andere Vermögenseinheiten	23
Art. 41	Spezialgesetzlich beaufsichtigte Finanzintermediäre oder steuerbefreite Einrichtungen der beruflichen Vorsorge.....	24
Art. 41a	Lebensversicherung mit separater Konto- und Depotführung	25
	(Insurance Wrapper).....	25
Art. 42	Kollektive Anlageformen oder Beteiligungsgesellschaften	25
Art. 43	Einfache Gesellschaften	26
Art. 44	Sammeldepots und Sammelkonten	26
2.3	Gemeinsame Bestimmungen zur Identifizierung der Vertragspartei und Feststellung der an Unternehmen und Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen.....	26
Art. 45	Aufnahme der Geschäftsbeziehung und Ausführung von Transaktionen.....	26
Art. 46	Erneute Identifizierung oder Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person	27
2.4	Verzicht auf Einhaltung der Sorgfaltspflichten und vereinfachte Sorgfaltspflichten.....	27
Art. 47	Identifizierung der Vertragspartei und Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person im Konzern.....	27
Art. 48	Verzicht auf Einhaltung der Sorgfaltspflichten	27
Art. 49	Vereinfachte Sorgfaltspflichten	28
Art. 50	Besondere Bestimmungen für Vermögensverwalter von ausländischen kollektiven Kapitalanlagen	29
Art. 51	Besondere Bestimmungen für nicht börsenkotierte Investmentgesellschaften	30
2.5	Kundenprofil	30
Art. 52	Grundsatz	30
Art. 53	Umfang und Dokumentation	30
Art. 54	Kassageschäfte und Geld- und Wertübertragungsgeschäfte	31
2.6	Besondere Abklärungsspflichten (Art. 6 GwG)	31
Art. 55	Überwachung der Geschäftsbeziehungen und Transaktionen	31
Art. 56	Zusätzliche Abklärungen bei erhöhten Risiken	31
Art. 57	Mittel der Abklärungen	32
Art. 58	Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko.....	32
Art. 59	Transaktionen mit erhöhtem Risiko	34
Art. 60	Zeitpunkt der zusätzlichen Abklärungen.....	34
Art. 61	Aufnahme und Kontrolle einer Geschäftsbeziehung mit erhöhtem Risiko	35
3.	Dokumentations- und Aufbewahrungspflicht (Art. 7 GwG)	35
Art. 62	Allgemeine Anforderungen an die Dokumentation	35
Art. 63	Zusätzliche Anforderungen für die elektronische Dokumentation	36
Art. 64	Aufbewahrungsfrist	36
Art. 65	Übertragung von dem GwG unterstellten Vertragsbeziehungen.....	37
4.	Meldepflicht, Melderecht sowie Pflichten bei Geldwäschereiverdacht und Verdacht auf Terrorismusfinanzierung (Art. 9 - 11 GwG, Art. 12a - 12c GwV).....	37
4.1	Meldepflicht und Melderecht	37

Art. 66	Meldepflicht (Art. 9 GwG)	37
Art. 67	Melderecht	38
Art. 68	Form der Meldung	39
Art. 69	Kundenaufträge betreffend die gemeldeten Vermögenswerte (Art. 9a GwG)	39
4.2	Vermögenssperre und Informationsverbot	39
Art. 70	Vermögenssperre (Art. 10 GwG)	39
Art. 71	Informationsverbot (Art. 10a GwG)	39
Art. 72	Straf- und Haftungsausschluss	40
4.3	Abbruch und Ablehnung der Geschäftsbeziehung	40
Art. 73	Verbot des Abbruchs der Geschäftsbeziehung (Art. 12a GwV)	40
Art. 74	Abbruch der Geschäftsbeziehung (Art. 9b GwG)	40
Art. 75	Abbruch der Geschäftsbeziehung (Art. 12b GwV)	40
Art. 76	Information an einen Finanzintermediär (Art. 12c GwV)	41
Art. 77	Abbruch und Ablehnung von Geschäftsbeziehungen	41
4.5	Dokumentationspflicht und Mitteilungspflicht an die SRO VQF	41
Art. 78	Dokumentation	41
Art. 79	Information an die SRO VQF über Meldungen an die Meldestelle	42
5.	Organisations- und Ausbildungspflicht (Art. 8 GwG)	42
5.1	Allgemeine Bestimmungen	42
Art. 80	Neue Produkte, Geschäftspraktiken und Technologien	42
Art. 81	Fachstelle für Geldwäscherei	42
Art. 82	Interne Weisungen	43
Art. 83	Entscheidungskompetenz bei Meldungen	43
5.2	Ausbildungspflicht	44
Art. 84	Ausbildungspflicht / Ausbildungskonzept	44
5.3	Beizug Dritter	44
Art. 85	Beizug Dritter zur Erfüllung von Sorgfaltspflichten	44
Art. 86	Beizug eines Dritten als GwG-Verantwortlicher	45
Art. 87	Beizug eines Dritten als GwG-Verantwortlicher im Konzernverhältnis	46
Art. 88	Beizug Dritter für Geld- und Wertübertragungen	46
IV.	Aufsicht und Prüfung	46
Art. 89	Grundsätze / Aufsichtskonzept	46
Art. 90	Vorgehen bei Verdacht auf Verletzung von Art. 9, 10 oder 10a GwG	46
V.	Massnahmen und Sanktionen	47
1.	Allgemeine Bestimmungen	47
Art. 91	Zuständigkeit für Massnahmen und Sanktionen	47
2.	Massnahmen	47
Art. 92	Massnahmen	47
3.	Sanktionen	48
Art. 93	Sanktionsarten	48
Art. 94	Verletzung des Reglements (Grundtatbestand)	48
Art. 95	Leichte Verletzung des Reglements (privilegierter Tatbestand)	48
Art. 96	Schwere Verletzungen des Reglements (qualifizierter Tatbestand)	48
Art. 97	Sanktionsbestätigung (Sanktionsauszug) und Verjährung	49
Art. 98	Meldung an die FINMA	49

4. Schiedsklage und Schiedsverfahren.....	50
Art. 99 Schiedsklage gegen Sanktionsbeschlüsse sowie Rechtskraft der Sanktionsbeschlüsse..	50
Art. 100 Schiedsgerichtsverfahren	50
VI. Schlusstitel	50
Art. 101 Salvatorische Klausel.....	50
Art. 102 Inkrafttreten und Übergangsbestimmung	50

Nach Art. 24 Abs. 1 lit. a des Bundesgesetzes über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung vom 10. Oktober 1997 (GwG) ist der VQF Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen (VQF) als offiziell anerkannte Selbstregulierungsorganisation nach GwG (SRO) verpflichtet, ein Reglement im Sinne des GwG zu erlassen. Der Vorstand des VQF erlässt gestützt auf Art. 19 der Statuten des VQF das vorliegende Reglement¹ (Reglement):

I. Einleitende Bestimmungen

Art. 1 Zweck

¹ Dieses Reglement regelt die Pflichten der der SRO VQF angeschlossenen Mitglieder (Mitglied oder SRO-Mitglied), konkretisiert deren Sorgfaltspflichten nach dem 2. Kapitel des GwG und legt fest, wie diese zu erfüllen sind.

² Es legt zudem fest:

- a. die Voraussetzungen und das Verfahren für Aufnahme und Ausschluss von Mitgliedern;
- b. die Kontrolle der Einhaltung der Pflichten der Mitglieder, insbesondere nach dem 2. Kapitel des GwG;
- c. die Folgen der Verletzung von Pflichten durch Mitglieder (Massnahmen und Sanktionen).

Art. 2 Geltungsbereich

¹ Die Bestimmungen dieses Reglements gelten für alle SRO-Mitglieder im Sinne von Art. 3 Abs. 1 der Statuten des VQF (berufsmässige und nicht berufsmässige Finanzintermediäre). Auf Gesuchsteller für eine Mitgliedschaft bei der SRO VQF finden Art. 3 und 4 Reglement Anwendung.

² Für SRO-Mitglieder im Sinne von Art. 3 Abs. 1 der Statuten des VQF, welche vom VQF im Mitgliedschaftsstatus „nicht berufsmässiger Finanzintermediär“ geführt werden, gelten ergänzend zu diesem Reglement die Sonder- und Ausnahmestimmungen gemäss dem "Reglement für nicht berufsmässige Finanzintermediäre" (VQF Dok. Nr. 400.2).

³ Die Bestimmungen dieses Reglements gelten nicht für Mitglieder im Sinne von Art. 3 Abs. 3 der Statuten des VQF (Passivmitglieder).

II. Mitgliedschaftspflichten

Art. 3 Voraussetzungen für die Mitgliedschaft

¹ Es gelten die Anforderungen nach Art. 4 der Statuten des VQF. Das Mitglied unterlässt jegliche Handlungen, die geeignet sind, sich selbst dem Vorwurf der Geldwäscherei, einer Vortat dazu, der Terrorismusfinanzierung oder einem qualifizierten Steuerdelikt als Täter oder Beteiligter auszusetzen.

¹ Die in diesem Reglement verwendete männliche Form schliesst die weibliche Form mit ein.

² Das Mitglied ist verantwortlich dafür, dass die mit der Verwaltung und Geschäftsführung betrauten Personen:

- a. einen guten Ruf geniessen;
- b. Gewähr bieten für die Erfüllung der Pflichten gemäss GwG sowie der Statuten und Reglemente des Vereins;
- c. durch die internen Vorschriften und die Betriebsorganisation die Erfüllung der Pflichten nach dem GwG sowie der Statuten und Reglemente des Vereins sicherstellen;
- d. sich in Ausübung ihrer Tätigkeit zu einer standesgemässen und qualitativ hochstehenden Geschäftsethik verpflichten;
- e. alle weiteren gesetzlich verlangten Voraussetzungen und Erfordernisse erfüllen.

³ Die an den Mitgliedern qualifiziert beteiligten Personen geniessen einen guten Ruf und gewährleisten, dass sich ihr Einfluss nicht zum Schaden einer umsichtigen und soliden Geschäftstätigkeit auswirkt.

⁴ Als Massstab für das standesgemässe Verhalten gelten unter anderem die Vorgaben der jeweiligen Berufsorganisationen.

Art. 4 Organisationspflicht

¹ Das Mitglied muss über eine angemessene interne Organisation verfügen, welche die Erfüllung und Kontrolle der Pflichten aus dem GwG sowie den Statuten und Regularien des VQF im Betrieb sicherstellt.

² Das Mitglied sorgt insbesondere für die sorgfältige Auswahl, Instruktion, Kontrolle sowie regelmässige Aus- und Weiterbildung seiner im GwG-Bereich tätigen Organe, Arbeitnehmer und betriebsfremden Hilfspersonen hinsichtlich der für sie wesentlichen Aspekte der Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung.

Art. 5 Mitwirkungspflicht und Wahrheitspflicht

¹ Das Mitglied ist verpflichtet, sich jederzeit einer Prüfung durch die SRO VQF zu unterziehen, dabei mitzuwirken sowie sämtliche Unterlagen vorzulegen und Auskünfte wahrheitsgetreu und vollständig zu erteilen, die der Prüfer von ihm anlässlich einer solchen Prüfung einverlangt.

² Das Mitglied ist verpflichtet, der SRO VQF jederzeit sämtliche Unterlagen vorzulegen und Auskünfte wahrheitsgetreu und vollständig zu erteilen. Es ist zudem verpflichtet, den von der SRO VQF angeordneten Massnahmen (Art. 92 Reglement) nachzukommen.

³ Das Mitglied ist verpflichtet, jährlich unaufgefordert eine Selbstdeklaration abzugeben. Die Details und Frist für die Einreichung sind im Aufsichtskonzept der SRO VQF (Aufsichtskonzept; VQF Dok. Nr. 700.3) geregelt, welches einen integrierenden Bestandteil dieses Reglements bildet.

Art. 6 Dauernde Einhaltung der Mitgliedschaftspflichten und Mitteilungspflicht

¹ Die Voraussetzungen für die Mitgliedschaft und die Mitgliedschaftspflichten sind dauernd einzuhalten.

² Das Mitglied hat sämtliche Veränderungen von Sachverhaltsangaben und sonstigen Informationen (personeller oder struktureller Natur), die Inhalt des Aufnahmegesuchs waren, umgehend der SRO VQF mitzuteilen und von ihr genehmigen zu lassen.

³ Insbesondere muss ein Mitglied der SRO VQF unverzüglich die Eröffnung von Straf-, Verwaltungs- und Aufsichtsverfahren melden, die gegen die nachgenannten Personen gerichtet sind und die mit deren Geschäfts- resp. Berufstätigkeit zusammenhängen. Umfasst sind alle Verfahren, die gegen folgende Personen gerichtet sind: (i) das Mitglied, (ii) Personen in der Funktion als Verwaltungsrat, Direktor, Geschäftsleitungsmitglied, Fachstelle für Geldwäscherei des Mitglieds, (iii) direkt ($\geq 10\%$) oder indirekt ($> 50\%$) qualifizierter Beteiligter des Mitglieds und (iv) juristische Personen, auf welche Personen gemäss (i) – (iii) einen massgeblich Einfluss nehmen können oder konnten. Das Mitglied hat sich so zu organisieren, dass es rechtzeitig über entsprechende Verfahren informiert wird, damit es seiner Mitteilungspflicht nachkommen kann.

III. Pflichten nach dem 2. Kapitel des GWG

1. Grundsätze

Art. 7 Begriffe

In diesem Reglement gelten als:

- a. Anbieter von Dienstleistungen im Bereich der virtuellen Vermögenswerte (Virtual Asset Service Provider, VASP):

Natürliche oder juristische Personen, welche eine oder mehrere der nachfolgenden Tätigkeiten für oder im Auftrag einer anderen natürlichen oder juristischen Person vornehmen:

- Wechsel zwischen Fiat-Währung und virtuellen Vermögenswerten
- Wechsel zwischen einer oder mehreren virtuellen Vermögenswerten
- Transaktion von virtuellen Vermögenswerten
- Aufbewahrung oder Verwaltung von virtuellen Vermögenswerten oder Mitteln zur Kontrolle über virtuelle Vermögenswerte
- Beteiligung an oder Erbringung von Finanzdienstleistungen an einen Herausgeber oder Verkäufer von virtuellen Vermögenswerten

- b. Dauernde Geschäftsbeziehung:

Geschäftsbeziehung, die sich nicht in der Vornahme einmaliger unterstellungspflichtiger Tätigkeiten erschöpft.

- c. Geld- und Wertübertragung:

Der Transfer von Vermögenswerten durch Entgegennahme von Bargeld, Edelmetallen, virtuellen Währungen, Checks oder sonstigen Zahlungsmitteln in der Schweiz und Auszahlung einer entsprechenden Summe in Bargeld, Edelmetallen, virtuellen Währungen oder durch bargeldlose Übertragung, Überweisung oder sonstige Verwendung eines Zahlungs- oder Abrechnungssystems im Ausland, oder auf dem umgekehrten Weg, sofern mit diesen Geschäften keine dauernde Geschäftsbeziehung verbunden ist.

d. Kassageschäft:

Alle Bargeschäfte, insbesondere der Geldwechsel, der Kauf und Verkauf von Edelmetallen, der Verkauf von Reisechecks, die Barliberierung von Inhaberpapieren, Kassa- und Anleiheobligationen und das Bareinlösen von Checks, sofern mit diesen Geschäften keine dauernde Geschäftsbeziehung verbunden ist.

e. Konzern:

Wirtschaftliche Einheit von Unternehmen, wenn das eine direkt oder indirekt mit mehr als der Hälfte der Stimmen oder des Kapitals am anderen oder an den anderen beteiligt ist oder diese(s) auf andere Weise beherrscht.

f. Meldestelle:

Meldestelle für Geldwäscherei (MROS) des Bundesamtes für Polizei im Sinne des GwG.

g. Politisch exponierte Personen:

1. Personen, die im Ausland mit führenden öffentlichen Funktionen betraut sind oder waren, insbesondere Staats- und Regierungschefs, hohe Politiker auf nationaler Ebene, hohe Funktionäre in Verwaltung, Justiz, Militär und Parteien auf nationaler Ebene, die obersten Organe staatlicher Unternehmen von nationaler Bedeutung (ausländische politisch exponierte Personen);
2. Personen, die in der Schweiz auf nationaler Ebene mit führenden öffentlichen Funktionen in Politik, Verwaltung, Militär und Justiz betraut sind oder waren sowie Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Geschäftsleitung staatlicher Unternehmen von nationaler Bedeutung (inländische politisch exponierte Personen);
3. Personen, die in zwischenstaatlichen Organisationen und in internationalen Sportverbänden mit führender Funktion betraut sind oder waren, insbesondere Generalsekretäre, Direktoren, Vizedirektoren, Mitglieder der Verwaltungsorgane sowie Personen mit gleichwertigen Funktionen (politisch exponierte Personen bei internationalen Organisationen).

Als politisch exponierten Personen nahestehend gelten natürliche Personen, die Personen nach Ziff. 1 - 3 aus familiären, persönlichen oder geschäftlichen Gründen erkennbar nahestehen.

Inländische politisch exponierte Personen gelten 18 Monate nach Aufgabe der Funktion nicht mehr als politisch exponiert im Sinne des Reglements. Die allgemeinen Sorgfaltspflichten der Mitglieder bleiben vorbehalten.

Als internationale Sportverbände im Sinne von Ziff. 3 gelten das Internationale Olympische Komitee sowie die von ihm anerkannten nichtstaatlichen Organisationen, die auf globaler Ebene eine oder mehrere offizielle Sportarten regeln.

h. Im GwG-Bereich tätige Personen:

1. Personen, welche für das Mitglied eine finanzintermediäre Tätigkeit gemäss GwG ausüben;
2. Personen, welche für das Mitglied Sorgfaltspflichten nach GwG erfüllen;
3. der GwG-Verantwortliche und sein Stellvertreter.

Art. 8 Verbotene Vermögenswerte

¹ Das Mitglied darf keine Vermögenswerte entgegennehmen, von denen es weiss oder annehmen muss, dass sie aus einem Verbrechen oder einem qualifizierten Steuervergehen herrühren, auch wenn das Verbrechen oder Vergehen im Ausland begangen wurde.

² Die fahrlässige Entgegennahme von Vermögenswerten, die aus einem Verbrechen oder einem qualifizierten Steuervergehen herrühren, kann die vom Mitglied geforderte Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit in Frage stellen.

Art. 9 Verbotene Geschäftsbeziehungen

¹ Das Mitglied darf keine Geschäftsbeziehungen führen:

- a. mit Unternehmen und Personen, von denen es weiss oder annehmen muss, dass sie den Terrorismus finanzieren oder eine kriminelle Organisation bilden, einer solchen Organisation angehören oder eine solche Organisation unterstützen;
- b. mit Banken, die am Inkorporationsort keine physische Präsenz unterhalten (fiktive Banken), sofern sie nicht Teil einer angemessen konsolidiert überwachten Finanzgruppe sind.

Art. 10 Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften im Ausland

¹ Das Mitglied sorgt dafür, dass seine Zweigniederlassungen oder seine im Finanz- oder Versicherungsbereich tätigen Gruppengesellschaften im Ausland die folgenden Prinzipien des GWG und dieses Reglements einhalten:

- a. die Grundsätze nach Art. 8 und 9 Reglement;
- b. die Identifizierung der Vertragspartei;
- c. die Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- d. die Verwendung eines risikoorientierten Ansatzes, namentlich bei der Risikoklassifikation von Geschäftsbeziehungen und Transaktionen;
- e. die besonderen Abklärungspflichten bei erhöhten Risiken.

² Dies gilt insbesondere auch für Tochtergesellschaften und Zweigniederlassungen, die sich in Ländern befinden, die auf internationaler Ebene als mit erhöhten Risiken verbunden gelten.

³ Das Mitglied informiert die SRO VQF, wenn lokale Vorschriften der Befolgung der grundlegenden Prinzipien des Reglements entgegenstehen oder ihm daraus ein ernsthafter Wettbewerbsnachteil entsteht.

⁴ Die Meldung verdächtiger Transaktionen oder Geschäftsbeziehungen und allenfalls eine Vermögenssperre richten sich nach den Vorschriften des jeweilig zuständigen Landes.

Art. 11 Globale Überwachung der Rechts- und Reputationsrisiken

¹ Das Mitglied, das Zweigniederlassungen im Ausland besitzt oder eine Finanzgruppe mit ausländischen Gesellschaften leitet, muss seine mit Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung verbundenen Rechts- und Reputationsrisiken global erfassen, begrenzen und überwachen. Namentlich sorgt es dafür, dass

- a. die Geldwäschereifachstelle oder eine andere unabhängige Stelle des Mitglieds periodisch eine Risikoanalyse auf konsolidierter Basis erstellt;
- b. es über eine mindestens alljährliche standardisierte Berichterstattung mit hinreichenden quantitativen wie qualitativen Angaben von den Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften verfügt, sodass es seine Rechts- und Reputationsrisiken auf konsolidierter Basis zuverlässig einschätzen kann;
- c. die Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften das Mitglied von sich aus und zeitgerecht über die Aufnahme und Weiterführung der aus Risikosicht global bedeutendsten Geschäftsbeziehungen, die aus Risikosicht global bedeutendsten Transaktionen sowie über sonstige wesentliche Veränderungen in den Rechts- und Reputationsrisiken informieren, insbesondere wenn diese bedeutende Vermögenswerte oder politisch exponierte Personen betreffen;
- d. die Compliance-Funktion der Gruppe regelmässig risikobasierte interne Kontrollen einschliesslich Stichprobenkontrollen über einzelne Geschäftsbeziehungen vor Ort in den Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften durchführt.

² Es hat sicherzustellen, dass:

- a. die internen Überwachungsorgane, namentlich die Compliance-Funktion und die interne Revision, und die Prüfgesellschaft der Gruppe im Bedarfsfall, einen Zugang zu Informationen über einzelne Geschäftsbeziehungen in allen Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften haben; nicht erforderlich ist eine zentrale Datenbank der Vertragsparteien, Kontrollinhaber und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen auf Gruppenebene oder ein zentraler Zugang der internen Überwachungsorgane der Gruppe zu lokalen Datenbanken;
- b. die Zweigniederlassungen und Gruppengesellschaften den zuständigen Organen der Gruppe die für die globale Überwachung der Rechts- und Reputationsrisiken wesentlichen Informationen auf Anfrage zügig zur Verfügung stellen.

³ Stellt ein Mitglied fest, dass der Zugang zu Informationen über Vertragsparteien, Kontrollinhaber und die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen in bestimmten Ländern aus rechtlichen oder praktischen Gründen ausgeschlossen oder ernsthaft behindert ist, informiert es die SRO VQF unverzüglich.

⁴ Das Mitglied, das Teil einer in- oder ausländischen Finanzgruppe ist, gewährt den internen Überwachungsorganen und der Prüfgesellschaft der Gruppe im Bedarfsfall Zugang zu Informationen über bestimmte Geschäftsbeziehungen, soweit dies zur globalen Überwachung von Rechts- und Reputationsrisiken notwendig ist.

⁵ Bei Mitgliedern, die als Zweigniederlassungen einer in- oder ausländischen Finanzgruppe agieren, kann die SRO VQF verlangen, dass das Mitglied den Nachweis der gleichwertigen Aufsicht im Geldwäscherei-Bereich der im Rahmen der konsolidierten Aufsicht erfassten Gruppengesellschaften erbringt.

Art. 12 Abklärungen bei Sitzgesellschaft

Das Mitglied klärt die Gründe für die Verwendung von Sitzgesellschaften ab und dokumentiert diese Abklärungen im GwG-File.

Art. 13 Angaben bei Zahlungsaufträgen

¹ Das Mitglied gibt bei Zahlungsaufträgen den Namen, die Kontonummer und die Adresse des Auftraggebers sowie den Namen und die Kontonummer der begünstigten Person an. Liegt keine Kontonummer vor, so ist eine transaktionsbezogene Referenznummer anzugeben. Die Adresse des Auftraggebers kann durch das Geburtsdatum und den Geburtsort, die Kundennummer oder die nationale Identitätsnummer des Auftraggebers ersetzt werden. Das Mitglied stellt sicher, dass die Angaben zum Auftraggeber zutreffend und vollständig und die Angaben zur begünstigten Person vollständig sind.

² Es kann sich bei Zahlungsaufträgen innerhalb der Schweiz auf die Angabe der Kontonummer oder einer transaktionsbezogenen Referenznummer beschränken, sofern es die übrigen Angaben zum Auftraggeber dem Finanzintermediär der begünstigten Person und den zuständigen schweizerischen Behörden auf dessen oder deren Anfrage hin innerhalb drei Werktagen übermitteln kann.

³ Bei Zahlungsaufträgen im Inland, die dem Bezahlen von Waren und Dienstleistungen dienen, darf es gemäss Abs. 2 vorgehen, wenn die Einhaltung von Abs. 1 aus technischen Gründen nicht möglich ist.

⁴ Das Mitglied informiert den Auftraggeber in angemessener Weise über die Weitergabe seiner Angaben im Zahlungsverkehr.

⁵ Das Mitglied bestimmt, wie es vorgeht, wenn es Zahlungsaufträge erhält, die unvollständige Angaben zum Auftraggeber oder zur begünstigten Person enthalten. Es geht dabei risikoorientiert vor.

Art. 14 Angaben im Zahlungsverkehr im Blockchain-Bereich

¹ Der Zahlungsverkehr von und an externe Wallets ist nur dann erlaubt, wenn diese einem eigenen Kunden des Mitglieds gehören. Die Verfügungsmacht des Kunden über die externe Wallet ist durch geeignete technische Massnahmen zu überprüfen. Transaktionen zwischen Kunden desselben Mitglieds sind zulässig.

² Eine Überweisung von und an eine externe Wallet eines Dritten ist dann möglich, wenn das Mitglied den Dritten zuvor wie bei einer eigenen Kundenbeziehung identifiziert, den wirtschaftlich Berechtigten festgestellt und die Verfügungsmacht des Dritten über die externe Wallet durch geeignete technische Massnahmen überprüft hat.

³ Bei Wechselgeschäften, in welche eine externe Wallet involviert ist, ist die Verfügungsmacht des Kunden über die externe Wallet durch geeignete technische Massnahmen zu überprüfen. Findet eine solche Überprüfung nicht statt, gelten die Regeln von Art. 13.

2. Sorgfaltspflichten im engeren Sinne

2.1 Identifizierung der Vertragspartei (Art. 3 GwG)

Art. 15 Grundsatz

¹ Das Mitglied muss bei der Aufnahme einer Geschäftsbeziehung seine Vertragspartei aufgrund eines beweiskräftigen Dokuments identifizieren.

² Wenn während des Andauerns einer bestehenden Geschäftsbeziehung die Vertragspartei wechselt, ist die neue Vertragspartei ebenfalls zu identifizieren.

³ Hat das Mitglied eine Person (z.B. als Vertragspartei oder Eröffner) bereits reglements-konform identifiziert (erstes GwG-File) und wäre aufgrund der Aufnahme einer zweiten Geschäftsbeziehung (zweites GwG-File) die Person erneut zu identifizieren, so kann auf eine Wiederholung der Identifizierung dieser Person verzichtet werden. Das Mitglied muss jedoch in seinen Akten zur später aufgenommenen Geschäftsbeziehung (im zweiten GwG-File) einen Hinweis anbringen, wo (im ersten GwG-File) die reglements-konformen Identifizierungsdokumente der betreffenden Person zu finden sind.

Art. 16 Identifizierung von natürlichen Personen und Inhabern von Einzelunternehmen

¹ Bei Aufnahme einer Geschäftsbeziehung mit einer natürlichen Person oder einem Inhaber eines Einzelunternehmens benötigt das Mitglied von der Vertragspartei zwingend folgende Angaben:

- a. Name, Vorname und bei Einzelunternehmen zusätzlich Firma;
- b. Wohnsitzadresse und bei Einzelunternehmen zusätzlich Geschäftsadresse;
- c. Geburtsdatum;
- d. Staatsangehörigkeit.

² Stammt eine Vertragspartei aus einem Land, in welchem Geburtsdaten oder Wohnsitzadressen nicht verwendet werden, entfallen diese Angaben. Diese Ausnahmesituation ist in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files zu begründen.

³ Alle Identifizierungsdokumente, die mit einer Fotografie versehen sind und von einer schweizerischen oder ausländischen Behörde ausgestellt werden, sind zulässig.

⁴ Bei im Handelsregister eingetragenen Einzelunternehmen ist zusätzlich ein Identifizierungsdokument über das Unternehmen einzuholen (Art. 20 Reglement).

Art. 17 Identifizierung bei persönlicher Vorsprache

¹ Findet die Geschäftsaufnahme durch persönliche Vorsprache der Vertragspartei statt, so identifiziert das Mitglied die Vertragspartei, indem es Einsicht in ein Identifizierungsdokument der Vertragspartei nimmt. Das Mitglied lässt sich das Identifizierungsdokument im Original oder in echtheitsbestätigter Kopie vorlegen. Das Mitglied nimmt die echtheitsbestätigte Kopie zu seinen Akten oder erstellt eine Kopie des ihm vorgelegten Originaldokuments, bestätigt darauf, das Original eingesehen zu haben und unterzeichnet und datiert die Kopie.

² Die Video-Identifizierung gemäss geltendem Rundschreiben 2016/7 der FINMA ist der Identifizierung bei persönlicher Vorsprache gleichgestellt. Die in diesem Rundschreiben in seiner jeweils aktuellen Version genannten Voraussetzungen für die Video-Identifizierung sind einzuhalten.

Art. 18 Identifizierung bei Aufnahme der Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg

¹ Wird die Geschäftsbeziehung ohne persönliche Vorsprache aufgenommen, so identifiziert das Mitglied die Vertragspartei, indem es sich eine echtheitsbestätigte Kopie eines Identifizierungsdokuments zustellen lässt und zusätzlich die Wohnsitzadresse durch Postzustellung oder auf andere gleichwertige Weise überprüft.

² Der Identifizierung bei Aufnahme der Geschäftsbeziehung auf dem Korrespondenzweg gleichgestellt ist die Online-Identifizierung gemäss geltendem Rundschreiben 2016/7 der FINMA. Die in diesem Rundschreiben in seiner jeweils aktuellen Version genannten Voraussetzungen für die Online-Identifizierung sind einzuhalten.

Art. 19 Echtheitsbestätigung

¹ Die Bestätigung der Echtheit der Kopie eines Identifizierungsdokuments kann ausgestellt werden durch:

- a. einen Notar oder eine öffentliche Stelle, die solche Bestätigungen üblicherweise ausstellt. In Zweifelsfällen ist eine Überbeglaubigung oder eine Apostille zu verlangen;
- b. einen Finanzintermediär nach Art. 2 Abs. 2 oder 3 GwG mit Wohnsitz oder Sitz in der Schweiz oder einen in der Schweiz zugelassenen Rechtsanwalt;
- c. einen Finanzintermediär mit Wohnsitz oder Sitz im Ausland, der eine Tätigkeit nach Art. 2 Abs. 2 oder 3 GwG ausübt, sofern er einer gleichwertigen Aufsicht und Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorisfinanzierung untersteht;
- d. eine Zweigniederlassung, Vertretung oder Konzerngesellschaft des Mitglieds.

² Als gültige Echtheitsbestätigung gilt ebenfalls das Einholen einer Ausweiskopie von der Datenbank eines anerkannten Anbieters von Zertifizierungsdienstleistungen nach dem Bundesgesetz über die elektronische Signatur (ZertES²) in Kombination mit einer elektronischen Authentifizierung durch die Vertragspartei in diesem Zusammenhang. Diese Ausweiskopie muss im Rahmen der Ausstellung eines qualifizierten Zertifikates eingeholt worden sein.

³ Das Mitglied kann in Ausnahmefällen auf die Echtheitsbestätigung verzichten (d.h. es genügen einfache Kopien der Identifizierungsdokumente ohne Echtheitsbestätigung), wenn es andere Massnahmen ergreift, die es ihm ermöglichen, die Identität und die Adresse der Vertragspartei zu überprüfen. Die ergriffenen Massnahmen sind zu dokumentieren und in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files zu begründen.

Art. 20 Identifizierung von juristischen Personen und von Personengesellschaften

¹ Bei Aufnahme einer Geschäftsbeziehung mit einer juristischen Person oder einer Personengesellschaft benötigt das Mitglied von der Vertragspartei zwingend folgende Angaben:

- a. Firma;
- b. Domiziladresse.

² Bundesgesetz über Zertifizierungsdienste im Bereich der elektronischen Signatur vom 19. Dezember 2003 (SR 943.03).

² Als zulässige Identifizierungsdokumente gelten:

- a. bei einer im schweizerischen Handelsregister oder in einem gleichwertigen ausländischen Register eingetragenen Vertragspartei:
 - 1. ein durch den Registerführer ausgestellter Registerauszug; oder
 - 2. ein (vom Mitglied selbst beschaffter) schriftlicher Auszug aus einer durch die Registerbehörde geführten Datenbank; oder
 - 3. ein (vom Mitglied selbst beschaffter) schriftlicher Auszug aus vertrauenswürdigen, privat verwalteten Verzeichnissen und Datenbanken.
- b. bei einer nicht im schweizerischen Handelsregister oder einem gleichwertigen ausländischen Register eingetragenen Vertragspartei:
 - 1. die Statuten, die Gründungsakte oder der Gründungsvertrag, eine Bestätigung der Revisionsstelle, eine behördliche Bewilligung zur Ausübung der Tätigkeit oder gleichwertige Dokumente; oder
 - 2. ein (vom Mitglied selbst beschaffter) schriftlicher Auszug aus vertrauenswürdigen, privat verwalteten Verzeichnissen und Datenbanken.

³ Behörden sind anhand eines geeigneten Statuts/Beschlusses oder anhand von anderen gleichwertigen Dokumenten oder Quellen zu identifizieren.

⁴ Der Registerauszug, die Bestätigung der Revisionsstelle sowie der Verzeichnis- oder Datenbankauszug dürfen im Zeitpunkt der Identifizierung höchstens ein Jahr alt sein und müssen den aktuellen Verhältnissen entsprechen.

Art. 21 Überprüfung der Identität der Eröffner und Kenntnisnahme von Bevollmächtigtenbestimmungen

¹ Bei juristischen Personen und Personengesellschaften ist die Identität der natürlichen Personen, welche die Geschäftsbeziehung eröffnen, zu überprüfen. Dies kann mittels eines Dokuments im Sinne von Art. 17 Reglement resp. einer echtheitsbestätigten Kopie eines Identifikationsdokuments im Sinne von Art. 18 Reglement erfolgen.

² Die Identität der Eröffner kann auch mittels Echtheitsbestätigung der Unterschrift überprüft werden, wobei die in Art. 19 Reglement genannten Personen/Institutionen eine solche Bestätigung ausstellen können.

³ Bei der Aufnahme von Geschäftsbeziehungen mit einer juristischen Person oder einer Personengesellschaft muss das Mitglied zudem die Bevollmächtigtenbestimmungen der Vertragspartei zur Kenntnis nehmen und dokumentieren.

Art. 22 Allgemein bekannte juristische Personen, Personengesellschaften und Behörden

¹ Das Mitglied kann auf die Identifizierung einer juristischen Person, einer Personengesellschaft oder einer Behörde verzichten, wenn die Vertragspartei allgemein bekannt ist. Die allgemeine Bekanntheit liegt insbesondere dann vor, wenn die Vertragspartei eine Publikumsgesellschaft ist oder mit einer solchen direkt oder indirekt verbunden ist.

² Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GWG-File ab.

Art. 23 Fehlen von Identifizierungsdokumenten

¹ Verfügt die Vertragspartei über keine Identifizierungsdokumente im vorstehenden Sinn, so kann die Identität ausnahmsweise anhand beweiskräftiger Ersatzdokumente festgestellt werden. Diese Ausnahmesituation ist in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files zu begründen.

Art. 24 Kassageschäfte

¹ Bei Kassageschäften muss das Mitglied die Vertragspartei identifizieren, wenn eine oder mehrere Transaktionen, die miteinander verbunden erscheinen, folgenden Betrag erreichen oder übersteigen:

- a. CHF 5'000 bei Geldwechselgeschäften;
- b. CHF 15'000 bei allen anderen Kassageschäften.

² Das Mitglied kann auf die Identifizierung der Vertragspartei verzichten, wenn es für dieselbe Vertragspartei weitere Geschäfte im Sinn von Abs. 1 ausgeführt und sich versichert hat, dass die Vertragspartei diejenige Person ist, die bereits bei der ersten Transaktion identifiziert wurde. Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab.

³ Es hat die Vertragspartei in jedem Fall zu identifizieren, wenn Verdachtsmomente für mögliche Geldwäscherei oder Terrorismusfinanzierung vorliegen oder offensichtlich versucht wird, die Identifizierung zu umgehen, indem ein Betrag auf mehrere Transaktionen verteilt wird (Smurfing).

⁴ Bei identifizierungspflichtigen Kassageschäften ist ein vollständiges GwG-File für jede einzelne Transaktion zu erstellen.

Art. 24^{bis} Geschäfte mit virtuellen Währungen

¹ Das Mitglied muss die Vertragspartei identifizieren, wenn eine Transaktion mit einer virtuellen Währung oder mehrere solche Transaktionen, die miteinander verbunden erscheinen, den Betrag von CHF 1'000 erreichen oder übersteigen, sofern diese Transaktionen keine Geld- und Wertübertragungen darstellen und mit diesen Geschäften keine dauernde Geschäftsbeziehung verbunden ist.

^{1bis} Bei Barzahlungen oder der Entgegennahme von anderen anonymen Zahlungsmitteln für den Verkauf oder Kauf von virtuellen Währungen trifft das Mitglied technische Vorkehrungen, um zu vermeiden, dass der Schwellenwert nach Absatz 1 durch miteinander verbundene Transaktionen innerhalb von 30 Tagen überschritten wird.

² Das Mitglied kann auf die Identifizierung der Vertragspartei verzichten, wenn es für dieselbe Vertragspartei weitere Geschäfte im Sinn von Abs. 1 ausgeführt und sich versichert hat, dass die Vertragspartei diejenige Person ist, die bereits bei der ersten Transaktion identifiziert wurde. Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab.

³ Es hat die Vertragspartei in jedem Fall zu identifizieren, wenn Verdachtsmomente für mögliche Geldwäscherei oder Terrorismusfinanzierung vorliegen oder offensichtlich versucht wird, die Identifizierung zu umgehen, indem ein Betrag auf mehrere Transaktionen verteilt wird (Smurfing).

⁴ Bei identifizierungspflichtigen Geschäften ist ein vollständiges GwG-File für jede einzelne Transaktion zu erstellen.

Art. 25 Geld- und Wertübertragungen

¹ Art. 24 Abs. 2 – 4 Reglement gelten sinngemäss auch für Geld- und Wertübertragungen.

² Bei Geld- und Wertübertragungen von der Schweiz ins Ausland ist die Vertragspartei in jedem Fall zu identifizieren.

³ Bei Geld- und Wertübertragungen vom Ausland in die Schweiz ist der Zahlungsempfänger zu identifizieren, wenn eine oder mehrere Transaktionen, die miteinander verbunden erscheinen, den Betrag von CHF 1'000 übersteigen.

⁴ Der Name und die Adresse des Mitglieds müssen auf der Einzahlungsquittung ersichtlich sein.

Art. 26 Identifizierung der Vertragspartei bei Trustbeziehungen

¹ Ist das Mitglied als Trustee oder Protector tätig und untersteht es hinsichtlich dieser Tätigkeit dem GwG, so sind auch folgende Dokumente einzuholen:

- a. Errichtungsurkunde (Trust Deed bzw. Declaration of Trust); und/oder
- b. allfällige andere massgebliche Zusatzdokumente (Supplemental Deeds bzw. Supplemental Declarations of Trust in Zusammenhang mit Änderungen des Trustees, des Protectors, der Begünstigten, dem Wechsel der Jurisdiktion oder des Forum of Administration etc.).

² Im Übrigen sind bei einer dem GwG unterstehenden Tätigkeit des Mitglieds als Trustee oder Protector

- a. die Vertragspartei des Mitglieds; sowie
- b. die gegenüber dem Mitglied auftretenden Vertreter und Zeichnungsberechtigten der Vertragspartei

gemäss den allgemeinen Bestimmungen zur Identifizierung zu identifizieren.

³ Verfügt das Mitglied ausnahmsweise über keine Vertragspartei (z.B. bei testamentarischer Errichtung eines Trusts), so kann die Identifizierung der Vertragspartei nicht vorgenommen werden. Das Mitglied hält diesen Umstand in geeigneter Weise im GwG-File fest.

⁴ Ein Mitglied, das als Trustee eine Geschäftsbeziehung aufnimmt oder eine Transaktion ausführt, gibt sich seinem Geschäfts- oder Transaktionspartner gegenüber als Trustee zu erkennen. Der Trustee hat schriftlich zu bestätigen, dass er berechtigt ist, für den Trust eine Geschäftsbeziehung zu eröffnen.

Art. 27 Identifizierungspflichten der börsenkotierten Investmentgesellschaft

¹ Eine börsenkotierte Investmentgesellschaft als Mitglied muss den Erwerber von Beteiligungen identifizieren, falls dieser damit den meldepflichtigen Grenzwert von drei Prozent gemäss Finanzmarktinfrastrukturgesetz³ erreicht. Auf das Einholen einer Echtheitsbestätigung kann verzichtet werden.

² Für nicht börsenkotierte Investmentgesellschaften gilt Art. 51 Reglement.

³ Bundesgesetz über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel
19. Juni 2015 (SR 958.1)

Art. 28 Einfache Gesellschaft und Gemeinschaftskonten (comptes joints/joint accounts)

¹ Bei Aufnahme einer Geschäftsbeziehung mit einer einfachen Gesellschaft im Sinne von Art. 530 Obligationenrecht⁴ identifiziert das Mitglied die Vertragspartei, indem es wahlweise folgende Personen identifiziert:

- a. sämtliche Gesellschafter; oder
- b. mindestens einen Gesellschafter sowie diejenigen Personen, die gegenüber dem Mitglied zeichnungsberechtigt sind; oder
- c. bei einfachen Gesellschaften, welche die Wahrung der Interessen ihrer Mitglieder oder ihrer Begünstigten in gemeinsamer Selbsthilfe bezwecken oder politische, religiöse, wissenschaftliche, künstlerische, gemeinnützige, gesellige oder ähnliche Zwecke verfolgen, nur diejenigen Personen, welche gegenüber dem Mitglied zeichnungsberechtigt sind.

² Das Mitglied führt für die einfache Gesellschaft nur ein einziges GwG-File, in welchem es die gemäss Reglement notwendige Dokumentation ablegt.

³ Bei Gemeinschaftskonten gelten die Bestimmungen für die einfache Gesellschaft.

Art. 29 Vertragsbeziehungen zu Minderjährigen oder zu Personen unter Beistandschaft

¹ Bei Vertragsbeziehungen zu Minderjährigen oder verbeiständeten Personen muss das Mitglied neben der Identifizierung der Vertragspartei ebenfalls den gesetzlichen Vertreter (minderjährige Vertragspartei) oder den von der Erwachsenenschutzbehörde ernannten Beistand (verbeiständete Vertragspartei) identifizieren.

² Bei behördlich ernannten Vertretern sieht das Mitglied zudem den entsprechenden Beschluss ein und nimmt davon eine (vom Mitglied unterzeichnete und datierte resp. echtheitsbestätigte) Kopie zu den Akten.

³ Bei gesetzlichen Vertretern sieht das Mitglied den Familienausweis (oder ein entsprechendes anderes amtliches Dokument, das die gesetzliche Vertretung bestätigt) ein und nimmt eine (vom Mitglied unterzeichnete und datierte resp. echtheitsbestätigte) Kopie zu den Akten oder vermerkt im GwG-File die Einsichtnahme in den Familienausweis.

Art. 30 Versterben einer Vertragspartei

¹ Verstirbt eine Vertragspartei des Mitglieds, so wird als Rechtsnachfolgerin die Erbengemeinschaft zur Vertragspartei des Mitglieds (Wechsel der Vertragspartei).

² Die Erbengemeinschaft ist wie folgt zu identifizieren:

- a. Das Mitglied sieht einen Auszug aus einem amtlichen Erbenverzeichnis (Erbenbescheinigung, Erbentestat o. Ä.) ein und nimmt entweder das Original oder eine (vom Mitglied unterzeichnete und datierte resp. echtheitsbestätigte) Kopie davon zu den Akten. Dieses amtliche Dokument gilt gleichzeitig als hinreichende Feststellung der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen.

⁴ Bundesgesetz betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Fünfter Teil: Obligationenrecht) vom 30. März 1911 (SR 220)

- b. Die einzelnen Erben sind zu identifizieren, falls eine neue Geschäftsbeziehung zum Mitglied eröffnet wird. Falls lediglich die bisherige Geschäftsbeziehung des Mitglieds zum Erblasser unverändert weitergeführt wird, kann die Identifizierung der Erben auch erst im Zeitpunkt erfolgen, wenn die fraglichen Erben gegenüber dem Mitglied auftreten (z.B. Instruktionserteilung an das Mitglied, Aufforderung an das Mitglied zur Auskunftserteilung etc.). Spätestens im Zeitpunkt der Erbteilung muss die Identifizierung erfolgen.
- c. Gegenüber dem Mitglied auftretende Vertreter der Erbengemeinschaft (Willensvollstrecker etc.) sind ebenfalls zu identifizieren. Zudem sieht das Mitglied die entsprechende Vollmacht oder den Ernennungsbeschluss ein und nimmt eine (vom Mitglied unterzeichnete und datierte resp. echtheitsbestätigte) Kopie davon zu den Akten.

³ Das Mitglied kann das bisherige, für den Erblasser vor dessen Versterben erstellte GwG-File als neues GwG-File für die Erbengemeinschaft fortführen.

⁴ Wird nach der Teilung der Erbschaft die dem GwG unterstellte Tätigkeit durch das Mitglied für einzelne Erben fortgesetzt, so ist für jeden einzelnen Erben, für den diese Tätigkeit fortgesetzt wird, ein separates und vollständiges GwG-File zu führen.

2.2 Feststellung der an Unternehmen oder Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen (Art. 4 GwG)

2.2.1 Feststellung des wirtschaftlich Berechtigten an operativ tätigen juristischen Personen und Personengesellschaften (Kontrollinhaber)

Art. 31 Feststellung des Kontrollinhabers

¹ Handelt es sich bei der Vertragspartei um eine nicht börsennotierte operativ tätige juristische Person oder Personengesellschaft oder eine von einer solchen Gesellschaft mehrheitlich kontrollierten Tochtergesellschaft und nimmt das Mitglied mit dieser eine Geschäftsbeziehung auf, so muss das Mitglied von der Vertragspartei eine schriftliche Erklärung darüber einholen, wer als Kontrollinhaber, direkt oder indirekt, alleine oder in gemeinsamer Absprache mindestens 25% der Stimm- oder Kapitalbeteiligung an der Gesellschaft hält.

² Wird die Gesellschaft nicht von den Personen nach Abs. 1 kontrolliert, so muss das Mitglied von der Vertragspartei eine schriftliche Erklärung darüber einholen, wer die Gesellschaft auf andere Weise als Kontrollinhaber kontrolliert.

³ Lassen sich keine Kontrollinhaber nach Abs. 1 und 2 feststellen, so muss das Mitglied von der Vertragspartei ersatzweise eine schriftliche Erklärung darüber einholen, wer geschäftsführende Person ist.

⁴ Als Kontrollinhaber sind grundsätzlich natürliche Personen festzustellen.

Art. 32 Inhalt und Form der schriftlichen Erklärung

¹ Das Mitglied benötigt von der Vertragspartei zwingend folgende Angaben über den Kontrollinhaber:

- a. Name, Vorname;
- b. Wohnsitzadresse.

² Stammt ein Kontrollinhaber aus einem Land, in dem Wohnsitzadressen nicht verwendet werden, so entfällt diese Angabe. Diese Ausnahmesituation ist in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files zu begründen.

³ Die (datierte) Erklärung kann von der Vertragspartei oder von einer von ihr bevollmächtigten Person unterzeichnet werden. Bei juristischen Personen ist die Erklärung von einer Person zu unterzeichnen, die dazu berechtigt ist.

⁴ Die Erklärung muss zudem den Hinweis enthalten, dass vorsätzlich falsche Angaben im Sinne von Art. 251 StGB (Urkundenfälschung) strafbar sind. Die Erklärung ist in der Regel auf einem separaten Formular (VQF Dok. Nr. 902.11) abzugeben.

Art. 33 Ausnahmen von der Feststellungspflicht

¹ Folgende Vertragsparteien haben keine Erklärung über den Kontrollinhaber abzugeben:

- a. Gesellschaften, die an einer Börse kotiert sind, oder eine von einer solchen Gesellschaft mehrheitlich kontrollierten Tochtergesellschaft. Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab;
- b. Behörden;
- c. Finanzintermediäre im Sinne von Art. 2 Abs. 2 GwG mit Wohnsitz oder Sitz in der Schweiz;
- d. Finanzintermediäre mit Wohnsitz oder Sitz im Ausland, die eine Tätigkeit nach Art. 2 Abs. 2 GwG ausüben und einer gleichwertigen prudenziellen Aufsicht unterstehen;
- e. weitere Finanzintermediäre mit Sitz oder Wohnsitz im Ausland, wenn sie einer angemessenen prudenziellen Aufsicht und einer angemessenen Regelung in Bezug auf die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung unterstehen;
- f. steuerbefreite Einrichtungen der beruflichen Vorsorge nach Art. 2 Abs. 4 lit. b GwG;
- g. einfache Gesellschaften;
- h. Gesellschaften und Gemeinschaften, welche die Wahrung der Interessen ihrer Mitglieder oder ihrer Begünstigten in gemeinsamer Selbsthilfe bezwecken oder politische, religiöse, wissenschaftliche, künstlerische, gemeinnützige, gesellige oder ähnliche Zwecke verfolgen, solange sie ausschliesslich diese genannten Zwecke verfolgen und keinen erkennbaren Bezug zu Ländern mit erhöhten Risiken aufweisen;
- i. Stockwerkeigentümergeinschaften, im Grundbuch eingetragene Miteigentümergeinschaften sowie weitere Gesellschaften mit ähnlichem Zweck.

² Das Mitglied muss bei Kassageschäften, welche den Betrag von CHF 15'000 nicht übersteigen, keine Erklärung über den Kontrollinhaber einholen, ausser wenn offensichtlich versucht wird, die Feststellung des Kontrollinhabers zu umgehen, indem ein Betrag auf mehrere Transaktionen verteilt wird (Smurfing).

2.2.2 Feststellung der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person

Art. 34 Grundsatz

¹ Das Mitglied hat bei jeder Aufnahme einer Geschäftsbeziehung, die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person mit der nach den Umständen gebotenen Sorgfalt festzustellen und deren Identität zu überprüfen, um sich zu vergewissern, wer die wirtschaftlich berechnigte Person ist.

² Als wirtschaftlich berechnigte Person sind grundsätzlich natürliche Personen festzustellen.

³ Erklärt die Vertragspartei, dass sie die alleinig wirtschaftlich berechnigte Person ist und erscheint dem Mitglied diese Erklärung plausibel, so hält es dies in geeigneter schriftlicher Weise fest. Es steht ihm – vorbehaltlich der nachfolgenden Bestimmungen – dabei frei, sich diese Erklärung durch die Vertragspartei (unter-) schriftlich bestätigen zu lassen.

Art. 35 Schriftliche Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person

¹ Das Mitglied muss von der Vertragspartei eine schriftliche Erklärung darüber einholen, wer die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person ist, wenn die Vertragspartei nicht mit dieser identisch ist oder wenn es daran zweifelt, dass die Vertragspartei mit ihr identisch ist, namentlich:

- a. wenn einer Person, die nicht erkennbar in einer genügend engen Beziehung zur Vertragspartei steht, eine Vollmacht erteilt wird, die zum Rückzug von Vermögenswerten ermächtigt;
- b. wenn die Vermögenswerte, welche die Vertragspartei einbringt, deren finanzielle Verhältnisse offensichtlich übersteigen;
- c. wenn der Kontakt mit der Vertragspartei andere ungewöhnliche Feststellungen ergibt;
- d. wenn die Geschäftsbeziehung ohne persönliche Vorsprache aufgenommen wird;
- e. wenn Verdachtsmomente für eine mögliche Geldwäscherei oder Terrorismusfinanzierung bestehen;
- f. bei Geld- und Wertübertragungen von der Schweiz ins Ausland.

Art. 36 Inhalt und Form der schriftlichen Erklärung

¹ Die schriftliche Erklärung der Vertragspartei über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person muss folgende Angaben enthalten:

- a. Name, Vorname;
- b. Wohnsitzadresse;
- c. Geburtsdatum;
- d. Staatsangehörigkeit.

² Stammt eine an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete Person aus einem Land, in welchem Geburtsdaten oder Wohnsitzadressen nicht verwendet werden, so entfallen diese Angaben. Diese Ausnahmesituation ist in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files zu begründen.

³ Die (datierte) Erklärung kann von der Vertragspartei oder von einer von ihr bevollmächtigten Person unterzeichnet werden. Bei juristischen Personen ist die Erklärung von einer Person zu unterzeichnen, die dazu berechnete ist.

⁴ Die Erklärung muss zudem den Hinweis enthalten, dass vorsätzlich falsche Angaben im Sinne von Art. 251 StGB (Urkundenfälschung) strafbar sind. Die Erklärung ist in der Regel auf einem separaten Formular (VQF Dok. Nr. 902.9) abzugeben. Für Personenverbindungen, Trusts, Stiftungen oder andere Vermögenseinheiten ist zudem Art. 40 Reglement zu beachten.

Art. 37 Ausnahmen von der Feststellungspflicht

¹ Folgende Vertragsparteien haben keine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete Person abzugeben:

- a. Gesellschaften, die an einer Börse kotiert sind, oder eine von einer solchen Gesellschaft mehrheitlich kontrollierten Tochtergesellschaft. Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab;
- b. Behörden;
- c. Stockwerkeigentümergeinschaften, im Grundbuch eingetragene Miteigentümergeinschaften sowie weitere Gesellschaften mit ähnlichem Zweck.

² Das Mitglied muss bei Kassageschäften, welche den Betrag von CHF 15'000 nicht übersteigen, keine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete Person einholen, ausser wenn offensichtlich versucht wird, die Feststellung der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechneten Person zu umgehen, indem ein Betrag auf mehrere Transaktionen verteilt wird (Smurfing).

Art. 38 Nicht börsenkotierte operativ tätige juristische Personen und Personengesellschaften

¹ Das Mitglied muss von nicht börsenkotierten operativ tätigen juristischen Personen und Personengesellschaften nur dann eine schriftliche Erklärung einholen, wer die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete Person ist, wenn bekannt ist oder konkrete Anhaltspunkte dafür bestehen, dass die operativ tätige juristische Person oder Personengesellschaft die Vermögenswerte für eine Drittperson hält.

Art. 39 Sitzgesellschaften

¹ Ist die Vertragspartei eine Sitzgesellschaft, so ist das Mitglied verpflichtet, von der Vertragspartei eine schriftliche Erklärung darüber einzuholen, wer die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete Person ist.

² Als Sitzgesellschaften gelten juristische Personen, Gesellschaften, Anstalten, Stiftungen, Trusts, Treuhandunternehmen und ähnliche Verbindungen, die kein Handels-, Fabrikations- oder anderes nach kaufmännischer Art geführtes Gewerbe betreiben.

³ Nicht als Sitzgesellschaften gelten Gesellschaften, die:

- a. die Wahrung der Interessen ihrer Mitglieder oder ihrer Begünstigten in gemeinsamer Selbsthilfe bezwecken oder politische, religiöse, wissenschaftliche, künstlerische, gemeinnützige, gesellige oder ähnliche Zwecke verfolgen;
- b. die Mehrheit der Beteiligungen an einer oder mehreren operativ tätigen Gesellschaften halten, um diese durch Stimmenmehrheit oder auf andere Weise unter einheitlicher Leitung zusammenzufassen und deren Zweck nicht hauptsächlich in der Verwaltung von Vermögen Dritter besteht (Holding- und Subholdinggesellschaften). Dabei muss die Holding- oder Subholdinggesellschaft ihre Leitungs- und Kontrollmöglichkeiten auch tatsächlich ausüben.

⁴ Anhaltspunkte für das Vorliegen einer Sitzgesellschaft sind insbesondere:

- a. Fehlen eigener Geschäftsräume, wie es namentlich der Fall ist, wenn eine c/o-Adresse, ein Sitz bei einem Anwalt, bei einem Treuhänder oder einer Bank angegeben wird; oder
- b. fehlen von eigenem Personal.

⁵ Qualifiziert ein Mitglied die Vertragspartei trotz Vorliegen eines oder beider Anhaltspunkte nach Abs. 4 nicht als Sitzgesellschaft, so hält es den Grund dafür schriftlich fest.

⁶ Börsenkotierte Sitzgesellschaften und von solchen Gesellschaften mehrheitlich kontrollierte Tochtergesellschaften haben keine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete Person abzugeben. Das Mitglied erstellt dazu eine Aktennotiz und legt diese im GwG-File ab.

⁷ Ist das Mitglied als Organ einer Sitzgesellschaft tätig, so gilt als Vertragspartei im Sinne dieses Reglements die Sitzgesellschaft.

Art. 40 Personenverbindungen, Trusts, Stiftungen und andere Vermögenseinheiten

¹ Bei Personenverbindungen, Trusts, Stiftungen oder anderen Vermögenseinheiten muss das Mitglied von der Vertragspartei über folgende Personen eine schriftliche Erklärung mit den Angaben nach Art. 36 Abs. 1 Reglement einholen:

- a. die effektiven Gründer;
- b. die Trustees;
- c. allfällige Kuratoren, Protektoren oder sonstige eingesetzte Personen;
- d. die namentlich bestimmten Begünstigten;
- e. falls noch keine Begünstigten namentlich bestimmt sein sollten: den nach Kategorien gegliederten Kreis von Personen, die als Begünstigte in Frage kommen;
- f. die Personen, die der Vertragspartei oder ihren Organen Instruktionen erteilen können;
- g. bei widerrufbaren Konstruktionen: die widerrufsberechtigten Personen.

² Auf Gesellschaften, die ähnlich wie Personenverbindungen, Trusts, Stiftungen oder andere Vermögenseinheiten funktionieren, findet Abs. 1 sinngemäss Anwendung.

³ Die Erklärung nach Abs. 1 kann statt bei der Vertragspartei auch

- a. beim effektiven Gründer;
- b. beim Trustee;
- c. beim Protector;
- d. beim Mitglied des Stiftungsrates; oder
- e. beim Mitglied des obersten Aufsichtsorgans einer unterliegenden Gesellschaft

der Personenverbindung, des Trusts, der Stiftung oder der anderen Vermögenseinheit eingeholt werden. Das Mitglied hält den Grund, weshalb die Erklärung nicht bei der Vertragspartei eingeholt und von dieser unterzeichnet wurde, aktenkundig fest und begründet, weshalb kein Fall von Art. 77 Reglement (Abbruch und Ablehnung von Geschäftsbeziehungen) und kein Fall von Art. 66 Reglement (Meldepflicht nach Art. 9 GwG) vorliegt. Jede Person, welche die Erklärung nach Abs. 1 unterzeichnet, bestätigt in dieser Erklärung, dass sie zur Abgabe dieser Erklärung für die Vertragspartei befugt ist, oder dass sie diese Erklärung nach bestem Wissen und Gewissen abgegeben hat.

⁴ Liegt ein Fall von Abs. 1 lit. e vor, erhebt das Mitglied die Angaben nach Art. 36 Abs. 1 Reglement zu den durch die Personenverbindung, den Trust, die Stiftung oder anderer Vermögenseinheit Begünstigten spätestens im Zeitpunkt, in welchem der Begünstigte tatsächlich begünstigt wird und dokumentiert die entsprechende Zuwendung.

⁵ Die Erklärung nach Abs. 1 enthält den Hinweis, dass vorsätzlich falsche Angaben im Sinne von Art. 251 StGB (Urkundenfälschung) strafbar sind. Die (datierte) Erklärung ist in der Regel auf einem separaten Formular (VQF Dok. Nr. 902.12 oder 902.13) abzugeben und von der Vertragspartei bzw. der Person nach Abs. 3 zu unterzeichnen.

Art. 41 Spezialgesetzlich beaufsichtigte Finanzintermediäre oder steuerbefreite Einrichtungen der beruflichen Vorsorge

¹ Es muss keine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete Person eingeholt werden, wenn die Vertragspartei:

- a. ein Finanzintermediär im Sinne von Art. 2 Abs. 2 lit. a oder b-c GwG mit Wohnsitz oder Sitz in der Schweiz ist;
- b. ein Wertpapierhaus nach Art. 2 Abs. 2 lit. d GwG mit Sitz in der Schweiz ist, das selbst Konten nach Art. 44 Abs. 1 lit. a FINIG führt;
- c. ein Finanzintermediär mit Wohnsitz oder Sitz im Ausland ist, der eine Tätigkeit nach Art. 2 Abs. 2 lit. a oder b-c GwG ausübt und einer gleichwertigen prudenziellen Aufsicht untersteht;
- d. ein Finanzintermediär mit Wohnsitz oder Sitz im Ausland ist, der eine Tätigkeit nach Art. 2 Abs. 2 lit. d GwG ausübt, selbst Konten führt und einer gleichwertigen Aufsicht und Regelung untersteht;
- e. eine steuerbefreite Einrichtung der beruflichen Vorsorge nach Art. 2 Abs. 4 lit. b GwG ist.

² Eine Erklärung der Vertragspartei über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnete Person muss immer verlangt werden, wenn:

- a. Verdachtsmomente für eine mögliche Geldwäscherei oder Terrorismusfinanzierung bestehen;
- b. die FINMA vor generellen Missbräuchen oder vor einer bestimmten Vertragspartei warnt;
- c. die Vertragspartei ihren Wohnsitz oder ihren Sitz in einem Land hat, vor dessen Instituten die FINMA generell warnt.

Art. 41a Lebensversicherung mit separater Konto- und Depotführung (Insurance Wrapper)

¹ Das Mitglied muss für eine Lebensversicherung als Vertragspartei eine Erklärung über den Versicherungsnehmer und, falls abweichend vom Versicherungsnehmer, über den effektiven Prämienzahler einholen, wenn:

- a. die in die Versicherung eingebrachten Vermögenswerte aus einer zeitlich unmittelbar vorbestehenden Vertragsbeziehung zwischen dem Mitglied und dem Versicherungsnehmer oder dem effektiven Prämienzahler oder aus einer Vertragsbeziehung, an der dieser wirtschaftlich berechnete war, stammen;
- b. der Versicherungsnehmer oder der effektive Prämienzahler eine Vollmacht oder ein Auskunftsrecht über das Anlagendept hat;
- c. die in die Versicherung eingebrachten Vermögenswerte gemäss einer zwischen dem Mitglied und dem Versicherungsnehmer oder dem effektiven Prämienzahler abgeprochenen Anlagestrategie verwaltet werden; oder
- d. das Versicherungsunternehmen nicht bestätigt, dass das Versicherungsprodukt den im Steuer- oder Domizilland des Versicherungsnehmers geltenden Anforderungen an eine Lebensversicherung genügt, einschliesslich der Vorschriften betreffend die biometrischen Risiken.

² Eröffnet das Mitglied eine Geschäftsbeziehung aufgrund einer Bestätigung des Versicherungsunternehmens, wonach keiner der in Abs. 1 erwähnten Fälle gegeben ist, so muss die Bestätigung des Versicherungsunternehmens auch eine Beschreibung der Eigenschaften des Versicherungsproduktes in Bezug auf die in Abs. 1 lit. a–d genannten Punkte beinhalten.

³ Stellt das Mitglied während der Dauer der Geschäftsbeziehung fest, dass der Versicherungsnehmer oder der effektive Prämienzahler die individuellen Anlageentscheide auf andere Weise als nach Abs. 1 direkt oder indirekt beeinflussen kann, so ist der Versicherungsnehmer oder der effektive Prämienzahler schriftlich festzustellen.

Art. 42 Kollektive Anlageformen oder Beteiligungsgesellschaften

¹ Hat eine kollektive Anlageform oder Beteiligungsgesellschaft zwanzig oder weniger Investoren, so muss das Mitglied eine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechneten Personen einholen. Vorbehalten bleibt Art. 41 Reglement.

² Sind mehr als zwanzig Investoren vorhanden, so muss der Finanzintermediär eine Erklärung über die wirtschaftlich berechneten Personen nur dann einholen, wenn die Anlageformen oder Beteiligungsgesellschaften keiner angemessenen Aufsicht und Regelung in Bezug auf die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung unterstehen.

³ Auf eine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen kann auch verzichtet werden, wenn:

- a. die kollektive Anlageform oder die Beteiligungsgesellschaft an der Börse kotiert ist;
- b. für eine kollektive Anlageform oder Beteiligungsgesellschaft ein Finanzintermediär im Sinne von Art. 41 Abs. 1 Reglement als Promotor oder Sponsor auftritt und die Anwendung angemessener Regeln in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung nachweist.

⁴ Für Vermögensverwalter von nicht börsenkotierten ausländischen kollektiven Kapitalanlagen gelten zudem die Ausnahmebestimmungen von Art. 50 Reglement.

Art. 43 Einfache Gesellschaften

¹ Sind bei einer Geschäftsbeziehung mit einer einfachen Gesellschaft die Gesellschafter selbst die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen, muss keine Erklärung über die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen eingeholt werden, wenn sämtliche Gesellschafter identifiziert wurden (Art. 28 Abs. 1 lit. a Reglement) und die wirtschaftliche Berechtigung der Gesellschafter der einfachen Gesellschaft schriftlich festgehalten wird.

² Bei einfachen Gesellschaften mit mehr als vier Gesellschaftern, welche die Wahrung der Interessen ihrer Mitglieder oder ihrer Begünstigten in gemeinsamer Selbsthilfe bezwecken oder politische, religiöse, wissenschaftliche, künstlerische, gemeinnützige, gesellige oder ähnliche Zwecke verfolgen, müssen die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen nur festgestellt werden, wenn sie einen Bezug zu Ländern mit erhöhten Risiken aufweisen.

³ Erklärt die einfache Gesellschaft, die Vermögenswerte für einen bestimmten Dritten zu halten, ist dieser Dritte als an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigte Person festzustellen.

Art. 44 Sammeldepots und Sammelkonten

¹ Bei Sammeldepots und Sammelkonten hat die Vertragspartei dem Mitglied eine vollständige Liste der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen mit den Angaben nach Art. 36 Abs. 1 Reglement abzugeben und Mutationen dem Mitglied unverzüglich mitzuteilen.

² Nicht als Sammelkonten gelten Konten von operativen Gesellschaften, über welche Transaktionen im Zusammenhang mit berufsmässigen Dienstleistungen abgewickelt werden. Die entsprechende Ausnahmesituation ist vom Mitglied in einer Aktennotiz zuhanden des GWG-Files zu begründen.

2.3 Gemeinsame Bestimmungen zur Identifizierung der Vertragspartei und Feststellung der an Unternehmen und Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Personen

Art. 45 Aufnahme der Geschäftsbeziehung und Ausführung von Transaktionen

¹ Eine Geschäftsbeziehung gilt im Moment des Vertragsschlusses als aufgenommen.

² Alle zur Identifizierung der Vertragspartei und zur Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person erforderlichen Dokumente und Angaben müssen vollständig vorliegen, bevor im Rahmen einer Geschäftsbeziehung Transaktionen ausgeführt werden.

³ Weigert sich eine (mögliche) Vertragspartei, bei der Identifizierung mitzuwirken oder eine schriftliche Erklärung über den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person abzugeben oder bestehen Zweifel an der Richtigkeit der Erklärung der Vertragspartei und können diese nicht durch weitere Abklärungen beseitigt werden, so lehnt das Mitglied die Aufnahme der Geschäftsbeziehung ab oder bricht sie nach den Bestimmungen von Art. 9b GwG sowie Art. 12a und 12b GwV (Art. 73-75 Reglement) ab.

Art. 46 Erneute Identifizierung oder Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person

¹ Die Identifizierung der Vertragspartei oder die Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person muss im Laufe der Geschäftsbeziehung wiederholt werden, wenn Zweifel aufkommen, ob:

- a. die Angaben über die Identität der Vertragspartei bzw. des Kontrollinhabers zutreffen; oder
- b. die Vertragspartei oder der Kontrollinhaber mit der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person identisch ist; oder
- c. die Erklärung der Vertragspartei über den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person zutrifft;

und diese Zweifel nicht durch allfällige Abklärungen ausgeräumt werden konnten.

2.4 Verzicht auf Einhaltung der Sorgfaltspflichten und vereinfachte Sorgfaltspflichten

Art. 47 Identifizierung der Vertragspartei und Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person im Konzern

¹ Ist eine Vertragspartei im Rahmen des Konzerns, dem das Mitglied angehört, bereits in einer mit den Bestimmungen dieses Reglements gleichwertigen Weise identifiziert worden, ist ein Verfahren nach Art. 15 ff. Reglement nicht nötig. In diesen Fällen müssen beim Mitglied Kopien der ursprünglichen Identifikationsdokumente vorliegen. Vorbehalten bleiben Fälle, bei denen die gesetzlichen Bestimmungen diesen Datentransfer nicht zulassen.

² Das Gleiche gilt, wenn im Rahmen des Konzerns bereits eine Erklärung über den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person eingeholt wurde.

Art. 48 Verzicht auf Einhaltung der Sorgfaltspflichten

¹ Das Mitglied kann in dauernden Geschäftsbeziehungen mit Vertragsparteien im Bereich von Zahlungsmitteln für den bargeldlosen Zahlungsverkehr, die ausschliesslich dem bargeldlosen Bezahlen von Waren und Dienstleistungen dienen, auf die Einhaltung der Sorgfaltspflichten verzichten, wenn eine der folgenden Situationen vorliegt:

- a. Es können nicht mehr als CHF 1'000 pro Transaktion und CHF 5'000 pro Kalenderjahr und Vertragspartei bezahlt werden, allfällige Rückzahlungen des Zahlungsmittels finden nur zugunsten von Konten bei in der Schweiz bewilligten oder im Ausland gleichwertig beaufsichtigten Banken und lautend auf den Namen der Vertragspartei statt und dürfen pro Rückzahlung nicht mehr als CHF 1'000 betragen.
- b. Es können nicht mehr als CHF 5'000 pro Monat und CHF 25'000 pro Kalenderjahr und Vertragspartei an Händler in der Schweiz bezahlt werden, wobei die

Ladungen ausschliesslich zulasten und allfällige Rückzahlungen des Zahlungsmittels ausschliesslich zugunsten eines auf den Namen der Vertragspartei lautenden Kontos bei einer in der Schweiz bewilligten Bank erfolgen.

- c. Die Zahlungsmittel können nur innerhalb eines bestimmten Netzes von Dienstleistern oder Warenanbietern verwendet werden und der Umsatz beträgt nicht mehr als CHF 5'000 pro Monat und CHF 25'000 pro Kalenderjahr und Vertragspartei.

² Das Mitglied kann in dauernden Geschäftsbeziehungen mit Vertragsparteien im Bereich von Zahlungsmitteln für den bargeldlosen Zahlungsverkehr, die nicht ausschliesslich dem bargeldlosen Bezahlen von Waren und Dienstleistungen dienen, auf die Einhaltung der Sorgfaltspflichten verzichten, wenn pro Zahlungsmittel nicht mehr als CHF 200 pro Monat verfügbar gemacht werden können und Zahlungen ausschliesslich zulasten und allfällige Rückzahlungen des Zahlungsmittels ausschliesslich zugunsten eines auf den Namen der Vertragspartei lautenden Kontos bei einer in der Schweiz bewilligten Bank erfolgen.

³ Das Mitglied kann bei nicht wiederaufladbaren Zahlungsmitteln auf die Einhaltung der Sorgfaltspflichten verzichten, wenn:

- a. das Guthaben ausschliesslich dazu dient, dass die Vertragspartei damit erworbene Waren und Dienstleistungen elektronisch bezahlen kann;
- b. pro Datenträger nicht mehr als CHF 250 elektronisch verfügbar gemacht werden; und
- c. pro Geschäft und pro Vertragspartei nicht mehr als CHF 1'500 verfügbar gemacht werden.

⁴ Das Mitglied kann auf die Einhaltung der Sorgfaltspflichten nur verzichten, wenn es über technische Einrichtungen verfügt, die ausreichen, um ein Überschreiten der jeweiligen Schwellenwerte zu erkennen. Zudem trifft es Vorkehrungen, um eine allfällige Kumulierung der Betragslimite sowie Zuwiderhandlungen gegen diese Bestimmungen zu verhindern. Art. 55 und 59 Reglement bleiben in Bezug auf die Überwachung der Transaktionen vorbehalten.

^{4bis} Das Mitglied kann auf die Einhaltung der Sorgfaltspflichten verzichten, wenn es sich um ein Finanzierungsleasing handelt und die jährlich zu bezahlenden Leasingraten inklusive Mehrwertsteuer nicht mehr als CHF 5000 betragen.

Art. 49 Vereinfachte Sorgfaltspflichten

¹ Der Herausgeber von Zahlungsmitteln ist von der Pflicht befreit, Kopien der Unterlagen zur Identifizierung der Vertragspartei sowie der Feststellung des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person zu seinen Akten zu nehmen, sofern er mit einer in der Schweiz bewilligten Bank eine Delegationsvereinbarung abgeschlossen hat, die Folgendes vorsieht:

- a. Die Bank gibt dem Herausgeber des Zahlungsmittels die Angaben über die Identität des Vertragspartners, des Kontrollinhabers und der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person bekannt.
- b. Die Bank teilt dem Herausgeber des Zahlungsmittels mit, ob es sich bei der Vertragspartei, dem Kontrollinhaber oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person um eine politisch exponierte Person handelt.
- c. Die Bank informiert den Herausgeber des Zahlungsmittels über Änderungen der Angaben nach lit. a und b umgehend.

- d. Im Fall eines Auskunftersuchens der zuständigen schweizerischen Behörde an den Herausgeber des Zahlungsmittels beantwortet dieser die Anfrage und verweist die Behörde für eine allfällige Herausgabe von Dokumenten an die betreffende Bank.

² Der Herausgeber von Zahlungsmitteln muss für direkt abgeschlossene und auf dem Korrespondenzweg eröffnete Geschäftsbeziehungen keine Echtheitsbestätigung für Kopien von Identifikationsdokumenten einholen, sofern:

- a. mit Zahlungsmitteln zum bargeldlosen Bezahlen von Waren und Dienstleistungen und zum Bargeldbezug, bei denen ein elektronisch gespeichertes Guthaben Voraussetzung für Transaktionen ist, nicht mehr als CHF 10'000 pro Monat und Vertragspartei bezahlt oder bar bezogen werden kann;
- b. für Zahlungsmittel, bei denen Transaktionen im Nachhinein in Rechnung gestellt werden, die Limite zum bargeldlosen Bezahlen von Waren und Dienstleistungen und zum Bargeldbezug nicht mehr als CHF 25'000 pro Monat und Vertragspartei beträgt;
- c. für Zahlungsmittel, die den bargeldlosen Zahlungsverkehr zwischen Privatpersonen mit Wohnsitz in der Schweiz zulassen, nicht mehr als CHF 1'000 pro Monat und CHF 5'000 pro Kalenderjahr und Vertragspartei von Privatpersonen empfangen oder an Privatpersonen angewiesen werden kann; oder
- d. für Zahlungsmittel, die den bargeldlosen Zahlungsverkehr zwischen Privatpersonen ohne Wohnsitzbeschränkung zulassen, nicht mehr als CHF 500 pro Monat und CHF 3'000 pro Kalenderjahr und Vertragspartei von Privatpersonen empfangen oder an Privatpersonen angewiesen werden kann.

^{2bis} Bei einem Verzicht auf die Einholung einer Echtheitsbestätigung überprüft die Herausgeberin oder der Herausgeber von Zahlungsmitteln, ob die Kopien der Identifikationsdokumente Hinweise auf Verwendung eines falschen oder gefälschten Ausweises aufweisen. Sind solche vorhanden, finden die Erleichterungen nach den Absätzen 1 und 2 keine Anwendung.

³ Hat der Herausgeber des Zahlungsmittels nach Abs. 1 und 2 im Rahmen der Transaktionsüberwachung Hinweise über eine Weitergabe des Zahlungsmittels an eine Person, die keine erkennbare enge Beziehung zur Vertragspartei hat, erlangt, so muss er erneut die Vertragspartei identifizieren und die am Zahlungsmittel wirtschaftlich berechnigte Person feststellen.

⁴ Bei der Vergabe von Konsumkrediten muss das Mitglied für auf dem Korrespondenzweg eröffnete Geschäftsbeziehungen keine Echtheitsbestätigung für Kopien von Identifikationsdokumenten einholen, sofern die Kreditsumme nicht mehr als CHF 25'000 beträgt und:

- a. auf ein bestehendes Konto des Kreditnehmers ausbezahlt wird;
- b. einem solchen Konto gutgeschrieben wird;
- c. in Form eines Überziehungskredits auf einem solchen Konto gewährt wird; oder
- d. beim Zedentengeschäft aufgrund eines Zahlungsauftrages des Kreditnehmers direkt einem Warenverkäufer überwiesen wird.

Art. 50 Besondere Bestimmungen für Vermögensverwalter von ausländischen kollektiven Kapitalanlagen

¹ Vermögensverwalter von nicht börsenkotierten ausländischen kollektiven Kapitalanlagen als Mitglied müssen den Zeichner identifizieren sowie den Kontrollinhaber oder die

an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person der ausländischen kollektiven Kapitalanlagen feststellen, wenn:

- a. weder die ausländische kollektive Kapitalanlage noch deren Verwaltungsgesellschaft einer angemessenen prudenziellen Aufsicht und einer angemessenen Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung unterstehen;
- b. sie die Anwendung einer angemessenen Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung durch einen anderen Finanzintermediär, der einer angemessenen prudenziellen Aufsicht untersteht, nicht nachweisen; und
- c. der investierte Betrag CHF 15'000 übersteigt.

² Sie müssen keine Erklärung über den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person einholen, wenn der Zeichner ein Finanzintermediär nach Art. 2 Abs. 2 lit. a - d GwG oder ein ausländischer Finanzintermediär ist, der einer angemessenen prudenziellen Aufsicht und einer angemessenen Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung untersteht.

Art. 51 Besondere Bestimmungen für nicht börsenkotierte Investmentgesellschaften

¹ Nicht börsenkotierte Investmentgesellschaften als Mitglied müssen den Zeichner bei der Zeichnung identifizieren sowie den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person feststellen, sofern die Zeichnung den Betrag von CHF 15'000 übersteigt.

² Sie müssen keine Erklärung über den Kontrollinhaber oder die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person bei der Zeichnung einholen, wenn der Zeichner ein Finanzintermediär nach Art. 2 Abs. 2 lit. a - d GwG oder ausländischer Finanzintermediär ist, der einer angemessenen prudenziellen Aufsicht und einer angemessenen Aufsicht und Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung untersteht.

2.5 Kundenprofil

Art. 52 Grundsatz

¹ Bei der Aufnahme einer dauernden Geschäftsbeziehung erstellt das Mitglied ein individuelles Kundenprofil, das ihm erlaubt, die wirtschaftlichen Hintergründe, die Herkunft der involvierten Vermögenswerte und den Zweck der Transaktionen und der Geschäftsbeziehung nachzuvollziehen und deren Rechtmässigkeit zu plausibilisieren bzw. Sachverhalte zu erkennen, welche besondere Abklärungen erfordern.

Art. 53 Umfang und Dokumentation

¹ Das Mitglied verlangt von der Vertragspartei alle für die Erstellung des Kundenprofils notwendigen Angaben wie z.B. Art, Zweck und Datum des Geschäfts bzw. der Geschäftsaufnahme, Betrag und Währung der involvierten Vermögenswerte, Informationen über Einkommen, Vermögen (Herkunft), berufliche bzw. geschäftliche Tätigkeiten und Verbindungen, involvierte Bankkonten (inkl. Regelung der Zeichnungsberechtigung und allfällig involvierte Kreditkarten), Beziehungen zur an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person, zum Bevollmächtigten oder Begünstigten, sowie eventuell familiäre Situation usw. Diese Angaben können sich je nach Geschäftsbeziehung und Umständen sowohl auf die Vertragspartei als auch auf die an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person oder den Gründer/Errichter eines Trust bzw. einer Stiftung beziehen.

² Das Mitglied lässt sich die von ihm verlangten Angaben – soweit möglich und zumutbar – durch entsprechende Dokumente belegen. Verzichtet das Mitglied darauf, von diesen Belegen Kopien zuhanden des GwG-Files anzufertigen, so vermerkt das Mitglied bei der Aufnahme dieser Angaben ins Kundenprofil, welche der Unterlagen es persönlich eingesehen hat.

Art. 54 Kassageschäfte und Geld- und Wertübertragungsgeschäfte

¹ Bei Kassageschäften, bei welchen das Mitglied zur Identifizierung der Vertragspartei verpflichtet ist, klärt das Mitglied mindestens Art und Zweck der gewünschten Geschäftsbeziehung ab und dokumentiert diese im GwG-File. Der Umfang der einzuholenden Informationen richtet sich nach dem Risiko, das die Geschäftsbeziehung resp. die Transaktion darstellt.

² Erscheint eine Vertragspartei regelmässig beim Mitglied zwecks Durchführung von Kassageschäften (inkl. Geldwechselgeschäften) oder Geld- und Wertübertragungsgeschäften, so kann das Mitglied die betreffende Vertragspartei abweichend von Art. 24 Abs. 1 Reglement auch als dauernde Geschäftsbeziehung behandeln.

³ Das zu erstellende Kundenprofil einer dauernden Geschäftsbeziehung muss insbesondere über das übliche Geschäftsvolumen (zwecks Plausibilisierung der während der Dauer der Geschäftsbeziehung erfolgenden Transaktionen) und bei Geld- und Wertübertragungsgeschäften zudem über die Begünstigten (Name, Vorname, Adresse etc.) solcher Transaktionen Auskunft geben.

⁴ Bei Kassageschäften und Geld- und Wertübertragungsgeschäften, welche als dauernde Geschäftsbeziehungen gelten, ist ein GwG-File pro Vertragspartei zu erstellen.

2.6 Besondere Abklärungs Pflichten (Art. 6 GwG)

Art. 55 Überwachung der Geschäftsbeziehungen und Transaktionen

¹ Das Mitglied sorgt für eine wirksame, risikoorientierte Überwachung der Geschäftsbeziehungen und Transaktionen.

² Ein Mitglied, welches das Geld- oder Wertübertragungsgeschäft tätigt, benützt ein informatikgestütztes System zur Ermittlung und zur Überwachung von Transaktionen mit erhöhten Risiken.

Art. 56 Zusätzliche Abklärungen bei erhöhten Risiken

¹ Das Mitglied trifft mit angemessenem Aufwand zusätzliche Abklärungen, wenn:

- a. die Transaktion oder die Geschäftsbeziehung mit einem erhöhten Risiko behaftet ist;
- b. die Transaktion oder die Geschäftsbeziehung ungewöhnlich erscheint, es sei denn, ihre Rechtmässigkeit ist erkennbar;
- c. Anhaltspunkte vorliegen, dass Vermögenswerte aus einem Verbrechen oder aus einem qualifizierten Steuervergehen nach Art. 305^{bis} Ziff. 1^{bis} StGB herrühren, der Verfügungsmacht einer kriminellen Organisation (Art. 260^{ter} Ziff. 1 StGB) unterliegen oder der Terrorismusfinanzierung (Art. 260^{quinquies} Abs. 1 StGB) dienen;
- d. die Daten einer Vertragspartei, eines Kontrollinhabers, einer an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person oder einer zeichnungsberechtigten Person einer Geschäftsbeziehung oder einer Transaktion mit den Daten

übereinstimmen, welche dem Mitglied durch die FINMA oder die SRO VQF nach Art. 22a GwG weitergeleitet wurden, oder diesen Daten sehr ähnlich sind.

- e. eine Vertragspartei, deren wirtschaftlich Berechtigter, Kontrollinhaber oder Vertreter auf einer Liste des Staatssekretariats für Wirtschaft (SECO) als Sanktionsadressat gelistet ist. Vorbehalten bleiben die Vorschriften des Embargogesetzes und der gestützt darauf erlassenen Verordnungen, namentlich die Sperr- und Meldepflichten.

² Entsprechende Anhaltspunkte auf ungewöhnliche oder eventuell verdachtserregende Momente im Sinne von Abs. 1 ergeben sich aus der Typologienliste (VQF Dok. Nr. 905.1), welche integrierender Bestandteil des Reglements bildet. Diese Liste ist jedoch nicht abschliessend.

³ Abzuklären ist je nach den Umständen namentlich:

- a. ob die Vertragspartei an den eingebrachten Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigt ist;
- b. die Herkunft der eingebrachten Vermögenswerte;
- c. der Verwendungszweck abgezogener Vermögenswerte;
- d. die Hintergründe und die Plausibilität grösserer Zahlungseingänge;
- e. der Ursprung des Vermögens der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- f. die berufliche oder geschäftliche Tätigkeit der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- g. die Frage, ob es sich bei der Vertragspartei, dem Kontrollinhaber oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person um eine politisch exponierte Person handelt.

Art. 57 Mittel der Abklärungen

¹ Die Abklärungen umfassen je nach den Umständen namentlich:

- a. das Einholen schriftlicher oder mündlicher Auskünfte der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- b. Besuche am Ort der Geschäftstätigkeit der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- c. die Konsultation allgemein zugänglicher öffentlicher Quellen und Datenbanken;
- d. gegebenenfalls Erkundigungen bei vertrauenswürdigen Personen.

² Das Mitglied überprüft die Ergebnisse der Abklärungen auf ihre Plausibilität hin. Die Ergebnisse sind in einer Aktennotiz zuhanden des GwG-Files festzuhalten.

Art. 58 Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko

¹ Als Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko gelten in jedem Fall:

- a. Geschäftsbeziehungen mit ausländischen politisch exponierten Personen;
- b. Geschäftsbeziehungen mit Personen, die den Personen nach lit. a nahestehen;

- c. Geschäftsbeziehungen mit Personen, die in einem Land ansässig sind, das von der FATF als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachtet wird und bei dem die FATF zu erhöhter Sorgfalt aufruft.

² Als Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko gelten in Zusammenhang mit einem oder mehreren weiteren Risikokriterien:

- a. Geschäftsbeziehungen mit inländischen politisch exponierten Personen;
- b. Geschäftsbeziehungen mit politisch exponierten Personen bei internationalen Organisationen;
- c. Geschäftsbeziehungen mit Personen, die den Personen nach lit. a und b nahe stehen.

³ Die Geschäftsbeziehungen nach den Absätzen 1 Buchstaben a, b und c und 2 gelten als Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko, unabhängig davon, ob die involvierten Personen auftreten als:

- a. Vertragspartei;
- b. Kontrollinhaber;
- c. an Vermögenswerten wirtschaftlich berechnigte Person;
- d. bevollmächtigte Person.

⁴ Ein Mitglied, das mehr als zwanzig dauernde Geschäftsbeziehungen unterhält, legt weitere Kriterien fest, welche auf Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko hinweisen.

⁵ Als Kriterien kommen je nach Geschäftsaktivität des Mitglieds insbesondere in Frage:

- a. Sitz oder Wohnsitz der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person, namentlich Ansässigkeit in einem von der Financial Action Task Force (FATF) als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachteten Land, sowie Staatsangehörigkeit der Vertragspartei oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person;
- b. Art und Ort der Geschäftstätigkeit der Vertragspartei oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person, namentlich bei Geschäftstätigkeit in einem von der FATF als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachteten Land;
- c. Fehlen eines persönlichen Kontakts zur Vertragspartei sowie zur wirtschaftlich berechtigten Person;
- d. Art der verlangten Dienstleistungen oder Produkte;
- e. Höhe der eingebrachten Vermögenswerte;
- f. Höhe der Zu- und Abflüsse von Vermögenswerten;
- g. Herkunfts- oder Zielland häufiger Zahlungen, namentlich Zahlungen aus einem oder in ein Land, das von der FATF als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachtet wird;
- h. Komplexität der Strukturen, insbesondere durch Verwendung von mehreren Sitzgesellschaften oder von einer Sitzgesellschaft mit fiduziarischen Aktionären, in einer intransparenten Jurisdiktion, ohne nachvollziehbaren Grund oder zwecks kurzzeitiger Vermögensplatzierung;
- i. häufige Transaktionen mit erhöhten Risiken.

⁶ Das Mitglied hält aufgrund seiner Risikoanalyse für diese Kriterien je einzeln fest, ob sie für seine Geschäftsaktivitäten relevant sind. Es konkretisiert die relevanten Kriterien in internen Weisungen und berücksichtigt sie für die Ermittlung seiner Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken.

⁷ Bei der Entwicklung von Kriterien, die in Zusammenhang mit dem qualifizierten Steuerergehen auf neue und bestehende Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken hinweisen, sowie bei der Ermittlung und Kennzeichnung solcher Geschäftsbeziehungen dürfen Mitglieder auf den Maximalsteuersatz des Landes des Steuerdomizils des Kunden abstellen, um abzuschätzen, ob die hinterzogenen Steuern die in Art. 305^{bis} Ziff. 1^{bis} StGB festgelegte Schwelle von CHF 300'000 erreichen. Sie müssen die individuellen Steuerfaktoren für die Geschäftsbeziehung nicht ermitteln.

⁸ Das Mitglied ermittelt und dokumentiert in geeigneter Weise die Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken (z.B. im Risikoprofil VQF Dok Nr. 902.4) und kennzeichnet diese.

Art. 59 Transaktionen mit erhöhtem Risiko

¹ Das Mitglied entwickelt Kriterien zur Erkennung von Transaktionen mit erhöhtem Risiko.

² Als Kriterien kommen je nach Geschäftsaktivität des Mitglieds insbesondere in Frage:

- a. die Höhe der Zu- und Abflüsse von Vermögenswerten;
- b. erhebliche Abweichungen gegenüber den in der Geschäftsbeziehung üblichen Transaktionsarten, -volumina und -frequenzen;
- c. erhebliche Abweichungen gegenüber den in vergleichbaren Geschäftsbeziehungen üblichen Transaktionsarten, -volumina und -frequenzen;
- d. Herkunfts- oder Zielland von Zahlungen, insbesondere bei Zahlungen aus einem oder in ein Land, das von der FATF als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachtet wird.

³ Als Transaktionen mit erhöhtem Risiko gelten in jedem Fall:

- a. Transaktionen, bei denen am Anfang der Geschäftsbeziehung auf einmal oder gestaffelt Vermögenswerte im Gegenwert von CHF 100'000 physisch eingebracht werden;
- b. Geld- und Wertübertragungen, wenn eine oder mehrere Transaktionen, die miteinander verbunden erscheinen, den Betrag von CHF 5'000 erreichen oder übersteigen;
- c. Zahlungen aus einem oder in ein Land, das von der FATF als «High Risk» oder nicht kooperativ betrachtet wird und bei dem die FATF zu erhöhter Sorgfalt aufruft.

⁴ Das Mitglied dokumentiert die entwickelten Kriterien zur Erkennung von Transaktionen mit erhöhten Risiken in geeigneter Weise (z.B. im Risikoprofil VQF Dok Nr. 902.4).

Art. 60 Zeitpunkt der zusätzlichen Abklärungen

¹ Werden bei einer Geschäftsbeziehung erhöhte Risiken erkennbar, so leitet das Mitglied die zusätzlichen Abklärungen unverzüglich in die Wege und führt sie so rasch als möglich durch.

Art. 61 Aufnahme und Kontrolle einer Geschäftsbeziehung mit erhöhtem Risiko

¹ Die Aufnahme von Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko bedarf der Zustimmung einer vorgesetzten Person, einer vorgesetzten Stelle oder der Geschäftsführung.

² Das oberste Geschäftsführungsorgan oder mindestens eines seiner Mitglieder entscheidet über:

- a. die Aufnahme von Geschäftsbeziehungen mit politisch exponierten Personen, sofern es sich dabei um eine Geschäftsbeziehung mit erhöhtem Risiko handelt (Art. 58 Abs. 1 und 2 Reglement), und alljährlich über deren Weiterführung;
- b. die Anordnung regelmässiger interner Kontrollen aller Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko sowie deren Überwachung und deren Auswertung.

³ Mitglieder mit einer sehr umfangreichen finanzintermediären Tätigkeit und mehrstufigen hierarchischen Strukturen können diese Verantwortung auch der Leitung einer Unternehmenseinheit übertragen.

3. Dokumentations- und Aufbewahrungspflicht (Art. 7 GwG)

Art. 62 Allgemeine Anforderungen an die Dokumentation

¹ Das Mitglied erstellt und organisiert seine Dokumentation bezüglich Geschäftsbeziehungen und Transaktionen so, dass ein fachkundiger Dritter – insbesondere der zur Durchführung der GwG-Prüfung eingesetzte Prüfer – sich jederzeit ein zuverlässiges Urteil über die Einhaltung der (gesetzlichen und reglementarischen) Pflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung durch das Mitglied bilden kann.

^{1bis} Das Mitglied überprüft die erforderlichen Belege periodisch auf ihre Aktualität und aktualisiert sie bei Bedarf. Die Periodizität, der Umfang sowie die Art der Überprüfung und der Aktualisierung richten sich nach dem Risiko, das die Vertragspartei darstellt.

² Die Unterlagen und Belege müssen so erstellt und aufbewahrt werden, dass Mitglied den Auskunfts- und Beschlagnahmebegehren der Strafverfolgungsbehörden oder anderer berechtigter Stellen innert angemessener Frist nachkommen kann. Diese Unterlagen und Belege müssen es ermöglichen, jede einzelne Transaktion nachzuvollziehen.

³ Das Mitglied hat pro Vertragspartei ein GwG-File (Ausnahmen: Art. 24 Abs. 4, Art. 28 Abs. 2 und Art. 30 Abs. 3 Reglement) und zudem eine Liste mit den Zu- und Abgangsdaten sämtlicher dem GwG unterstellten Vertragsbeziehungen (VQF Dok. Nr. 902.8) zu führen.

⁴ Die GwG-Files sind ständig aktuell zu halten. Das Mitglied muss über aktuelle physische oder elektronische Kopien der massgeblichen Dokumente verfügen.

⁵ Die SRO VQF stellt für eine Grunddokumentation und Aktualisierung entsprechende Formulare zur Verfügung, die über die Homepage des VQF (www.vqf.ch) abrufbar sind. Verzichtet das Mitglied darauf, die VQF-Formulare zu benutzen, so muss es sicherstellen, dass seine eigenen Formulare die in den Formularen der SRO VQF verlangten Angaben im Sinne eines Mindeststandards enthalten.

⁶ Die Unterlagen und Belege müssen an einem sicheren (nicht für unbefugte Dritte zugänglichen) Ort in der Schweiz aufbewahrt werden.

⁷ Dokumente, die für die Sachverhaltsfeststellung einer GwG-relevanten Vertragsbeziehung von wesentlicher Bedeutung sind, müssen im GwG-File abgelegt werden. Als Un-

terlagen von wesentlicher Bedeutung gelten hierbei alle Unterlagen, welche zum Verständnis eines bestimmten Geschäfts oder zur Überprüfung der Einhaltung der (gesetzlichen und reglementarischen) Pflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung notwendig sind:

- a. alle in diesem Reglement erwähnten Unterlagen und Dokumente, insbesondere: GwG-Standardformulare der SRO VQF oder die eigenen Formulare, Identifizierungsdokumente, gemäss diesem Reglement in besonderen Fällen zu erstellende Aktennotizen, Kopie der Meldungen nach Art. 66 Reglement (Art. 9 GwG) und Art. 67 Reglement (Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB);
- b. alle weiteren Dokumente im GwG-File, die zum Verständnis oder zur Überprüfung der Angaben in den GwG-Standardformularen notwendig sind oder die zu einer besonderen Abklärung führen oder Teil einer besonderen Abklärung sind, insbesondere: Unterlagen zu den getätigten Transaktionen (Bankunterlagen, Vollmachten, Quittungen etc.), Verträge, Korrespondenzen, Telefon- und weitere Aktennotizen, Rechnungen, Buchhaltung etc.

⁸ Auf die Ablage von Transaktionsbelegen (Kontoauszüge), Buchhaltungsunterlagen und Rechnungskorrespondenz im GwG-File kann verzichtet werden, wenn im GwG-File schriftlich festgehalten wird (Vermerk, Verweis), wo diese Unterlagen zu finden sind und diese nicht im GwG-File befindlichen Unterlagen so geführt und aufbewahrt werden, dass die Dokumentations- und Aufbewahrungspflicht erfüllt wird.

⁹ Dokumente, die für die Sachverhaltsfeststellung einer GwG-relevanten Geschäftsbeziehung von wesentlicher Bedeutung sind und nicht in einer schweizerischen Landessprache oder in Englisch abgefasst sind, müssen von einem entsprechend befähigten und anerkannten Übersetzer ins Englische oder in eine schweizerische Landessprache übersetzt werden.

Art. 63 Zusätzliche Anforderungen für die elektronische Dokumentation

¹ Bei elektronischer Aufbewahrung von Dokumenten ist zusätzlich zu den Erfordernissen gemäss Art. 62 Reglement sicherzustellen, dass:

- a. die notwendigen Angaben auf Verlangen in Papierform ausgedruckt werden können;
- b. die Voraussetzungen gemäss Art. 9 und 10 Geschäftsbücherverordnung⁵ erfüllt werden;
- c. sich der verwendete Server in der Schweiz befindet (ansonsten muss das Mitglied über aktuelle physische oder elektronische Kopien der massgeblichen Dokumente in der Schweiz verfügen) und für das Mitglied jederzeit zugänglich ist.

Art. 64 Aufbewahrungsfrist

¹ Nach Beendigung der Geschäftsbeziehung oder Abschluss der Transaktion bewahrt das Mitglied die Dokumentation gemäss Art. 62 ff. Reglement während 10 Jahren auf.

² Die Aufbewahrungsfrist für die Unterlagen im Zusammenhang mit einer Meldung an die MROS beträgt fünf Jahre.

⁵ Verordnung über die Führung und Aufbewahrung der Geschäftsbücher vom 24. April 2002 (SR 221.431)

Art. 65 Übertragung von dem GwG unterstellten Vertragsbeziehungen

¹ Überträgt ein Mitglied (oder dessen Vertragspartei) dem GwG unterstellte Vertragsbeziehungen auf ein anderes Mitglied oder einen anderen Finanzintermediär, so muss das bisher zuständige Mitglied (übertragender Finanzintermediär) die Beendigung in seinem GwG-File reglementskonform dokumentieren (Aktennotiz, Ablage des Kündigungsschreibens und weiterer mit der Beendigung zusammenhängender Unterlagen) und sämtliche im GwG-File befindlichen (Original-) Dokumente oder echtheitsbestätigten Kopien davon während 10 Jahren aufbewahren.

² Der übertragende Finanzintermediär kann an den für die bisherige Vertragspartei neu zuständigen Finanzintermediär – mit Zustimmung der Vertragspartei – echtheitsbestätigte Kopien seines GwG-Files übergeben (eine Bestätigung pro GwG-File). Wenn der übertragende Finanzintermediär bei sich echtheitsbestätigte Kopien der im GwG-File befindlichen Unterlagen reglementskonform aufbewahrt, können an den übernehmenden Finanzintermediär – mit Zustimmung der Vertragspartei – auch die Originaldokumente übergeben werden.

³ Der neu zuständige Finanzintermediär (übernehmendes Mitglied), welcher die dem GwG unterstellte Kundenbeziehung übernimmt, muss sicherstellen, dass die Identifizierung der Vertragspartei und die Feststellung des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person im Zeitpunkt des Abschlusses des neuen Vertrages (d.h. bei Aufnahme der Geschäftsbeziehung) reglementskonform sind und muss daher gegebenenfalls die Identifizierung der neuen Vertragspartei bzw. die Feststellung des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person wiederholen. In Bezug auf das Kundenprofil und allfällig vorgenommene besondere Abklärungen muss der neu zuständige Finanzintermediär (übernehmendes Mitglied) die Plausibilität und Aktualität der vom übertragenden Finanzintermediär erhaltenen Angaben überprüfen und diese Überprüfung dokumentieren.

⁴ Auf diese Neuidentifizierung nach Abs. 3 kann verzichtet werden, wenn der bisherige Kundenbetreuer (natürliche Person) die Kunden (Vertragsparteien) mitnimmt (Wechsel des Arbeitgebers oder Neuaufnahme einer selbstständigen Erwerbstätigkeit). Ebenfalls kann auf die Neuidentifikation nach Abs. 3 verzichtet werden, wenn Kundenbeziehungen innerhalb eines Konzerns von einer Konzerngesellschaft auf eine andere Konzerngesellschaft übertragen werden.

4. Meldepflicht, Melderecht sowie Pflichten bei Geldwäschereiverdacht und Verdacht auf Terrorismusfinanzierung (Art. 9 - 11 GwG, Art. 12a – 12c GwV)

4.1 Meldepflicht und Melderecht

Art. 66 Meldepflicht (Art. 9 GwG)

¹ Ein Mitglied muss der Meldestelle für Geldwäscherei nach Art. 23 GwG (Meldestelle) unverzüglich Meldung erstatten, wenn es:

- a. weiss oder den begründeten Verdacht hat, dass die in die Geschäftsbeziehung involvierten Vermögenswerte:
 1. im Zusammenhang mit einer strafbaren Handlung nach Art. 260^{ter} oder Art. 305^{bis} StGB stehen,
 2. aus einem Verbrechen oder aus einem qualifizierten Steuervergehen nach Art. 305^{bis} Ziff. 1^{bis} StGB herrühren,
 3. der Verfügungsmacht einer kriminellen oder terroristischen Organisation unterliegen, oder

4. der Terrorismusfinanzierung (Art. 260^{quinquies} Abs. 1 StGB) dienen.

- b. Verhandlungen zur Aufnahme einer Geschäftsbeziehung wegen eines begründeten Verdachts nach lit. a abbricht;
- c. aufgrund der nach Art. 6 Abs. 2 lit. d GwG (Art. 56 Reglement) durchgeführten Abklärungen weiss oder Grund zur Annahme hat, dass die aufgrund von Art. 22a Abs. 2 oder 3 GwG weitergeleiteten Daten einer Person oder Organisation den Daten eines Vertragspartners, einer wirtschaftlich berechtigten oder einer zeichnungsberechtigten Person einer Geschäftsbeziehung oder einer Transaktion entsprechen.

^{1bis} Ein Händler muss der Meldestelle unverzüglich Meldung erstatten, wenn er weiss oder den begründeten Verdacht hat, dass die Barzahlungsmittel bei einem Handelsgeschäft:

- a. im Zusammenhang mit einer strafbaren Handlung nach Art. 260^{ter} oder Art. 305bis StGB stehen;
- b. aus einem Verbrechen oder aus einem qualifizierten Steuervergehen nach Art. 305^{bis} Ziff. 1^{bis} StGB herrühren;
- c. der Verfügungsmacht einer kriminellen oder terroristischen Organisation unterliegen, oder;
- d. der Terrorismusfinanzierung (Art. 260^{quinquies} Abs. 1 StGB) dienen;

^{1bis} Aus den Meldungen gemäss den Absätzen 1 und ^{1bis} muss der Name des Mitglieds ersichtlich sein. Das mit dem Fall befasste Personal des Mitglieds kann in der Meldung anonymisiert werden, sofern die Möglichkeit der Meldestelle und der zuständigen Strafverfolgungsbehörde zur unverzüglichen Kontaktaufnahme gewährleistet bleibt.

^{1quater} In den Fällen nach Absatz 1 liegt ein begründeter Verdacht vor, wenn das Mitglied einen konkreten Hinweis oder mehrere Anhaltspunkte hat, dass für die in die Geschäftsbeziehung involvierten Vermögenswerte Abs. 1 lit. a erfüllt sein könnte und dieser Verdacht aufgrund zusätzlicher Abklärungen gemäss Art. 6 GwG (Art. 56 Reglement) nicht ausgeräumt werden kann.

² Der Meldepflicht nicht unterworfen sind Anwälte und Notare, soweit ihre Tätigkeit dem Berufsgeheimnis nach Art. 321 StGB untersteht.

Art. 67 Melderecht

¹ Hat ein Mitglied keinen begründeten Verdacht nach Art. 66 Abs. 1 lit. a und b Reglement (Art. 9 Abs. 1 lit. a und b GwG) oder keinen Grund nach Art. 66 Abs. 1 lit. c Reglement (Art. 9 Abs. 1 lit. c GwG), hat es aber Wahrnehmungen gemacht, die darauf schliessen lassen, dass Vermögenswerte aus einem Verbrechen oder einem qualifizierten Steuerdelikt herrühren oder der Terrorismusfinanzierung dienen, so kann es diese gestützt auf das Melderecht von Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB der Meldestelle melden.

² Übt das Mitglied bei zweifelhaften Geschäftsbeziehungen mit bedeutenden Vermögenswerten sein Melderecht nach Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB nicht aus, so dokumentiert es die Gründe.

³ Führt das Mitglied die zweifelhafte Geschäftsbeziehung weiter, so hat es sie genau zu überwachen und auf Anhaltspunkte, die auf Geldwäscherei oder Terrorismusfinanzierung hinweisen, zu überprüfen.

Art. 68 Form der Meldung

¹ Der Verkehr mit der Meldestelle für Geldwäscherei (MROS) richtet sich nach den Bestimmungen von Art. 3a der Verordnung über die Meldestelle für Geldwäscherei (MGwV).

Art. 69 Kundenaufträge betreffend die gemeldeten Vermögenswerte (Art. 9a GwG)

¹ Während der durch die Meldestelle durchgeführten Analyse nach Art. 23 Abs. 2 GwG führt das Mitglied Kundenaufträge, die nach Art. 9 Abs. 1 lit. a GwG (Art. 66 Abs. 1 lit. a Reglement) oder nach Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB (Art. 67 Reglement) gemeldete Vermögenswerte betreffen, aus.

² Es führt Kundenaufträge, die bedeutende Vermögenswerte betreffen, nur in einer Form aus, die es den Strafverfolgungsbehörden erlaubt, deren Spur weiterzuverfolgen.

4.2 Vermögenssperre und Informationsverbot

Art. 70 Vermögenssperre (Art. 10 GwG)

¹ Das Mitglied sperrt die ihm anvertrauten Vermögenswerte, die mit der Meldung nach Art. 9 Abs. 1 lit. a GwG (Art. 66 Abs. 1 lit. a Reglement) oder nach Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB (Art. 67 Reglement) im Zusammenhang stehen, sobald ihm die Meldestelle mitteilt, dass sie die gemeldeten Informationen einer Strafverfolgungsbehörde übermittelt.

^{1bis} Es sperrt unverzüglich die ihm anvertrauten Vermögenswerte, die mit der Meldung nach Art. 9 Abs. 1 lit. c GwG (Art. 66 Abs. 1 lit. c Reglement) im Zusammenhang stehen.

² Es erhält die Vermögenssperre aufrecht, bis eine Verfügung der zuständigen Strafverfolgungsbehörde bei ihm eintrifft, längstens aber fünf Werktage ab dem Zeitpunkt, in dem ihm die Meldestelle im Falle von Abs. 1 die Übermittlung der gemeldeten Informationen mitgeteilt hat oder es im Falle von Abs. 1^{bis} der Meldestelle Meldung erstattet hat.

Art. 71 Informationsverbot (Art. 10a GwG)

¹ Das Mitglied darf weder Betroffene noch Dritte darüber informieren, dass es eine Meldung nach Art. 9 GwG (Art. 66 Reglement) oder nach Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB (Art. 67 Reglement) erstattet hat. Nicht als Dritte gelten die Behörden und Organisationen, die für die Aufsicht nach Art. 12 GwG oder nach Art. 43a FINMAG zuständig sind, sowie die Personen, die im Rahmen der Aufsicht Prüfungen durchführen.

² Wenn das Mitglied selber keine Vermögenssperre verhängen kann, darf es den Finanzintermediär, der dazu in der Lage und dem GwG unterstellt ist, informieren.

³ Das Mitglied darf einen anderen dem GwG unterstellten Finanzintermediär ebenfalls darüber informieren, dass es eine Meldung nach Art. 9 GwG (Art. 66 Reglement) oder nach Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB (Art. 67 Reglement) erstattet hat, soweit dies zur Einhaltung der Pflichten gemäss GwG erforderlich ist und sofern beide Finanzintermediäre:

- a. für einen Kunden aufgrund einer vertraglich vereinbarten Zusammenarbeit gemeinsame Dienste im Zusammenhang mit dessen Vermögensverwaltung erbringen; oder
- b. dem gleichen Konzern angehören.

^{3bis} Es darf ebenfalls seine Muttergesellschaft im Ausland unter den in Artikel 4^{quinquies} BankG festgelegten Bedingungen darüber informieren, dass es eine Meldung nach Art.

9 GwG (Art. 66 Reglement) oder nach Art. 305ter Abs. 2 StGB (Art. 67 Reglement) erstattet hat, sofern diese sich zur Einhaltung des Informationsverbots verpflichtet. Nicht als Dritte gilt die Aufsichtsbehörde der Muttergesellschaft.

⁴ Der Finanzintermediär, der gestützt auf Abs. 2 oder 3 informiert worden ist, untersteht dem Informationsverbot nach Abs. 1.

⁵ Der Händler darf weder Betroffene noch Dritte darüber informieren, dass er eine Meldung nach Art. 9 GwG (Art. 66 Reglement) erstattet hat.

⁶ Ausgenommen vom Informationsverbot nach den Absätzen 1 und 5 bleibt die Wahrung eigener Interessen im Rahmen eines Zivilprozesses oder eines Straf- oder Verwaltungsverfahrens.

Art. 72 Straf- und Haftungsausschluss

¹ Der Straf- und Haftungsausschluss richtet sich nach Art. 11 GwG.

4.3 Abbruch und Ablehnung der Geschäftsbeziehung

Art. 73 Verbot des Abbruchs der Geschäftsbeziehung (Art. 12a GwV)

¹ Das Mitglied darf eine Geschäftsbeziehung nicht von sich aus abbrechen, wenn die Voraussetzungen für eine Meldung nach Art. 9 GwG erfüllt sind oder wenn er das Melderecht nach Art. 305ter Abs. 2 StGB in Anspruch nimmt.

² Wenn konkrete Anzeichen bestehen, dass behördliche Sicherstellungsmassnahmen unmittelbar bevorstehen, ist dem Mitglied untersagt:

- a. eine Geschäftsbeziehung abzubrechen, für welche es entscheidet, das Melderecht nach Art. 305ter Abs. 2 StGB nicht in Anspruch zu nehmen, obwohl die Voraussetzungen erfüllt sind;
- b. den Rückzug bedeutender Vermögenswerte zu gestatten.

Art. 74 Abbruch der Geschäftsbeziehung (Art. 9b GwG)

¹ Teilt die Meldestelle nach einer Meldung nach Art. 9 Abs. 1 lit. a GwG oder nach Art. 305ter Abs. 2 StGB dem Mitglied nicht innert 40 Arbeitstagen mit, dass sie die gemeldeten Informationen einer Strafverfolgungsbehörde übermittelt, so kann das Mitglied die Geschäftsbeziehung abbrechen.

² Das Mitglied, welches die Geschäftsbeziehung abbrechen will, darf den Rückzug bedeutender Vermögenswerte nur in einer Form gestatten, die es den Strafverfolgungsbehörden erlaubt, deren Spur weiterzuverfolgen.

³ Der Abbruch der Geschäftsbeziehung und das Datum des Abbruchs sind der Meldestelle unverzüglich mitzuteilen.

⁴ Nach dem Abbruch der Geschäftsbeziehung ist das Informationsverbot nach Art 10a Abs. 1 GwG weiterhin einzuhalten.

Art. 75 Abbruch der Geschäftsbeziehung (Art. 12b GwV)

¹ Ausser in dem in Art. 9b Abs. 1 GwG vorgesehenen Fall kann das Mitglied die Geschäftsbeziehung abbrechen, wenn:

- a. die Meldestelle für Geldwäscherei (Meldestelle) ihm nach einer Meldung nach Art. 9 Abs. 1 lit. a GwG oder Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB innert 40 Arbeitstagen mitteilt, dass sie die gemeldeten Informationen einer Strafverfolgungsbehörde übermittelt, und es nach dieser Mitteilung innert fünf Arbeitstagen keine Verfügung der Strafverfolgungsbehörde erhält;
- b. es nach einer Meldung nach Art. 9 Abs. 1 lit. c GwG nicht innert fünf Arbeitstagen eine Verfügung von der Strafverfolgungsbehörde erhält;
- c. es nach einer Sperre, die durch die Strafverfolgungsbehörde gestützt auf Meldung nach Art. 9 Abs. 1 GwG oder Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB angeordnet wurde, über deren Aufhebung informiert wird, es sei denn, eine Strafverfolgungsbehörde teilt ihm etwas anderes mit.

² Bricht das Mitglied eine Geschäftsbeziehung ab, für welche es entscheidet, das Melde-recht nach Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB nicht in Anspruch zu nehmen, obwohl die Voraussetzungen erfüllt sind, so darf es den Rückzug bedeutender Vermögenswerte nur in einer Form gestatten, die es den Strafverfolgungsbehörden erlaubt, deren Spur weiterzuverfolgen.

³ In den Fällen nach Absatz 1 müssen der Abbruch der Geschäftsbeziehung und das Datum des Abbruchs der Meldestelle nicht mitgeteilt werden.

Art. 76 Information an einen Finanzintermediär (Art. 12c GwV)

¹ Informiert das Mitglied einen anderen Finanzintermediär darüber, dass es eine Meldung nach Art. 9 GwG oder Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB erstattet hat, so hält es diese Tatsache in geeigneter Form fest.

Art. 77 Abbruch und Ablehnung von Geschäftsbeziehungen

¹ Das Mitglied bricht die Geschäftsbeziehung unter Einhaltung von Art. 9b GwG sowie den Art. 12a und 12b GwV (Art. 73 bis 75 Reglement) ab, wenn:

- a. die Zweifel an den Angaben der Vertragspartei oder des Kontrollinhabers auch nach Durchführung des Verfahrens nach Art. 46 Reglement bestehen bleiben;
- b. sich ihm der Verdacht aufdrängt, dass ihm wissentlich falsche Angaben über die Identität der Vertragspartei, des Kontrollinhabers oder der an Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person gemacht wurden; oder
- c. die Vertragspartei trotz Aufforderung des Mitglieds die erneute Identifizierung oder erneute Feststellung des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person ohne Angabe von Gründen verweigert.

² Bricht das Mitglied die Geschäftsbeziehung ab, so muss es dies dokumentieren.

4.5 Dokumentationspflicht und Mitteilungspflicht an die SRO VQF

Art. 78 Dokumentation

¹ Das Mitglied hält im GwG-File alle mit einer Meldung nach Art. 66 Reglement (Art. 9 GwG) oder Art. 67 Reglement (Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB) verbundenen Informationen fest und legt die betreffenden Unterlagen (inkl. die Kopie der Meldung und die Mitteilungen/Verfügungen der Behörden) im GwG-File ab.

² Erstattet das Mitglied keine Verdachtsmeldung, weil es den Verdacht aufgrund zusätzlicher Abklärungen gemäss Art 56 Reglement ausräumen konnte, so dokumentiert es die zugrundeliegenden Gründe.

Art. 79 Information an die SRO VQF über Meldungen an die Meldestelle

¹ Das Mitglied informiert die SRO VQF unverzüglich über Meldungen nach Art. 66 Reglement (Art. 9 GwG) und Art. 67 Reglement (Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB) an die Meldestelle.

² Das Mitglied kann in der Information an die SRO VQF die Kundendaten anonymisieren.

5. Organisations- und Ausbildungspflicht (Art. 8 GwG)

5.1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 80 Neue Produkte, Geschäftspraktiken und Technologien

¹ Das Mitglied stellt sicher, dass die Geldwäscherei- und Terrorismusfinanzierungsrisiken, die von der Entwicklung neuer Produkte oder Geschäftspraktiken oder von der Verwendung neuer oder weiterentwickelter Technologien ausgehen, im Voraus eingeschätzt und im Rahmen des Risikomanagements angemessen erfasst, begrenzt und überwacht werden.

Art. 81 Fachstelle für Geldwäscherei

¹ Das Mitglied bezeichnet eine qualifizierte Person als GwG-Verantwortliche. Der GwG-Verantwortliche muss grundsätzlich Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt in der Schweiz haben.

² Der GwG-Verantwortliche hat insbesondere folgende Aufgaben:

- a. Sicherstellung der Einhaltung sämtlicher Pflichten des Mitglieds gemäss GwG und SRO-Regularien;
- b. Planung, Überwachung und Dokumentation der laufenden Aus- und Weiterbildung sämtlicher ausbildungspflichtiger Personen des Mitglieds;
- c. gegebenenfalls Vorbereitung der internen Richtlinien zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung;
- d. Kontakt zur SRO VQF und zu den Behörden.

³ Verfügt ein Mitglied über mehr als zwanzig im GwG-Bereich tätige Personen, erstellt der GwG-Verantwortliche zudem unter Berücksichtigung des Tätigkeitsgebiets und der Art der geführten Geschäftsbeziehungen des Mitglieds eine Risikoanalyse unter den Aspekten der Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung und berücksichtigt dabei insbesondere den Sitz oder den Wohnsitz der Kunden, das Kundensegment sowie die angebotenen Produkte und Dienstleistungen. Die Risikoanalyse ist durch den Verwaltungsrat oder das oberste Geschäftsführungsorgan zu verabschieden und periodisch zu aktualisieren.

⁴ Ein Mitglied mit mindestens sechs im GwG-Bereich tätigen Personen bezeichnet eine qualifizierte Person als GwG-Stellvertreter. Der GwG-Stellvertreter muss grundsätzlich Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt in der Schweiz haben.

⁵ Ein Mitglied mit maximal fünf im GwG-Bereich tätigen Personen kann anstatt eines Stellvertreters eine Person bezeichnen, die den Zugriff zu den GwG-relevanten Unterlagen auch bei Abwesenheit des GwG-Verantwortlichen ermöglicht (sog. Zugangsberechtigter). Der Zugangsberechtigte muss grundsätzlich Wohnsitz oder gewöhnlichen Aufenthalt in der Schweiz haben und kann eine betriebsfremde Person sein.

Art. 82 Interne Weisungen

¹ Ein Mitglied mit mehr als zehn im GwG-Bereich tätigen Personen erlässt interne Weisungen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung und gibt sie den betroffenen Personen in geeigneter Form bekannt. Sie sind durch den Verwaltungsrat oder das oberste Geschäftsführungsorgan zu verabschieden.

² Darin sind insbesondere zu regeln:

- a. die Kriterien, die zur Ermittlung von Geschäftsbeziehungen mit erhöhtem Risiko nach Art. 58 Reglement angewendet werden;
- b. die Kriterien, die zur Erkennung von Transaktionen mit erhöhtem Risiko nach Art. 59 Reglement angewendet werden;
- c. die Grundzüge der Transaktionsüberwachung nach Art. 55 Reglement;
- d. die Betragsgrenzen nach Art. 58 Abs. 5 lit. e und f sowie Art. 59 Abs. 2 lit. a Reglement;
- e. in welchen Fällen der GwG-Verantwortliche beigezogen und das oberste Geschäftsführungsorgan informiert werden müssen;
- f. die Grundzüge der Aus- und Weiterbildung der im GwG-Bereich tätigen Personen;
- g. die Geschäftspolitik hinsichtlich politisch exponierter Personen;
- h. die Zuständigkeit für die Meldungen an die Meldestelle für Geldwäscherei;
- i. die Modalitäten, nach denen das Mitglied die erhöhten Risiken erfasst, begrenzt und überwacht;
- j. die Kriterien, nach denen Dritte nach Art. 85 ff. Reglement beigezogen werden können;
- k. die übrige betriebsinterne Aufgaben- und Kompetenzverteilungen zwischen dem GwG-Verantwortlichen und den anderen mit der Wahrnehmung der Sorgfaltspflichten beauftragten Geschäftseinheiten.
- l. die Aktualisierung von Kundenbelegen.

³ Die SRO VQF kann auch von einem Mitglied, welches bis zu zehn Personen im GwG-Bereich beschäftigt, verlangen, dass es interne Weisungen erstellt, wenn dies für eine angemessene betriebliche Organisation notwendig ist.

⁴ Ein Anbieter von Dienstleistungen im Bereich der virtuellen Vermögenswerte erlässt, unabhängig von der Anzahl im GwG-Bereich tätigen Personen, interne Weisungen zur Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung. Deren Inhalt ist risikobasiert auszugestalten.

Art. 83 Entscheidungskompetenz bei Meldungen

¹ Das oberste Geschäftsführungsorgan entscheidet über die Erstattung von Meldungen nach Artikel 9 GwG beziehungsweise nach Artikel 305^{ter} Absatz 2 StGB. Es kann diese Aufgabe an die Fachstelle für Geldwäscherei übertragen.

5.2 Ausbildungspflicht

Art. 84 Ausbildungspflicht / Ausbildungskonzept

¹ Das Mitglied ist verpflichtet, folgende Personen auszubilden und regelmässig weiterzubilden:

- a. Sämtliche Organe und Arbeitnehmer, die im GwG-Bereich tätig sind;
- b. den GwG-Verantwortlichen sowie dessen Stellvertreter.

² Die Aus- und Weiterbildung ist auf die für das Mitglied bzw. die jeweilige ausbildungspflichtige Person wesentlichen Aspekte der Bekämpfung der Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung ausgerichtet und stellt sicher, dass das Mitglied bzw. die jeweilige ausbildungspflichtige Person in der Lage ist und bleibt, den Pflichten aus dem GwG und diesem Reglement umfassend nachzukommen.

³ Die konkrete Ausgestaltung der Ausbildungspflicht richtet sich nach dem geltenden Ausbildungskonzept der SRO VQF (VQF Dok. Nr. 610.1), dessen Bestimmungen als integrierender Bestandteil dieses Reglements gelten.

5.3 Beizug Dritter

Art. 85 Beizug Dritter zur Erfüllung von Sorgfaltspflichten

¹ Ein Mitglied darf betriebsfremde Personen und Unternehmen mit der Identifizierung der Vertragspartei, der Feststellung des Kontrollinhabers oder der an den Vermögenswerten wirtschaftlich berechtigten Person sowie den zusätzlichen Abklärungspflichten beauftragen, wenn es:

- a. die beauftragte Person sorgfältig ausgewählt hat und diese Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit bietet;
- b. diese über ihre Aufgabe instruiert hat;
- c. kontrollieren kann, ob die beauftragte Person die Sorgfaltspflichten einhält oder nicht; und
- d. mit der beauftragten Person oder dem beauftragten Unternehmen eine schriftliche Vereinbarung getroffen hat.

² Es kann die Erfüllung dieser Sorgfaltspflichten ohne schriftliche Vereinbarung anvertrauen:

- a. einer Stelle innerhalb eines Konzerns oder einer Gruppe, sofern ein gleichwertiger Sorgfaltsstandard angewandt wird; oder
- b. einem anderen Finanzintermediär, sofern dieser einer gleichwertigen Aufsicht und Regelung in Bezug auf die Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung untersteht und Massnahmen getroffen hat, um die Sorgfaltspflichten in gleichwertiger Weise zu erfüllen.

³ Das Mitglied hat sicherzustellen, dass der beigezogene Dritte seinerseits keine weiteren Personen oder Unternehmen beizieht.

⁴ Das Mitglied bleibt in jedem Fall für die pflichtgemässe Erfüllung der Aufgaben, für die Dritte beigezogen wurden, verantwortlich.

⁵ Das Mitglied muss Kopien der Unterlagen, die zur Erfüllung der Pflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung gedient haben, zu seinen Akten

nehmen und sich von der beauftragten Person schriftlich bestätigen lassen, dass die ihm übergebenen Kopien den Originalunterlagen entsprechen. Das Mitglied überprüft die Ergebnisse der zusätzlichen Abklärungen selber auf ihre Plausibilität.

⁶ Will ein Mitglied für die Erfüllung weiterer als der in Abs. 1 erwähnten Sorgfaltspflichten Dritte beiziehen, bedarf es dazu einer vorgängigen Genehmigung durch die SRO VQF. Auf eine Genehmigung eines solchen Ausnahmegesuchs besteht kein Anspruch. Die SRO VQF kann eine allfällige Genehmigung mit Auflagen und Bedingungen verbinden. Ein ablehnender Entscheid oder der Erlass von Auflagen und Bedingungen sind nicht anfechtbar.

⁷ Die Meldepflicht nach Art. 66 Reglement (Art. 9 GwG), das Melderecht nach Art. 67 Reglement (Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB) sowie die Pflicht zur Vermögenssperre nach Art. 70 Reglement (Art. 10 GwG) dürfen nicht an Dritte delegiert werden.

Art. 86 Beizug eines Dritten als GwG-Verantwortlicher

¹ Das Mitglied kann unter seiner Verantwortung eine fachkundige betriebsfremde Person als GwG-Verantwortlichen bezeichnen, wenn:

- a. es von seiner Grösse oder Organisation her nicht in der Lage ist, eine eigene Fachstelle einzurichten; oder
- b. die Einrichtung einer solchen unverhältnismässig wäre.

² Für den Beizug einer betriebsfremden Person als GwG-Verantwortlichen bedarf es einer vorgängigen Genehmigung durch die SRO VQF. Auf eine Genehmigung eines solchen Ausnahmegesuchs besteht kein Anspruch. Die SRO VQF kann eine allfällige Genehmigung mit Auflagen und Bedingungen verbinden. Ein ablehnender Entscheid oder der Erlass von Auflagen und Bedingungen sind nicht anfechtbar. Die Voraussetzungen nach Art. 85 Abs. 1 Reglement gelten sinngemäss.

³ Das Gesuch des Mitglieds muss insbesondere enthalten:

- a. Nachweis der Voraussetzungen nach Abs. 1;
- b. Kopie der schriftlichen Vereinbarung zwischen dem Mitglied und dem betriebsfremden GwG-Verantwortlichen.

⁴ In der schriftlichen Vereinbarung zwischen dem Mitglied und dem betriebsfremden GwG-Verantwortlichen sind insbesondere die Pflicht zur Einhaltung des GwG und der Regularien (Statuten, Reglemente etc.) der SRO VQF (inkl. Aus- und Weiterbildungspflicht), eine direkte Auskunftspflicht zugunsten der SRO VQF sowie die Pflicht der persönlichen Vertragserfüllung zu vereinbaren. Zudem ist vorzusehen, dass Meldungen nach Art. 66 Reglement (Art. 9 GwG) und Art. 67 Reglement (Art. 305^{ter} Abs. 2 StGB) sowie Vermögenssperren nach Art. 70 Reglement (Art. 10 GwG) immer unter Mitwirkung einer betriebsinternen Person des Mitglieds (Organ oder Arbeitnehmer) erfolgen.

⁵ Die schriftliche Vereinbarung ist grundsätzlich zwischen dem Mitglied und dem GwG-Verantwortlichen (natürliche Person) abzuschliessen. Ist der GwG-Verantwortliche bei einem spezialisierten Compliance-Unternehmen oder einem Finanzintermediär nach Art. 2 Abs. 2 oder 3 GwG angestellt, ist es möglich, die Vereinbarung mit diesem Unternehmen abzuschliessen, sofern der GwG-Verantwortliche in der Vereinbarung namentlich genannt wird.

⁶ Das Mitglied hat sicherzustellen, dass der beigezogene Dritte seinerseits keine weiteren Personen oder Unternehmen beizieht.

⁷ Das Mitglied bleibt in jedem Fall für die pflichtgemässe Erfüllung der Aufgaben, für die Dritte beigezogen wurden, verantwortlich.

⁸ Für den Beizug eines Dritten als GwG-Stellvertreter gilt die Bestimmung sinngemäss.

Art. 87 Beizug eines Dritten als GwG-Verantwortlicher im Konzernverhältnis

¹ Ist das Mitglied Teil eines im Finanzbereich tätigen Konzerns, welcher über eine einheitliche Compliance-Organisation verfügt, kann eine qualifizierte Person, welche bei einer anderen Konzerngesellschaft angestellt ist, als GwG-Verantwortlicher bezeichnet werden.

² Das Mitglied hat das Konzernverhältnis sowie das Anstellungsverhältnis des GwG-Verantwortlichen zu einer Konzerngesellschaft nachzuweisen. Eine schriftliche Vereinbarung und ein Ausnahmegesuch nach Art. 85 Reglement sind nicht notwendig.

Art. 88 Beizug Dritter für Geld- und Wertübertragungen

¹ Ein Mitglied, welches das Geld- oder Wertübertragungsgeschäft tätigt, führt ein aktuelles Verzeichnis der von ihm beigezogenen betriebsfremden Hilfspersonen und der Agenten von Systembetreibern.

IV. Aufsicht und Prüfung

Art. 89 Grundsätze / Aufsichtskonzept

¹ Die SRO VQF überwacht alle SRO-Mitglieder nach Art. 3 Abs. 1 der Statuten des VQF (berufsmässige und nicht berufsmässige Finanzintermediäre) in Bezug auf die Einhaltung der Pflichten gemäss den Statuten des VQF, dem GwG und diesem Reglement. Die SRO VQF ist jederzeit berechtigt, alle für die Überwachung notwendigen Auskünfte und Unterlagen vom Mitglied einzuverlangen.

² Die konkrete Ausgestaltung dieser Überwachung und der Prüfungen ist im Aufsichtskonzept der SRO VQF (VQF Dok. Nr. 700.3) geregelt. Die Bestimmungen dieses Aufsichtskonzepts gelten als integrierender Bestandteil dieses Reglements.

Art. 90 Vorgehen bei Verdacht auf Verletzung von Art. 9, 10 oder 10a GwG

¹ Stellen von der SRO VQF mit der Durchführung der Prüfung beauftragte Prüfer oder die SRO VQF selbst einen Verdacht der Verletzung von Art. 9, 10 oder 10a GwG fest, so sind der Leiter Legal & Compliance Desk und der Geschäftsführer unverzüglich darüber zu orientieren. Die SRO VQF hat alle notwendigen Massnahmen zu ergreifen und zu prüfen, ob sie selbst zur Meldung an die Meldestelle verpflichtet ist (Art. 27 Abs. 4 GwG). Bestehen Zweifel an der Verdachtsmeldung, kann die SRO VQF vorgängig weitere Abklärungen anordnen.

V. Massnahmen und Sanktionen

1. Allgemeine Bestimmungen

Art. 91 Zuständigkeit für Massnahmen und Sanktionen

¹ Die SRO VQF ist zuständig für die Abklärung, Untersuchung und Sanktionierung von Verletzungen der Statuten und des Reglements sowie für die Anordnung aller Massnahmen zur Wiederherstellung und Einhaltung des statuten- und reglementskonformen Zustands.

² Die SRO VQF bestimmt die internen Zuständigkeiten, das Verfahren und die Kostenfolgen bei Massnahmen und Sanktionen und regelt die Grundsätze dazu in ihrem Organisationsreglement (OGR), Verfahrensreglement (VerfR, VQF Dok. Nr. 607.01) sowie in weiteren hierzu erforderlichen Reglementen.

³ Die Kündigung der Mitgliedschaft bei der SRO VQF durch das Mitglied hat keine Auswirkungen auf das Bestehen der Sanktionsgewalt der SRO VQF für die während der Dauer der Mitgliedschaft erfolgten Verletzungen von Pflichten gemäss Statuten oder diesem Reglement. Der Sanktionsentscheid verpflichtet auch ein aus der SRO VQF ausgetretenes, ehemaliges Mitglied, wenn der Sanktionsentscheid dem ehemaligen Mitglied bis spätestens zum Ablauf einer Frist von sechs Monaten nach Beendigung der Mitgliedschaft bei der SRO VQF schriftlich mitgeteilt wurde.

⁴ Bei einem Wechsel der Mitgliedschaftskategorie gilt Abs. 3 sinngemäss.

2. Massnahmen

Art. 92 Massnahmen

¹ Die SRO VQF kann im Rahmen ihrer Aufsichtspflicht sämtliche geeigneten Massnahmen zur Wiederherstellung des statuten- und reglementskonformen Zustandes anordnen.

² Sie kann dem Mitglied insbesondere:

- a. Fristen zur Wiederherstellung des statuten- und reglementskonformen Zustandes (in der Regel maximal drei Monate ab Mitteilung dieser Massnahme) ansetzen;
- b. eine Aufforderung zu einem Gespräch zukommen lassen;
- c. Auflagen personeller oder organisatorischer Natur erteilen;
- d. Fristen zur regelmässigen Berichterstattung über bestimmte Ereignisse oder Tatsachen ansetzen.

³ Derartige Massnahmen können, soweit sie nicht mit einer Sanktion im Sinne von Art. 93 ff. Reglement verbunden sind, nicht angefochten werden.

3. Sanktionen

Art. 93 Sanktionsarten

¹ Die SRO VQF kann gegenüber dem Mitglied folgende Sanktionen aussprechen:

- a. Verweis;
- b. Konventionalstrafe bis CHF 250'000;
- c. Vereins- und SRO-Ausschluss.

² Die Sanktionen nach Abs. 1 lit. a und b können mit Massnahmen nach Art. 92 Reglement und der Vereins- und SRO-Ausschluss kann mit einer Konventionalstrafe nach Abs. 1 lit. b verbunden werden.

³ Die Höhe der Konventionalstrafe wird bemessen nach der Schwere der Verletzung und dem Grad des Verschuldens. Soweit bekannt wird auch die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Mitglieds berücksichtigt.

⁴ Die SRO VQF behält sich vor, Sanktionen über Mitglieder zu veröffentlichen.

Art. 94 Verletzung des Reglements (Grundtatbestand)

¹ Verstösse gegen die Bestimmungen dieses Reglements werden mit einer Konventionalstrafe bis CHF 250'000 bestraft.

Art. 95 Leichte Verletzung des Reglements (privilegierter Tatbestand)

¹ Bei leichten und zudem fahrlässigen Verletzungen des Reglements (Bagatellverstössen) kann ein Verweis oder eine Konventionalstrafe bis CHF 25'000 ausgesprochen werden.

² Auf eine Sanktionierung kann bei Bagatellverstössen verzichtet werden, wenn das Mitglied einer Aufforderung zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustands innert der angesetzten Frist – in der Regel maximal drei Monate ab Mitteilung der Aufforderung – vollumfänglich nachkommt.

Art. 96 Schwere Verletzungen des Reglements (qualifizierter Tatbestand)

¹ Bei schweren Verletzungen des Reglements kann die SRO VQF ein Mitglied ausschliessen.

² Eine schwere Verletzung des Reglements liegt insbesondere vor:

- a. bei Verletzung der Gewährspflicht nach Art. 4 der Statuten des VQF und/oder nach Art. 3 Reglement;
- b. bei vorsätzlicher Verletzung der Wahrheitspflicht (Art. 5 Reglement);
- c. wenn das Mitglied einer Aufforderung zur Einhaltung oder Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustandes trotz zweimaliger schriftlicher Mahnung nicht nachgekommen ist (Verletzung der Mitwirkungspflicht nach Art. 5 Reglement);
- d. wenn das Mitglied Auflagen gemäss Aufnahmeentscheid nicht erfüllt (Art 11 Abs. 6 lit. b VerfR);

- e. bei vorsätzlichen oder grobfahrlässigen Verletzungen elementarer Pflichten gemäss dem Reglement;
- f. bei systematischen Verletzungen (z.B. vollständig fehlende Dokumentationen) betreffend einzelner oder mehrerer Sorgfaltspflichten;
- g. wenn das Mitglied bereits wegen Verletzung des Reglements (ausgenommen Bagatellfall) mit einer rechtskräftigen Konventionalstrafe sanktioniert werden musste und innerhalb von fünf Jahren seit Rechtskraft dieser Sanktion erneut Verstösse festgestellt werden, welche nicht als Bagatellfall zu qualifizieren sind; oder
- h. wenn das Mitglied fällige Forderungen des Vereins gegenüber dem Mitglied (z.B. Mitgliederbeiträge und sonstige Gebühren gemäss Gebührenreglement, rechtskräftige Konventionalstrafen oder rechtskräftige Verfahrenskosten aus einem vereinsinternen Sanktions- oder vereinsexternen Rechtsmittelverfahren) trotz zweimaliger schriftlicher Mahnung nicht bezahlt.

³ Auf einen Ausschluss kann verzichtet werden und stattdessen eine Konventionalstrafe bis CHF 250'000 auferlegt werden, wenn:

- a. die fehlbare Person aus der Organisation des Mitglieds ausgeschlossen wurde; und/oder
- b. das Mitglied im Sanktionsverfahren den ordnungsgemässen Zustand wiederhergestellt hat und Gewähr für die Erfüllung der reglementarischen Pflichten bietet.

⁴ Die Voraussetzungen nach Abs. 3 sind durch das Mitglied innert der Stellungnahmefrist im vereinsinternen Sanktionsverfahren nachzuweisen.

⁵ Der Vereinsausschluss kann mit einer Konventionalstrafe bis CHF 250'000 verbunden werden.

Art. 97 Sanktionsbestätigung (Sanktionsauszug) und Verjährung

¹ Das aktuelle oder ehemalige Mitglied kann eine schriftliche Bestätigung über die das Mitglied betreffende SRO-Sanktionsverfahren von der SRO VQF anfordern. Diese Sanktionsbestätigung ist kostenpflichtig und bezieht sich nur auf die letzten fünf Jahre seit Ausstellung der Bestätigung.

² Die Verfolgung von Verstössen gegen das GwG, die Statuten, das Reglement, das Ausbildungs- oder Aufsichtskonzept der SRO VQF verjährt nach sieben Jahren seit der Begehung. Die Verjährung wird unterbrochen durch jede Handlung der SRO VQF (oder eines von ihr beauftragten Prüfers), die wegen der in Frage stehenden Pflichtverletzung erfolgt. Die Verjährung ruht während eines die fragliche Pflichtverletzung betreffenden Sanktions- oder Schiedsverfahrens. Wird das Mitglied wegen eines Verstosses strafrechtlich verfolgt, so gilt die längere strafrechtliche Verjährungsfrist.

Art. 98 Meldung an die FINMA

¹ Wird gegen ein Mitglied ein Verfahren eröffnet, das mit Auferlegung einer Konventionalstrafe oder Anordnung des Ausschlusses enden könnte, so ist die FINMA darüber zu orientieren. Nach rechtskräftigem Abschluss des Verfahrens ist die FINMA zudem über den Ausgang des Verfahrens zu orientieren.

4. Schiedsklage und Schiedsverfahren

Art. 99 Schiedsklage gegen Sanktionsbeschlüsse sowie Rechtskraft der Sanktionsbeschlüsse

¹ Für Schiedsklagen gelten Art. 27 der Statuten und das Schiedsreglement des VQF (VQF Dok. Nr. 608.01).

² Wird ein Sanktionsbeschluss innerhalb der Klagefrist nach Art. 27 Abs. 1 der Statuten des VQF nicht mit Schiedsklage angefochten, so gilt er als vom (aktuellen oder ehemaligen) Mitglied vorbehaltlos anerkannt und das vereinsinterne Sanktionsverfahren als rechtskräftig abgeschlossen.

Art. 100 Schiedsgerichtsverfahren

¹ Das Schiedsgerichtsverfahren richtet sich nach Art. 27 der Statuten und dem Schiedsreglement des VQF (VQF Dok. Nr. 608.01).

VI. Schlusstitel

Art. 101 Salvatorische Klausel

¹ Sollten einzelne Bestimmungen dieses Reglements unwirksam oder undurchführbar sein oder während der Mitgliedschaftsdauer oder Geltungsdauer des Reglements unwirksam oder undurchführbar werden, bleibt davon die Wirksamkeit und Verbindlichkeit des Reglements im Übrigen unberührt. An die Stelle der unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmung tritt diejenige wirksame und durchführbare Regelung, deren Wirkungen (primär) dem Vereinszweck oder (sekundär) dem Zweck der unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmung am nächsten kommen.

Art. 102 Inkrafttreten und Übergangsbestimmung

¹ Dieses Reglement wurde von der FINMA am 23. März 2023 genehmigt.

² Es tritt am 1. April 2023 in Kraft.

³ Die Mitglieder müssen die technischen Vorkehrungen nach Art. 24 Abs. 1^{bis} innerhalb von sechs Monaten nach Inkrafttreten dieses Reglements umsetzen.

⁴ Dieses Reglement gilt auch für bereits eröffnete durch die SRO VQF noch nicht entschiedene Sanktionsverfahren.

NICOLAS ROUILLER
Docteur en droit
Avocat au barreau

COLETTE LASSERRE ROUILLER
Docteur en droit
Avocate au barreau

VALENTIN MARMILLOD
Avocat au barreau

DARIA SOLENIK
Docteur en droit
Avocate aux barreaux de Paris
et du canton de Vaud

ALEXANDRA BLANC SIMONETTI
Avocate au barreau
CAS en finance digitale

ALBAN MATTHEY
Avocat au barreau

CHARLÈNE THORIN
Avocate au barreau

SABINE COMISETTI
Avocate au barreau

LOÏC FAESSLER
Avocat-stagiaire

DIEGO SEGANTINI
Avocat-stagiaire

ELMEHDI EL HARRAK
Avocat-stagiaire

ERIC MEYSTRE
Avocat-stagiaire

CLAUDE ROUILLER
Conseil
Ancien Président du Tribunal
fédéral suisse
Ancien Président du Tribunal
administratif de l'Organisation
internationale du travail (OIT)

ISABELLE FELLRATH
Conseil
Docteur en droit
Avocate au barreau
Arbitre
Chargée d'enseignement

GUSTAVO SCARTAZZINI
Conseil
Docteur en droit
Avocat au barreau
Professeur honoraire
aux Universités de Bâle et de Lugano

LEONILA GUGLYA
Conseil
Docteur en droit, LL. M.

IANA STEFANI
Juriste

TATIANA EBERHARD
Juriste russe

SwissLegal Rouiller & Associés
Rue du Grand-Chêne 1-3
Case Postale 7501
1002 Lausanne

Rue Rodolphe-Tœpffer 8
1206 Genève

Tél: +41 (0)58 255 58 00
Fax: +41 (0)58 255 58 01

A+

Autorité fédérale de surveillance des
marchés financiers, FINMA
Laupenstrasse 27
3003 Berne

Lausanne, le 17 février 2023

Bity SA – Non-application du Titre 5 de l'OBA-FINMA

Madame, Monsieur,

Nous agissons pour la société Bity SA, de siège à Neuchâtel, inscrite au registre du commerce depuis le 3 février 2014, en rapport avec le Titre 5 de l'OBA-FINMA et en particulier l'art. 51a.

1. Bity SA a pour but statutaire toute « *prestation de services financiers comprenant le conseil en placement, la couverture de risque de change, la gestion de fortune et la gestion de placements en tous genres sur le marché des devises, au niveau suisse et international, pour son propre compte et pour le compte de tiers; peut également être active dans toutes opérations (commercialisation, conseil, promotion, production, développement, distribution, prestations de services et tous services associés) dans le domaine de l'informatique et de la télécommunication, notamment, l'architecture de réseau et de système, l'engineering, les logiciels informatiques, l'outsourcing de réseaux, les systèmes pour entreprises, et toutes affaires s'y rapportant, en Suisse et à l'étranger (pour but complet, cf. statuts)* ».

2. Parmi ses activités, Bity SA offre à ses clients la possibilité d'effectuer des opérations de change avec des cryptomonnaies (FIAT-crypto, crypto-FIAT et crypto-crypto). Elle est un intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 3 lit. b et c LBA.

Bity SA met également à disposition du public des distributeurs permettant d'acheter ou de vendre des cryptomonnaies, avec une limite de CHF 1'000.- par transaction, de manière simple, rapide et sécurisée avec des francs suisses (CHF) ou des euros (EUR) en appliquant une méthode technique permettant d'assurer qu'une relation juridique bipartite soit formée.

3. A titre principal : le champ d'application de l'art. 51a OBA-FINMA

3.1 Faisant suite à la révision de l'OBA-FINMA (RS. 955.033.0), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023, Bity SA a pris connaissance du nouvel article 51a OBA-FINMA concernant les opérations avec des monnaies virtuelles, applicable, selon le Titre 5 de l'OBA-FINMA et l'art. 43a OBA-FINMA, aux personnes au sens de l'art. 1b LB et aux intermédiaires financiers au sens de l'art. 2 al. 2 lit. a^{bis} et d^{quater} LBA.

3.2 Bity SA demande par la présente que vous constatiez que l'art. 51a OBA-FINMA, partie du Titre 5, ne s'applique pas à elle.

3.3 / 3.3.1 En effet, d'une part, Bity SA ne fait pas partie de la catégorie des « personnes au sens de l'art. 1b LB », puisque sa situation ne correspond à celles visées par cette disposition (soit faire partie des « personnes qui sont principalement actives dans le secteur financier et qui : a. acceptent à titre professionnel des dépôts du public jusqu'à concurrence de 100 millions de francs ou des cryptoactifs désignés par le Conseil fédéral, ou font appel au public pour les obtenir »).

3.3.2 D'autre part, Bity SA n'est pas un intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 2 lit. a^{bis} LBA, puisqu'elle n'est pas gestionnaire de fortune ni trustee.

3.3.3 Finalement, Bity SA n'est pas un intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 2 lit. d^{quater} LBA, puisqu'elle n'est pas un système de négociation pour les valeurs mobilières fondées sur la TRD (art. 73a LIMF). Bity SA ne fait en effet pas le négoce de valeurs mobilières mais uniquement de cryptomonnaies, dont il est unanimement reconnu qu'elles ne sont pas des valeurs mobilières¹.

3.4 Par conséquent, quand bien même la FINMA semble indiquer dans son *Rapport sur les résultats de l'audit du 8 mars au 10 mai 2022 concernant le projet de révision partielle de l'OBA-FINMA*, daté du 27 octobre 2022, que l'art. 51a OBA-FINMA s'applique « en particulier aux distributeurs automatiques » de cryptomonnaies (p. 16 du rapport), ces derniers sont en réalité exclus du champ d'application du Titre 5 de l'OBA-FINMA. En effet, les distributeurs de cryptomonnaies ne font pas le négoce de valeurs mobilières (conformément à l'art. 73a LIMF) mais uniquement de cryptomonnaies qui sont de purs moyens

¹ Cf. p.ex., vu la référence aux droits-valeurs pour définir les valeurs mobilières, BOVET/BACHARACH, Commentaire romand ad art. 2 LBA (Bâle 2022), N 58.

de paiement (« jetons de paiement natifs », ne conférant pas de droit), et ne sont ainsi pas considérés comme des systèmes de négociation pour les valeurs mobilières fondées sur la TRD.

3.5 Sur le vu de ce qui précède, Bity SA n'est pas soumise aux dispositions spéciales du Titre 5 de l'OBA-FINMA, applicables aux personnes au sens de l'art. 1b LB et aux intermédiaires financiers selon l'art. 2 al. 2 lit. a^{bis} et d^{quater} LBA, et plus spécifiquement à l'art. 51a OBA-FINMA.

Il en va de même de tout intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 3 lit. b et c LBA. Ces derniers ne sont pas soumis au Titre 5, et plus spécifiquement à l'art. 51a OBA-FINMA.

3.6 Par clarté, Bity SA requiert respectueusement de la FINMA qu'il lui plaise constater (art. 5 al. 1 lit. b PA) que tel est bien le cas.

4. A titre subsidiaire : principe de la base légale

4.1 A titre subsidiaire, on relèvera également qu'il apparaît que l'art. 51a al. 1^{bis} OBA-FINMA viole le principe de la légalité.

4.2 En effet, conformément à la jurisprudence du Tribunal fédéral, « [U]ne ordonnance d'exécution proprement dite ne doit pas déborder du cadre de la loi ; elle n'a par définition pas d'autre fonction que d'en préciser certaines dispositions, d'en combler le cas échéant les véritables lacunes et de fixer, lorsque c'est nécessaire, la procédure applicable. En revanche, elle ne saurait contenir des dispositions nouvelles qui étendraient le champ d'application de la loi en restreignant les droits des administrés ou en imposant à ceux-ci des obligations, même si ces règles sont encore conformes au but visé par le législateur » (ATF 103 IV 192, c. 2a).

Si une ordonnance contient d'autres dispositions que ce genre de précisions, elle est une ordonnance de substitution². Les dispositions d'une ordonnance peuvent relever tant de l'exécution que de la substitution (auquel cas on parlera d'ordonnances mixtes³). En tous les cas, l'exigence de la densité normative, même partagée, requiert un certain fondement de la règle dans une loi au sens formel.

² Cf. p.ex. MOOR, Commentaire romand ad art. 182 Cst (Bâle 2021), N 13-15.

³ MOOR/FLÜCKIGER/MARTENET, Droit administratif, vol. I (3^e éd., 2012), p. 257.

4.3 En l'espèce, l'OBA-FINMA a pour base légale au sens formel l'art. 17 al. 1 lit. a LBA, qui prévoit que les obligations de diligence définies au chapitre 2 de la LBA sont *précisées* par voie d'ordonnance par la FINMA s'agissant des intermédiaires financiers visés à l'art. 2 al. 2 lit. a à d^{quater}⁴. La FINMA a ainsi le pouvoir de *préciser* les obligations des intermédiaires financiers qui sont prévues par la LBA.

S'agissant spécifiquement du nouvel article 51a OBA-FINMA, qui vise les opérations avec des monnaies virtuelles, la FINMA promulgue par voie d'ordonnance des exigences de vérification de l'identité du cocontractant pour toute transaction qui excède le seuil de CHF 1'000.- (al. 1) et impose pour la vente ou l'achat de monnaies virtuelles et en cas de paiement en espèces ou d'acceptation d'autres instruments de paiement anonymes des mesures techniques pour éviter que le seuil de CHF 1'000.- ne soit dépassé dans un délai de 30 jours (al. 1^{bis}). A l'al. 1^{bis}, il s'agit ainsi de mesures préventives de nature prohibitionnelle.

Alors que l'al. 1 peut être considéré comme une disposition d'ordonnance d'exécution dans le cadre de la vérification de l'identité du cocontractant (art. 3, 6 et 7 LBA), tel n'est pas le cas de l'alinéa 1^{bis} qui impose à l'intermédiaire financier de prendre des mesures préventives et techniques qui ont un effet directement prohibitionnel et sortent ainsi manifestement du champ d'application du chapitre 2 de la LBA. En effet, en prévoyant des mesures préventives – de portée prohibitionnelle –, alors que les obligations des intermédiaires financiers étaient circonscrites jusque-là à surveiller les transactions et les opérations sur le point d'aboutir, la FINMA a pris une nouvelle disposition qui étend le champ d'application de la LBA et restreint les droits des administrés, sans fondement dans la LBA. Par ailleurs, ces mesures ne visent pas à surveiller de manière efficace et de manière générale *toutes les transactions et les relations d'affaires à risques accrus* mais visent *toutes les opérations avec des monnaies virtuelles*, sans qu'un fondement dans la LBA sur ce point puisse être identifié.

Force est donc de constater que cette disposition restreint manifestement les droits des administrés en leur imposant des obligations, et des prohibitions, qui ne sont pas prévues dans la LBA, quand bien même elles sont conformes au but visé par la LBA.

L'art. 51a al. 1^{bis} OBA-FINMA est ainsi manifestement une disposition d'une ordonnance de substitution qui ne trouve pas son fondement

⁴ « Les obligations de diligence définies au chap. 2 et par la législation sur les jeux d'argent sont *précisées* par voie d'ordonnance : a. la FINMA, s'agissant des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 2, let. a à d^{quater} ».

dans l'art. 17 al. 1 lit. a LBA. La FINMA a ainsi outrepassé ses pouvoirs de légifération et l'art. 51a al. 1^{bis} OBA-FINMA ne respecte pas le principe de légalité.

4.4 A toutes fins utiles, on relèvera qu'il apparaît aussi que l'art. 51a al. 1^{bis} enfreint l'art. 7 al. 2 LFINMA, lequel prévoit que « [L]a FINMA n'adopte des ordonnances et des circulaires que dans la mesure où les buts visés par la surveillance le requièrent en se limitant autant que possible à définir des principes » [mise en évidence par les soussignés].

En effet, le Rapport sur les résultats de l'audition du 8 mars au 10 mai 2022 concernant le projet de révision partielle de l'OBA-FINMA du 27 octobre 2022, mentionne que « La proposition de limiter le champ d'application du nouvel art. 51a al. 1bis nOBA-FINMA à la distribution physique des monnaies virtuelles (achat, vente et change de cryptomonnaies, en particulier aux distributeurs automatiques) semble justifiée dans la perspective d'une approche fondée sur les risques avec concentration sur les risques les plus importants »⁵. Malgré l'analyse qui reconnaît que le champ d'application pertinent est la distribution physique de monnaies virtuelles, la FINMA n'a pas limité le champ d'application de l'art. 51a al. 1^{bis} OBA-FINMA au motif que la disposition devait être formulée « de manière plus ouverte sur l'avenir et doit couvrir aussi d'autres instruments de paiement anonymes comme certaines cartes de prépaiement »⁶.

Ainsi, en ne limitant pas le champ d'application de l'art. 51a al. 1^{bis} à la distribution physique des monnaies virtuelles, la FINMA s'est écartée de sa mission législative définies par ce que requièrent les buts visés par la surveillance, conformément à l'art. 7 al. 2 LFINMA. La FINMA a bien au contraire étendu le champ d'application de l'art. 51a al. 1^{bis} OBA-FINMA pour avoir une vision « plus ouverte sur l'avenir » et couvrir hypothétiquement d'autres moyens de paiement – dont la définition n'est au demeurant pas circonscrite – alors que les buts visés par la surveillance ne le requièrent concrètement pas.

Ce faisant, la FINMA a également outrepassé ses tâches législatives et l'art. 51a al. 1^{bis} OBA-FINMA ne respecte pas le principe de légalité, l'art. 7 al. 2 LFINMA étant violé.

* * *

⁵ Rapport sur les résultats de l'audition du 8 mars au 10 mai 2022 concernant le projet de révision partielle de l'OBA-FINMA du 27 octobre 2022, p. 16.

⁶ Rapport sur les résultats de l'audition du 8 mars au 10 mai 2022 concernant le projet de révision partielle de l'OBA-FINMA du 27 octobre 2022, p. 16.

Dans l'attente de la suite qu'il vous plaira donner à la présente, nous vous adressons, Madame, Monsieur, l'expression de notre respectueuse considération.


Alexandra Simonetti
Avocate


Nicolas Rouiller
Dr en droit, avocat

PROCURATION

La soussignée **Bity SA** (ci-après : « la mandante » ou « le mandant »), de siège à Neuchâtel, représentée par son administrateur Yves Honoré

déclare donner mandat à titre individuel à **SwissLegal Rouiller & Associés Avocats SA**, Grand-Chêne 1-3, case postale 7501, 1002 Lausanne, agissant par **M^e Nicolas Rouiller**, Dr en droit, et **M^e Alexandra Simonetti**, avocats inscrits au barreau, membres de l'Ordre des avocats vaudois, aux fins

de la représenter envers la FINMA en rapport avec le nouvel article 51a OBA-FINMA

La présente procuration comporte les **pouvoirs de faire tous actes jugés utiles à l'accomplissement du mandat**, en particulier d'agir par toutes voies amiables ou judiciaires pour le compte du mandant et de le représenter valablement devant toutes juridictions civiles, pénales, administratives ou arbitrales, ainsi qu'auprès des autorités de poursuite et des administrations, de rédiger toutes procédures, prendre toutes conclusions, résister à toutes demandes, recourir à toutes juridictions ou autorités contre tous jugements, prononcés ou sentences arbitrales, plaider, transiger, passer expédient, se désister, signer un compromis arbitral, faire exécuter tous jugements, déposer ou retirer toutes plaintes ou dénonciations pénales, requérir tous séquestres, poursuites ou faillites, consulter et se faire délivrer des copies ou extraits de tous registres officiels, recevoir tous paiements et en donner valablement quittance.

Sous sa responsabilité, le mandataire peut **se faire remplacer**, en particulier par les associés, collaborateurs et stagiaires de son étude.

Le mandant déclare **élire domicile** en l'étude du mandataire, y compris aux fins de notification des citations à comparaître personnellement. Le mandant domicilié hors du Canton de Vaud prend note qu'en cas de résiliation du mandat, il pourra être réputé avoir élu domicile au greffe de la juridiction saisie.

Le mandant accepte le fait que toute correspondance peut être transmise par **courrier électronique** non crypté, sachant que ce moyen n'offre pas toutes les garanties de confidentialité du courrier postal.

Le mandant s'engage à verser au mandataire toutes **provisions** nécessaires à l'exécution du mandat. Il s'oblige à rembourser tous **frais** avancés par le mandataire et à acquitter ses **honoraires et déboursés**.

Le mandant mandante délègue du secret professionnel le mandataire dans les cas où celui-ci doit faire valoir ses droits envers lui, notamment dans d'éventuelles procédures relatives aux honoraires du mandataire ; il en va de même dans les cas où le mandant invoque auprès de tiers la responsabilité du mandataire.

Le mandant s'engage à communiquer au mandataire tout **changement d'adresse** de domicile et veillera à communiquer au mandataire les coordonnées nécessaires pour que ce dernier puisse l'atteindre utilement.

Le présent mandat peut être **résilié** par chacune des parties en tout temps.

A l'expiration d'un délai de dix ans dès l'envoi de son compte final, le mandataire sera en droit de **détruire les pièces** du dossier.

Pour tous **différends ou litiges** qui résulteraient du présent mandat, le mandant déclare accepter expressément la **compétence exclusive des tribunaux du siège de l'étude du mandataire, sous réserve du droit impératif contraire, ainsi que l'application du droit matériel suisse et du droit vaudois, sans égard aux règles relatives aux conflits de lois.**

Ainsi fait à Neuchâtel, le 11 février 2023

Signature :





A+



98.01.048983.09008097

17.02.23

CH-1002

Lausanne

2105718

2.40
A+



LAPOSTE

Autorité fédérale de surveillance des
marchés financiers, FINMA
Laupenstrasse 27
3003 Berne

Lausanne, le 17 février 2023

Antoine Reymond

De: aml <aml@finma.ch>
Envoyé: mardi, 21 février 2023 17:15
À: Alexandra Simonetti; Nicolas Rouiller
Cc: Bieri Noël; Worni Agathe
Objet: Bity SA: Ihre Anfrage vom 17. Februar 2023 betreffend die Anwendbarkeit des 5. Titels der GwV-FINMA

Sehr geehrte Frau Simonetti, sehr geehrter Herr Rouiller

Wir beziehen uns auf Ihre Anfrage vom 17. Februar 2023 in rubrizierter Angelegenheit.

Aus Ihrer Anfrage geht hervor, dass die Bity SA bereits heute finanzintermediäre Tätigkeiten ausübt, die dem GwG unterstehen. Soweit ersichtlich ist die Bity SA der Selbstregulierungsorganisation VQF angeschlossen.

Für die Beurteilung von Anfragen von SRO-Mitgliedern sind die jeweiligen SROs und nicht die FINMA zuständig. Den SROs steht bei Bedarf die Möglichkeit offen, bei der FINMA eine Zweitmeinung einzuholen. Diese ist kostenpflichtig und wird den SROs verrechnet. Insofern verweisen wir Sie für die Beurteilung Ihrer Anfrage an den VQF.

Bei Fragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Beste Grüsse

Christoph Huegli
Rechtsanwalt
Geldwäschereibekämpfung und Suitability
Geschäftsbereich Märkte

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

Laupenstrasse 27, CH-3003 Berne
Tel +41 31 327 94 46
Fax +41 31 327 91 01
www.finma.ch

NICOLAS ROUILLER
Docteur en droit
Avocat au barreau

COLETTE LASSEIRE ROUILLER
Docteur en droit
Avocate au barreau

VALENTIN MARMILLOD
Avocat au barreau

DARIA SOLENIK
Docteur en droit
Avocate aux barreaux de Paris
et du canton de Vaud

ALEXANDRA BLANC SIMONETTI
Avocate au barreau
CAS en finance digitale

ALBAN MATTHEY
Avocat au barreau

CHARLÈNE THORIN
Avocate au barreau

SABINE COMISETTI
Avocate au barreau

LOÏC FAESSLER
Avocat-stagiaire

DIEGO SEGANTINI
Avocat-stagiaire

ELMEHDI EL HARRAK
Avocat-stagiaire

ERIC MEYSTRE
Avocat-stagiaire

CLAUDE ROUILLER
Conseil
Ancien Président du Tribunal
fédéral suisse
Ancien Président du Tribunal
administratif de l'Organisation
internationale du Travail (OIT)

ISABELLE FELLRATH
Conseil
Docteur en droit
Avocate au barreau
Arbitre
Chargée d'enseignement

GUSTAVO SCARTAZZINI
Conseil
Docteur en droit
Avocat au barreau
Professeur honoraire
aux Universités de Bâle et de Lugano

LEONILA GUGLYA
Conseil
Docteur en droit, LL. M.

IANA STEFANI
Juriste

TATIANA EBERHARD
Juriste russe

SwissLegal Rouiller & Associés
Rue du Grand-Chêne 1-3
Case Postale 7501
1002 Lausanne

Rue Rodolphe-Tœpffer 8
1206 Genève

Tél: +41 (0)58 255 58 00
Fax: +41 (0)58 255 58 01

A+

Autorité fédérale de surveillance des
marchés financiers, FINMA
Laupenstrasse 27
3003 Berne

Lausanne, le 16 mars 2023

Bity SA – Non-application du Titre 5 de l'OBA-FINMA

Madame, Monsieur,

Référence est faite à notre requête du 17 février 2023, rédigée en français. Nous avons reçu un courriel en allemand de M. Christoph Huegeli, titulaire du brevet d'avocat, collaborateur de la FINMA, rédigé en allemand (annexé à la présente).

1. Premièrement, nous devons requérir – et regrettons de devoir consacrer la moindre ligne à cette évidence – que toute correspondance soit rédigée dans la langue utilisée dans la requête. Au-delà de questions pratiques, il s'agit d'un aspect fondamental : la fonction des langues officielles, et le respect de l'Etat de droit. Le droit suisse est parfaitement clair à ce sujet. Il n'y a aucune autre interprétation possible de l'art. 6 al. 2 LLC que de constater qu'évidemment, la requête du 17 février 2023 rédigée en français devait recevoir une réponse en français.

Le fait qu'une requête en français reçoive une réponse en allemand paraît révéler que la personne chargée de répondre n'a pas pu comprendre aussi parfaitement que nécessaire les arguments développés dans cette requête.

Il importe que nos interlocuteurs au sein de la FINMA soient des personnes qui savent parfaitement lire et écrire le français. La parfaite compréhension est nécessaire pour comprendre les enjeux soulevés par la requête.

Il ne s'agit pas d'une demande facétieuse. On ne peut que se représenter quelle serait la réaction d'une étude d'avocats zurichoise faisant une requête en allemand si elle recevait une réponse en français.

Ces évidences rappelées, nous abordons le fond.

2. C'est à tort que la FINMA considère qu'elle n'est pas compétente pour rendre une décision et que ce sont les OAR qui sont compétents pour évaluer les demandes de ses membres. En effet, les OAR doivent mettre en œuvre les dispositions de l'OBA-FINMA dans leurs règlements, puis doivent obtenir l'approbation de la FINMA sur leurs règlements conformément à l'art. 18 al. 1 lit. c LBA. Les OAR établissent ainsi leurs règlements sur la base des dispositions légales et des prises de position de la FINMA. Puis, conformément à l'art. 18 al. 1 lit. d LBA, la FINMA « *veille à ce que les organismes d'autorégulation fassent appliquer ces règlements* ». La FINMA a ainsi un contrôle direct sur les intermédiaires financiers assujettis à un OAR en ce sens qu'elle édicte les dispositions légales qu'ils devront respecter, puis approuve ou refuse les règlements pris par les OAR qui seront appliqués aux intermédiaires financiers, et finalement veille à ce que les OAR fassent appliquer ces règlements par les intermédiaires financiers. Ainsi et conformément à la jurisprudence du Tribunal administratif fédéral¹, la FINMA veille à une application uniforme du droit relatif au respect des mesures de diligence des intermédiaires financiers et est ainsi compétente pour statuer en constatation.

La question de savoir si les distributeurs de monnaies virtuelles, tel Bity SA, sont soumis au Titre 5 de l'OBA-FINMA, conformément à la prise de position de la FINMA², doit donc faire l'objet d'une décision en constatation de cette Autorité.

2.1 A cet égard, il convient de rappeler que l'autorité compétente sur le fond a qualité pour constater par une décision, d'office ou sur demande, l'existence, l'inexistence ou l'étendue de droits ou d'obligations fondés sur le droit public (art. 25 al. 1 PA). Cette autorité doit donner suite à une telle demande si le requérant prouve qu'il a un intérêt digne de protection (art. 25 al. 2 PA). Une telle décision correspond à la définition qu'en donne l'art. 5 al. 1 lit. b PA. La jurisprudence du Tribunal fédéral établit à ce sujet que la lecture conjointe des art. 5 al.1 lit. b et 25 al. 2 PA implique qu'une autorité « *puisse rendre une décision en constatation si le requérant a un intérêt digne de protection à la constatation immédiate d'un rapport de droit litigieux* »³.

¹ Arrêt TAF 11.8.2014, B-6755/2013, c. 3.2.3.

² Rapport sur les résultats de l'audition du 8 mars au 10 mai 2022 concernant le projet de révision partielle de l'OBA-FINMA, daté du 27 octobre 2022, notamment sur l'art. 51a OBA-FINMA, qui prévoit son application « *en particulier aux distributeurs automatiques* » de cryptomonnaies (p. 16 du rapport).

³ TF 17.12.2015, 9C_381/2015, c. 1.1.

La jurisprudence du Tribunal fédéral a précisé, de longue date, le sens qu'il convient de donner aux exigences d'une pareille décision en constatation. Ainsi, de manière générale, on se trouve en présence d'un « *intérêt digne de protection* » lorsqu'existe un intérêt, juridique ou factuel, et actuel à la constatation immédiate de l'existence ou de l'inexistence d'un rapport juridique, auquel aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'oppose et à condition que cet intérêt digne de protection ne puisse pas être préservé au moyen d'une décision formatrice⁴.

L'exigence d'un tel intérêt digne de protection, précise le Tribunal fédéral, est également satisfaite lorsque les relations juridiques des parties sont incertaines et que cette incertitude peut être levée par la constatation de l'autorité⁵. Néanmoins, toute incertitude n'est pas suffisante, il faut bien plus que sa persistance ne puisse plus être tolérée du demandeur au regard du fait qu'elle l'entrave dans sa liberté d'action⁶.

Enfin, l'intérêt est également considéré comme digne de protection si l'admission de la demande permet d'éviter des préjudices imminents de nature économique ou autre⁷.

Lorsque l'intérêt digne de protection est mieux servi par une décision en constatation que par une décision formatrice ou condamnatrice, l'Autorité peut rendre une décision constatatoire, malgré le principe de subsidiarité⁸ ; ce principe ne saurait en effet pas être considéré comme un but en soi.

2.2 Dans le cas d'espèce, il apparaît indubitable que les distributeurs de cryptomonnaies, et plus particulièrement Bity SA, possèdent un intérêt digne de protection à ce que leur situation juridique soit constatée, plus particulièrement qu'il soit reconnu par la FINMA que

⁴ Cf. ATF 132 V 257, c. 1 (259) : « *Erforderlich ist ein rechtliches oder tatsächliches und aktuelles Interesse an der sofortigen Feststellung des Bestehens oder Nichtbestehens eines Rechtsverhältnisses, dem keine erheblichen öffentlichen oder privaten Interessen entgegenstehen, und welches nicht durch eine rechtsgestaltende Verfügung gewahrt werden kann* ».

⁵ ATF 120 II 20, c. 3a (22) : « *Diese Voraussetzung ist namentlich gegeben, wenn die Rechtsbeziehungen der Parteien ungewiss sind und die Ungewissheit durch die richterliche Feststellung behoben werden kann* ».

⁶ Cf. ATF 120 II 20, c. 3a (22) : « *Dabei genügt nicht jede Ungewissheit; erforderlich ist vielmehr, dass ihre Fortdauer dem Kläger nicht mehr zugemutet werden darf, weil sie ihn in seiner Bewegungsfreiheit behindert* ».

⁷ Cf. ATF 116 II 196, c. 2a (199) : « *Beachtlich ist das Interesse, falls die Gutheissung der Klage den Kläger vor einer konkreten Gefährdung seiner Rechtslage oder Stellung im Wettbewerb oder gegen eine Rechtsverletzung schützen soll und damit drohende Nachteile wirtschaftlicher oder anderer Art abzuwenden vermag* ».

⁸ Arrêt TAF 11.8.2014, B-6755/2013, c. 3.1.2.

malgré sa prise de position datée du 27 octobre 2022, le Titre 5 de l'OBA-FINMA, dont fait partie l'art. 51a, ne leur est pas applicable.

En effet, Bity SA possède un intérêt tant juridique qu'actuel à la constatation de la non-applicabilité de l'art. 51a OBA-FINMA en ceci que son assujettissement à cette disposition reviendrait à lui imposer des exigences qui ne correspondent pas à la nature juridique et factuelle de son activité. Comme nous l'avons déjà exprimé dans notre courrier du 17 février 2023, Bity SA ne fait pas le commerce de valeurs mobilières mais uniquement de cryptomonnaies.

Bity SA a un intérêt actuel digne de protection, mieux servi par une décision en constatation que par une décision formatrice ou condamnatoire, à obtenir une décision constatatoire de la FINMA qui permettrait de trancher une question juridique essentielle et d'éviter une procédure complexe. En effet, dans l'hypothèse où Bity SA serait assujettie à l'art. 51a OBA-FINMA, par le biais de sa mise en œuvre à travers le règlement de l'OAR, elle devrait contester auprès de cet OAR son assujettissement en la matière. Or, il ne fait aucun doute que l'OAR rejettera purement et simplement la contestation au motif que son règlement a été approuvé par la FINMA (art. 18 al. 1 lit. c LBA). Bity SA n'aura ainsi pas de moyen de faire constater qu'elle n'est pas assujettie au Titre 5 de l'OBA-FINMA, en particulier à son art. 51a. Elle se verrait alors contrainte de respecter cette disposition quand bien même elle n'y est pas assujettie, au risque de se voir sanctionnée par un avertissement ou une amende prononcée par l'OAR, ou par l'art. 44 al. 1 LFINMA dans l'hypothèse où elle se verrait exclue de l'OAR. Force est ainsi de constater que seule une décision en constatation permet de protéger l'intérêt digne de protection de Bity SA, notamment au regard de la contradiction manifeste entre la prise de position de la FINMA datée du 27 octobre 2022, qui tend à appliquer spécifiquement l'art. 51a OBA-FINMA aux distributeurs de monnaies virtuelles, et l'application du Titre 5 de l'OBA-FINMA qui ne vise pas les intermédiaires financiers qui ont une activité de distributeur de monnaies virtuelles.

L'assujettissement de Bity SA à l'art. 51a OBA-FINMA constitue en outre une source d'incertitude qui restreint sa liberté d'action, notamment d'un point de vue économique, dans une mesure qui ne saurait être tolérée, en ceci que les exigences imposées par cette disposition modifient sensiblement l'exercice de l'activité économique exercée par Bity SA et initialement prévue par elle, au point de constituer une entrave.

Dans cette même perspective, l'intérêt digne de protection de Bity SA à obtenir une constatation de son non-assujettissement à l'art. 51a OBA-FINMA s'exprime par les préjudices imminents de nature économique qu'un tel assujettissement pourrait lui faire courir. En effet, la mise en place des exigences prescrites par cette disposition représente un coût substantiel pour Bity SA, qu'elle ne devrait pas devoir subir du fait de l'absence de base légale l'y contraignant.

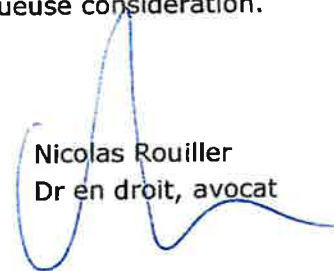
Dans la perspective de ce qui précède, il apparaît que Bity SA possède en tous points et à tous égards un intérêt juridique digne de protection à ce que la situation décrite soit constatée par votre autorité.

3. Sur la base de ce qui précède, et dans l'hypothèse où la FINMA refuserait de rendre une décision en constatation, on considérera qu'il existe un déni de justice et l'autorité de recours devra être saisie.

* * *

Vous remerciant de votre attention, et dans l'attente de la suite qu'il vous plaira donner à la présente, nous vous adressons, Madame, Monsieur, l'expression de notre respectueuse considération.


Alexandra Simonetti
Avocate


Nicolas Rouiller
Dr en droit, avocat

Annexe : *ment.*

De: aml <aml@finma.ch>
Envoyé: mardi, 21 février 2023 17:15
À: Alexandra Simonetti; Nicolas Rouiller
Cc: Bieri Noël; Worni Agathe
Objet: Bity SA: Ihre Anfrage vom 17. Februar 2023 betreffend die Anwendbarkeit des 5. Titels der GwV-FINMA
Signé par: aml@finma.ch

Sehr geehrte Frau Simonetti, sehr geehrter Herr Rouiller

Wir beziehen uns auf Ihre Anfrage vom 17. Februar 2023 in rubrizierter Angelegenheit.

Aus Ihrer Anfrage geht hervor, dass die Bity SA bereits heute finanzintermediäre Tätigkeiten ausübt, die dem GwG unterstehen. Soweit ersichtlich ist die Bity SA der Selbstregulierungsorganisation VQF angeschlossen.

Für die Beurteilung von Anfragen von SRO-Mitgliedern sind die jeweiligen SROs und nicht die FINMA zuständig. Den SROs steht bei Bedarf die Möglichkeit offen, bei der FINMA eine Zweitmeinung einzuholen. Diese ist kostenpflichtig und wird den SROs verrechnet. Insofern verweisen wir Sie für die Beurteilung Ihrer Anfrage an den VQF.

Bei Fragen stehen wir Ihnen gerne zur Verfügung.

Beste Grüsse

Christoph Huegli
Rechtsanwalt
Geldwäschereibekämpfung und Suitability
Geschäftsbereich Märkte

Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

Laupenstrasse 27, CH-3003 Berne
Tel +41 31 327 94 46
Fax +41 31 327 91 01
www.finma.ch

A+



98.01.048983.09008190

16.03.23

CH-1002

Lausanne

2105718

2.40

A+



LA POSTE

A+

Autorité fédérale de surveillance des
marchés financiers, FINMA
Laupenstrasse 27
3003 Berne

Lausanne le 16 mars 2023

ABS + AR + NR
05 MAI 2023



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

Courrier A

SwissLegal Rouiller & Associés
Me Alexandra Simonetti
Dr en droit, Me Nicolas Rouiller
Rue du Grand-Chêne 1 -3
2000 Neuchâtel

Référence :

G01429192;
G01429192-000010

Contact :

Philipp Ressnig
philipp.ressnig@finma.ch
+41 (0)31 327 93 95

Berne, le 2 mai 2023

Bity SA - Non-application du Titre 5 de l'OBA-FINMA

Maîtres,

Nous revenons à votre requête du 16 mars 2023.

Comme nous l'avons déjà constaté dans notre courriel du 21 février 2023, nous considérons que la FINMA n'est pas compétente en la matière mais que l'OAR auquel Bity SA, Neuchâtel est affiliée (i.e. VQF Verein zur Qualitätssicherung von Finanzdienstleistungen, Zug (VQF Zug)) l'est.

Enfin, nous vous informons que la FINMA rendra, sur demande, une décision susceptible de recours et payante. Si vous demandez une telle décision, nous attendons une demande écrite ainsi que d'éventuels compléments définitifs d'ici au 2 juin 2023.

Nous vous prions de recevoir, Maîtres, nos salutations distinguées.

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA

Division Marchés

Noël Bieri

Philipp Ressnig





Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

CH-3003 Bern

02.05.23

CH - 3000

Bern 1 PostParc

2301582

1.10

A

STANDARD

DIE POST 



05 MAI 2023



Swisslegal Rouiller & Associés SA
Rue du Grand - Chêne 1
1003 Lausanne



Sendung wurde wegen falscher/mangelhafter Adressierung verspätet. Bitte dem Absender die korrekte Adresse mitteilen.

L'adresse erronée ou imprécise de cet envoi a retardé sa distribution. Veuillez communiquer votre adresse exacte à l'expéditeur.

Invio recapitato in ritardo a causa dell'indirizzo sbagliato o incompleto. Si prega di comunicare l'indirizzo corretto al mittente.

DIE POST LA POSTE LA POSTA 

NICOLAS ROUILLER
Docteur en droit
Avocat au barreau

COLETTE LASSERRE ROUILLER
Docteur en droit
Avocate au barreau

VALENTIN MARMILLOD
Avocat au barreau

DARIA SOLENIK
Docteur en droit
Avocate aux barreaux de Paris
et du canton de Vaud

ALEXANDRA BLANC SIMONETTI
Avocate au barreau
CAS en finance digitale

ALBAN MATTHEY
Avocat au barreau

CHARLÈNE THORIN
Avocate au barreau

SABINE COMISETTI
Avocate au barreau

LOÏC FAESSLER
Avocat-stagiaire

DIEGO SEGANTINI
Avocat-stagiaire

ERIC MEYSTRE
Avocat-stagiaire

CLAUDE ROUILLER
Conseil
Ancien Président du Tribunal
fédéral suisse
Ancien Président du Tribunal
administratif de l'Organisation
internationale du travail (OIT)

ISABELLE FELLRATH
Conseil
Docteur en droit
Avocate au barreau
Arbitre
Chargée d'enseignement

GUSTAVO SCARTAZZINI
Conseil
Docteur en droit
Avocat au barreau
Professeur honoraire
aux Universités de Bâle et de Lugano

LEONILA GUGLYA
Conseil
Docteur en droit, LL. M.

TATIANA EBERHARD
Juriste russe

SwissLegal Rouiller & Associés
Rue du Grand-Chêne 1-3
Case Postale 7501
1002 Lausanne

Rue Rodolphe-Töpffer 8
1206 Genève

Tél: +41 (0)58 255 58 00
Fax: +41 (0)58 255 58 01
www.swisslegal.ch

R

Autorité fédérale de surveillance
des marchés financiers, FINMA
Laupenstrasse 27
3003 Berne

Lausanne, le 2 juin 2023

Bity SA – Non-application du Titre 5 de l'OBA-FINMA

Madame, Monsieur,

Référence est faite à votre courrier du 2 mai 2023 dans lequel votre autorité indique qu'elle n'est pas compétente en matière de déclaration de non-assujettissement et d'application du Titre 5 de l'OBA-FINMA. Votre autorité renvoie vers l'organisme d'autorégulation (OAR) auquel Bity SA est affiliée.

Nous ne pouvons nous rallier à cette analyse et vous prions de rendre une décision avec indication des voies de droit.

1. Intérêt juridique de l'administré et compétence de la FINMA

1.1. Un administré a la possibilité de demander une décision en constatation à l'autorité qui est compétente sur le fond, celle-ci peut constater l'existence, l'inexistence ou l'étendue de droits ou d'obligations fondés sur le droit public (art. 25 al. 1 PA). La jurisprudence du Tribunal fédéral établit à ce sujet que la lecture conjointe des art. 5 al. 1 lit. b et 25 al. 2 PA implique qu'une autorité « puisse rendre une décision en constatation si le requérant a un intérêt digne de protection à la constatation immédiate d'un rapport de droit litigieux »¹.

La jurisprudence du Tribunal fédéral a précisé, de longue date, le sens qu'il convenait de donner aux exigences d'une pareille décision en constatation. Ainsi, de manière générale, on se trouve en présence d'un « intérêt digne de protection » lorsqu'existe un intérêt, juridique ou factuel, et actuel à la constatation immédiate de l'existence ou de l'inexistence d'un rapport juridique, auquel aucun intérêt public ou privé prépondérant ne s'oppose et à condition que cet intérêt digne de

¹ TF 17.12.2015, 9C_381/2015, c. 1.1.

protection ne puisse pas être préservé au moyen d'une décision formatrice².

L'exigence d'un tel intérêt digne de protection, précise le Tribunal fédéral, est également satisfaite lorsque les relations juridiques des parties sont incertaines et que cette incertitude peut être levée par la constatation de l'autorité³. On s'accordera à dire que toute incertitude n'est pas suffisante ; il faut que la persistance d'une incertitude ne puisse plus être imposée à l'administré, de par l'entrave qu'elle crée dans l'exercice d'une liberté⁴.

On observera que l'intérêt est également considéré comme digne de protection si l'admission de la demande permet d'éviter des préjudices imminents de nature économique ou autre⁵.

Lorsque l'intérêt digne de protection est mieux servi par une décision en constatation que par une décision formatrice ou condamnatoire, l'Autorité peut rendre une décision constatatoire, malgré le principe de subsidiarité⁶. Il y a lieu d'ajouter que le bon fonctionnement de l'Etat de droit a tout à gagner de décisions constatant aussitôt que possible la licéité d'un comportement, ou au contraire sa contrariété au droit ; la mise en œuvre de l'ordre juridique en est améliorée.

1.2.

1.2.1. En l'espèce, il apparaît indubitable que Bity SA, comme prestataires de services par ses distributeurs de cryptomonnaies, a un intérêt digne de protection à ce que sa situation juridique soit constatée, plus particulièrement qu'il soit reconnu par la FINMA que malgré sa prise de position datée du 27 octobre 2022, le Titre 5 de l'OBA-FINMA, dont fait partie l'art. 51a, ne lui est pas applicable.

² ATF 132 V 257, c. 1 (259) : « Erforderlich ist ein rechtliches oder tatsächliches und aktuelles Interesse an der sofortigen Feststellung des Bestehens oder Nichtbestehens eines Rechtsverhältnisses, dem keine erheblichen öffentlichen oder privaten Interessen entgegenstehen, und welches nicht durch eine rechtsgestaltende Verfügung gewahrt werden kann ». Cf. également : ATAF 2014, N 45, p. 789 ; ATAF 2010, N 53, p. 763 ; ATAF 2010, N 12 p. 147 ; ATF 112 V 81 ; ATF 114 V 201 ; 112 V 81.

³ ATF 120 II 20, c. 3a (22) : « Diese Voraussetzung ist namentlich gegeben, wenn die Rechtsbeziehungen der Parteien ungewiss sind und die Ungewissheit durch die richterliche Feststellung behoben werden kann ».

⁴ ATF 120 II 20, c. 3a (22) : « Dabei genügt nicht jede Ungewissheit; erforderlich ist vielmehr, dass ihre Fortdauer dem Kläger nicht mehr zugemutet werden darf, weil sie ihn in seiner Bewegungsfreiheit behindert ».

⁵ ATF 116 II 196, c. 2a (199) : « Beachtlich ist das Interesse, falls die Gutheissung der Klage den Kläger vor einer konkreten Gefährdung seiner Rechtslage oder Stellung im Wettbewerb oder gegen eine Rechtsverletzung schützen soll und damit drohende Nachteile wirtschaftlicher oder anderer Art abzuwenden vermag ».

⁶ TAF 11.8.2014, B-6755/2013, c. 3.1.2.

1.2.2. Bity SA a un intérêt tant juridique qu'actuel à la constatation de la non-applicabilité de l'art. 51a OBA-FINMA en cela que son assujettissement à cette disposition reviendrait à lui imposer des exigences qui ne correspondent pas à la nature juridique et factuelle de son activité. On a déjà évoqué, notamment, que l'activité de Bity SA consiste pas à faire le commerce de valeurs mobilières, mais de jetons de paiement, qui n'en sont pas.

Or, il est évident qu'il existe des vues divergentes sur l'applicabilité de l'art. 51a OBA-FINMA. Or, ces vues ont des conséquences concrètes sur ce qu'il convient de faire. Ainsi, le besoin de constatation juridique est incontestable, et même pressant.

1.2.3. En effet, Bity SA est affiliée auprès de l'OAR VQF à Zoug. Celui-ci a modifié son règlement à compter du 1^{er} avril 2023, par l'art. 24^{bis}. En y introduisant les devoirs des intermédiaires financiers prévus à l'art. 51a OBA-FINMA sans faire référence au champ d'application de l'art. 43a OBA-FINMA, le règlement de l'OAR étend donc le champ d'application du Titre 5 de l'OBA-FINMA à l'ensemble des intermédiaires financiers définis à l'art. 2 al. 2 LBA. Bity SA se trouve donc contrainte de respecter une disposition d'un règlement d'un OAR alors que le cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment d'argent ne prévoit pas cette obligation pour Bity SA. Or, VQF se réfère simplement à la position de la FINMA. C'est donc bien de la FINMA qu'il appartient de mettre fin au flou juridique, contraire à la sécurité juridique indispensable au bon fonctionnement de l'Etat de droit.

1.2.4. Concrètement, sans décision de la FINMA, Bity SA devrait contester son assujettissement auprès de l'OAR VQF. Or, il ne fait aucun doute que cet OAR rejeterait purement et simplement la contestation au motif que son règlement a été approuvé par la FINMA (art. 18 al. 1 lit. c LBA). Bity SA n'aurait ainsi pas de moyen de faire constater qu'elle n'est pas assujettie au Titre 5 de l'OBA-FINMA, en particulier à son art. 51a. Elle se verrait alors contrainte d'appliquer cette disposition quand bien même elle n'y serait pas assujettie, car faute de s'y conformer, elle risquerait de se voir sanctionner. Force est ainsi de constater que seule une décision en constatation permettra de protéger l'intérêt digne de protection de Bity SA, notamment au regard de la contradiction manifeste entre la prise de position de la FINMA datée du 27 octobre 2022, qui tend à appliquer spécifiquement l'art. 51a OBA-FINMA aux distributeurs de monnaies virtuelles, et l'application du Titre 5 de l'OBA-FINMA qui ne vise pas les intermédiaires financiers qui ont une activité de distributeur de monnaies virtuelles.

Il est également relevé que tel serait également le cas si Bity SA s'était affiliée auprès de l'OAR ARIF, car, en raison de la position de la FINMA, cet OAR a adopté dans sa directive n°2 relative à la vérification de l'identité du cocontractant et à l'identification de son détenteur de contrôle la même position (cf. N 25 et 29 ss).

1.2.5. L'assujettissement de Bity SA à l'art. 51a OBA-FINMA constitue en outre une source d'incertitude qui restreindrait sa liberté, notamment d'un point de vue économique, dans une mesure qui ne saurait être tolérée, en ceci que les exigences imposées par cette disposition modifient sensiblement l'exercice de l'activité économique exercée par Bity et initialement prévue par elle, au point de constituer une entrave.

Dans cette même perspective, l'intérêt digne de protection de Bity SA à obtenir une constatation de son non-assujettissement à l'art. 51a OBA-FINMA s'exprime par les préjudices imminents de nature économique qu'un tel assujettissement pourrait lui faire courir. En effet, la mise en place des exigences prescrites par cette disposition représente un coût substantiel pour Bity SA, qu'elle n'a pas à subir, vu l'absence de base légale en ce sens.

1.3. Dans la perspective de ce qui précède, il apparaît que Bity SA a en tous points et à tous égards un intérêt juridique digne de protection à ce que la situation décrite soit constatée par votre autorité.

1.4.

1.4.1. En vertu de l'art. 17 al. 1 let. a LBA, les obligations de diligence définies au chapitre 2 de la LBA sont précisées par voie d'ordonnance par la FINMA s'agissant des intermédiaires financiers visés à l'art. 2, al. 2, let. a à d^{quater} LBA. La FINMA a précisé ces obligations de diligence dans l'OBA-FINMA.

1.4.2. Comme le rappelle aussi le ch. 2.2.4 ci-après, la FINMA, visant les distributeurs comme cible de sa nouvelle disposition, ne pouvait ignorer que seuls des intermédiaires financiers affiliés à un OAR ont de tels distributeurs. Visant ainsi explicitement des personnes qu'elle sait être des affiliés à un OAR, elle ne peut se retrancher derrière le fait qu'ils sont aussi sujets au règlement d'un OAR pour refuser de rendre une décision constatatoire. Cela étant, il y a plus.

1.4.3. En effet, conformément à l'art. 18 al. 1 lit. c et d LBA, la FINMA « *veille à ce que les organismes d'autorégulation fassent appliquer [leurs] règlements* » approuvés par la FINMA. Celle-ci a ainsi un impact direct sur les intermédiaires financiers assujettis à un OAR en ce sens

qu'elle édicte les dispositions légales qu'ils devront respecter, puis approuve ou refuse les règlements pris par les OAR qui seront appliqués aux intermédiaires financiers, et finalement veille à ce que les OAR fassent appliquer ces règlements aux intermédiaires financiers. Ainsi et conformément à la jurisprudence du Tribunal administratif fédéral⁷, la FINMA veille à une application uniforme du droit relatif au respect des mesures de diligence des intermédiaires financiers. En fin de compte, c'est la FINMA qui détermine ce que font les OAR ; elle contrôle qu'ils appliquent les règlements qu'elle a approuvés, de sorte que les OAR exécutent ce que décide la FINMA. Partant, la FINMA est manifestement compétente pour statuer en constatation.

2. Au fond

2.1. Comme indiqué dans nos courriers des 17 février et 16 mars 2023, faisant suite à la révision de l'OBA-FINMA, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2023, Bity SA a pris connaissance du nouvel art. 51a OBA-FINMA concernant les opérations avec des monnaies virtuelles, applicable, selon le Titre 5 de l'OBA-FINMA et l'art. 43a OBA-FINMA, aux personnes au sens de l'art. 1b LB et aux intermédiaires financiers au sens de l'art. 2 al. 2 lit. a^{bis} et d^{quater} LBA.

2.2

2.2.1. D'une part, Bity SA ne fait pas partie de la catégorie des « *personnes au sens de l'art. 1b LB* », puisque sa situation ne correspond à celles visées par cette disposition (soit faire partie des « *personnes qui sont principalement actives dans le secteur financier et qui : a. acceptent à titre professionnel des dépôts du public jusqu'à concurrence de 100 millions de francs ou des cryptoactifs désignés par le Conseil fédéral, ou font appel au public pour les obtenir* »).

2.2.2. D'autre part, Bity SA n'est pas un intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 2 lit. a^{bis} LBA, puisqu'elle n'est pas gestionnaire de fortune ni trustee.

2.2.3. Finalement, Bity SA n'est pas un intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 2 lit. d^{quater} LBA, puisqu'elle n'est pas un système de négociation pour les valeurs mobilières fondées sur la TRD (art. 73a LIMF). Au moyen de ses distributeurs automatiques, Bity SA ne fait en effet pas le négoce de valeurs mobilières mais uniquement de

⁷ TAF 11.8.2014, B-6755/2013, c. 3.2.3.

cryptomonnaies (Bitcoin, Ether, Monero et Litecoins), dont il est unanimement reconnu qu'elles ne sont pas des valeurs mobilières⁸.

2.2.4. Par conséquent, quand bien même la FINMA semble indiquer dans son *Rapport sur les résultats de l'audition du 8 mars au 10 mai 2022 concernant le projet de révision partielle de l'OBA-FINMA*, daté du 27 octobre 2022, que l'art. 51a OBA-FINMA s'applique « en particulier aux distributeurs automatiques » de cryptomonnaies (p. 16 du rapport), ces derniers sont en réalité exclus du champ d'application du Titre 5 de l'OBA-FINMA. Les distributeurs de cryptomonnaies de Bity SA ne font donc pas le négoce de valeurs mobilières (conformément à l'art. 73a LIMF) mais uniquement de cryptomonnaies (cf. *supra*) qui sont de purs moyens de paiement (« jetons de paiement natifs », ne conférant pas de droit), et ne sont ainsi pas considérés comme des systèmes de négociation pour les valeurs mobilières fondées sur la TRD.

2.2.5. Sur le vu de ce qui précède, Bity SA n'est pas soumise aux dispositions spéciales du Titre 5 de l'OBA-FINMA, applicables aux personnes au sens de l'art. 1b LB et aux intermédiaires financiers selon l'art. 2 al. 2 lit. a^{bis} et d^{quater} LBA, et plus spécifiquement à l'art. 51a OBA-FINMA.

Il en va de même de tout intermédiaire financier au sens de l'art. 2 al. 3 lit. b et c LBA. Ces derniers ne sont pas soumis au Titre 5, et plus spécifiquement à l'art. 51a OBA-FINMA.

2.3. Comme requis dans nos courriers des 17 février 2023 et 16 mars 2023, et comme proposé dans votre missive du 2 mai 2023, Bity SA requiert respectueusement de la FINMA qu'il lui plaise constater que l'art. 51a OBA-FINMA, partie du Titre 5, ne s'applique pas aux distributeurs de monnaies virtuelles de Bity (art. 5 al. 1 lit. b PA).

2.4. Sur la base de ce qui précède, et dans l'hypothèse où la FINMA refuserait à nouveau de rendre une décision en constatation, il devra être constaté qu'il existe un déni de justice et l'autorité de recours devra être saisie⁹.

3. De l'émolument perçu par la FINMA

⁸ Cf. p.ex., vu la référence aux droits-valeurs pour définir les valeurs mobilières, BOVET/BACHARACH, Commentaire romand ad art. 2 LBA (Bâle 2022), N 58.

⁹ BOVAY Benoît, *Procédure administrative*, 2^{ème} édition, Stämpfli Berne, 2015, pp. 317-318

3.1. S'agissant des frais la FINMA perçoit des émoluments pour chaque procédure de surveillance et pour les prestations qu'elle fournit (art. 15 al. 1 1^{ère} phrase LFINMA).

3.2. Les dispositions de l'Ordonnance générale du 8 septembre 2004 sur les émoluments (OGEmol ; RS 172.041.1) sont applicables dans la mesure où l'Ordonnance sur les émoluments et les taxes de la FINMA (Oém-FINMA ; RS 956.122) ne contient pas de réglementation spéciale (art. 6 Oém-FINMA).

3.3. Toute personne qui provoque une décision ou sollicite une prestation est tenue de payer un émolument (art. 2 al. 1 OGEmol). Il est possible de renoncer à percevoir des émoluments lorsque la décision ou la prestation engendre des coûts insignifiants (art. 3 al. 1 lit. b OGEmol).

3.4. Conformément au principe de la couverture des coûts (ATF 135 I 130, consid. 2 et 7.2), le calcul des émoluments est réglementé de manière que le produit total de ceux-ci ne dépasse pas le montant total des coûts de l'unité administrative (art. 4 al. 1 OGEmol).

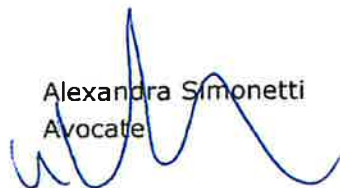
3.5. La décision en constatation requise par Bity SA ne nécessite pas de travail particulier des collaborateurs de la FINMA. Ceux-ci doivent uniquement constater que le Titre 5 de l'OBA-FINMA ne s'applique pas à Bity SA en relevant que les conditions d'application ne sont pas réalisées. Cette constatation, rendue nécessaire en raison de la prise de position contradictoire et *contra legem* de la FINMA en octobre 2022, nécessitera la rédaction d'une décision ainsi qu'une analyse juridique dont tout porte à croire qu'elle sera rapide.

3.6. Au vu de ce qui précède, l'affaire ne requérant pas un travail important de la part de l'autorité, seul un émolument d'un montant bien moindre que celui annoncé pourra être demandé à Bity SA.

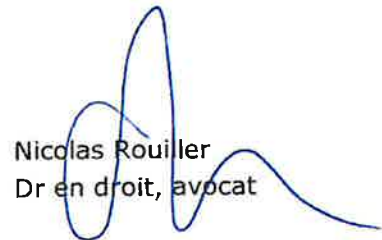
* * *

Dans l'attente de la suite qu'il vous plaira donner à la présente, nous vous adressons, Madame, Monsieur, l'expression de notre respectueuse considération.

Alexandra Simonetti
Avocate



Nicolas Rouiller
Dr en droit, avocat





Ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier (Ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent, OBA-FINMA)

Modification du «\$SmartDocumentDate»

*L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA),
arrête :*

I

L'ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent du 3 juin 2015 ¹ est modifiée
comme suit :

Art. 3 al. 1

¹ La présente ordonnance s'applique aux intermédiaires financiers au sens de l'article
2 alinéa 2 lettres a à d et d^{quater} LBA.²

Art. 20 al. 1

⁵ La FINMA peut exiger d'une institution d'assurance, d'une direction de fonds, d'une
société d'investissement au sens de la LPCC, d'un gestionnaire de fortune collective
ou d'un intermédiaire financier selon l'article 2 alinéa 2 lettre a deuxième partie, a^{bis}
ou d^{quater} LBA qu'ils introduisent un système de surveillance informatisé des transac-
tions lorsque cela s'avère nécessaire pour l'efficacité de la surveillance.

SR

¹ RS 955.033.0

² Nouvelle teneur selon l'annexe ch. 4 de l'O de la FINMA du 4 nov. 2020 sur les établis-
sements financiers, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2021 (RO 2020 5327).

Titre suivant l'art. 21

Chapitre 6 : Obligation d'établir et de conserver des documents, et information des autorités

Art. 22 Titre

Obligation d'établir et de conserver des documents

Insérer avant le titre du chapitre 7

Art. 22a Information des autorités et documentation

¹ L'intermédiaire financier informe la FINMA ou l'organisme de surveillance des communications adressées au bureau de communication en matière de blanchiment d'argent qui concernent des relations d'affaires comportant d'importantes valeurs patrimoniales. En particulier, il informe la FINMA ou l'organisme de surveillance lorsqu'il y a lieu de penser, au vu des circonstances, que l'affaire ayant entraîné la communication aura des conséquences sur la réputation de l'intermédiaire financier ou sur celle de la place financière.

² Si, après avoir effectué des clarifications au sens de l'art. 6, al. 2, LBA, l'intermédiaire financier n'effectue pas de communication de soupçons, il doit en documenter les raisons.

Art. 26 al. 2 let. 1

² Les directives internes doivent en particulier régler :

1. l'actualisation des données des clients.

Chapitre 9 (Art. 30–34)

Supprimé

Art. 42 Titre et al. 1

Règlement de l'Organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances relatif à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

¹ Dans les domaines de l'assurance-vie et de l'octroi de crédits hypothécaires, les obligations de diligence des institutions d'assurance sont régies par les dispositions du

Règlement du ...³ de l'organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.⁴

Titre suivant l'art. 43

**5. Titre :
Dispositions spéciales applicables aux intermédiaires financiers selon
l'article 2 alinéa 2 lettres a deuxième partie, a^{bis} et d^{quater} LBA**

Art. 43a

Le présent titre s'applique aux

Aux intermédiaires financiers au sens de l'article 2 alinéa 2 lettres a deuxième partie, a^{bis} et d^{quater} LBA.

Art. 51a al. 1

^{1bis} Il prend des mesures techniques pour éviter que le seuil selon l'alinéa 1 ne soit dépassé dans les 30 jours par des transactions liées entre elles.

Art. 65 al. 1 let. d

¹ Il n'est pas nécessaire de demander une déclaration relative à l'ayant droit économique lorsque le cocontractant est :

- d. un intermédiaire financier dont le siège est à l'étranger, qui exerce une activité selon l'article 2 alinéa 2 lettre d LBA, qui administre lui-même des comptes et qui est assujéti à une surveillance et à une réglementation équivalentes ;

Art. 72 al. 2

² Les intermédiaires financiers selon l'article 2 alinéa 2 lettres a deuxième partie et d^{quater} LBA fixent en tous les cas des critères conformément à l'article 13.

Art. 75a Titre et alinéa 1

Service spécialisé de lutte contre le blanchiment d'argent pour les intermédiaires financiers selon l'article 2 alinéa 2 lettre a deuxième partie LBA

³ Le règlement peut être consulté gratuitement sur le site de l'organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances pour la lutte contre le blanchiment d'argent : www.sro-svv.ch.

⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O de la FINMA du 20 juin 2018, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2020 (RO 2018 2691).

¹ Pour les intermédiaires financiers au sens de l'article 2 alinéa 2 lettre a deuxième partie LBA qui remplissent les conditions pour obtenir des allègements concernant la gestion des risques et la *compliance* selon l'article 14e alinéa 5 de de l'ordonnance du 30 avril 2014 sur les banques⁵, le service spécialisé de lutte contre le blanchiment d'argent ne doit s'acquitter que des tâches mentionnées à l'article 24. Ces tâches peuvent alors aussi être remplies par la direction ou un membre de la direction. Les activités à contrôler ne peuvent pas l'être par une personne qui est directement responsable de la relation d'affaires concernée.

*Art. 78b*⁶ Dispositions transitoires de la modification du ...

L'intermédiaire financier est tenu de mettre en œuvre les mesures techniques selon l'article 51a alinéa 1^{bis} dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

II

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} décembre 2022.

«\$\$\$SmartDocumentDate»

Autorité fédérale de surveillance des
marchés financiers

La présidente : Marlene Amstad

⁵ RS 952.0

⁶ Introduit par l'annexe ch. 4 de l'O de la FINMA du 4 nov. 2020 sur les établissements financiers, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 2021 (RO 2020 5327).



**Ordonnance
de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés
financiers sur la lutte contre le blanchiment d'argent et
le financement du terrorisme dans le secteur financier
(Ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent, OBA-FINMA)**

Modification du 27 octobre 2022

*L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA),
arrête:*

I

L'ordonnance de la FINMA du 3 juin 2015 sur le blanchiment d'argent¹ est modifiée
comme suit:

Art. 3, al. 1

¹ La présente ordonnance s'applique aux intermédiaires financiers au sens de l'art. 2,
al. 2, let. a à d et d^{quater}, LBA.

Art. 20, al. 5

⁵ La FINMA peut exiger d'une institution d'assurance, d'une direction de fonds, d'une
société d'investissement au sens de la LPCC, d'un gestionnaire de fortune collective,
d'une personne au sens de l'art. 1b de la loi du 8 novembre 1934 sur les banques (LB)²
ou d'un intermédiaire financier selon l'art. 2, al. 2, let. a^{bis} ou d^{quater}, LBA qu'ils
introduisent un système de surveillance informatisé des transactions lorsque cela se
révèle nécessaire pour l'efficacité de la surveillance.

SR

1 RS 955.033.0

2 RS 952.0

Titre suivant l'art. 21

Chapitre 6

Obligation d'établir et de conserver des documents, et information des autorités

Art. 22, titre

Obligation d'établir et de conserver des documents

Insérer avant le titre du chapitre 7

Art. 22a Information des autorités et documentation

¹ L'intermédiaire financier informe la FINMA ou l'organisme de surveillance des communications adressées au bureau de communication en matière de blanchiment d'argent qui concernent des relations d'affaires comportant d'importantes valeurs patrimoniales. En particulier, il informe la FINMA ou l'organisme de surveillance lorsqu'il y a lieu de penser, au vu des circonstances, que l'affaire ayant entraîné la communication aura des conséquences sur la réputation de l'intermédiaire financier ou de la place financière.

² Si l'intermédiaire financier n'effectue pas de communication parce qu'il a pu lui-même écarter tout soupçon après avoir effectué des clarifications supplémentaires au sens de l'art. 6 LBA, il doit en documenter les raisons.

Art. 26, al. 2, let. 1

² Les directives internes doivent en particulier régler :

1. l'actualisation des documents relatifs aux clients.

Chapitre 9 (art. 30 à 34)

Abrogé

Art. 42, titre et al. 1

Règlement de l'organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

¹ Dans les domaines de l'assurance-vie et de l'octroi de crédits hypothécaires, les obligations de diligence des institutions d'assurance sont régies par les dispositions du Règlement du 25 octobre 2022³ de l'organisme d'autorégulation de l'Association

³ Le règlement peut être consulté gratuitement sur le site de l'organisme d'autorégulation de l'Association Suisse d'Assurances pour la lutte contre le blanchiment d'argent : www.sro-svv.ch.

Suisse d'Assurances pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Titre suivant l'art. 43

Titre 5

Dispositions spéciales applicables aux personnes au sens de l'art. 1b LB⁴ et aux intermédiaires financiers selon l'art. 2, al. 2, let. a^{bis} et d^{quater} LBA

Art. 43a

Le présent titre s'applique aux personnes au sens de l'art. 1b LB⁵ et aux intermédiaires financiers au sens de l'art. 2, al. 2, let. a^{bis} et d^{quater}, LBA.

Art. 51a, al. 1^{bis}

^{1bis} En cas de paiements en espèces ou d'acceptation d'autres instruments de paiement anonymes pour la vente ou l'achat de monnaies virtuelles, il prend des mesures techniques pour éviter que le seuil selon l'al. 1 ne soit dépassé dans les 30 jours par des transactions liées entre elles.

Art. 55, al. 2

² Lorsque l'identité du cocontractant n'a pas pu être vérifiée, l'intermédiaire financier refuse d'établir une relation d'affaires ou la rompt dans le respect des art. 9b LBA et 12a et 12b de l'ordonnance du 11 novembre 2015 sur le blanchiment d'argent (OBA)⁶.

Art. 65, al. 1, let. d

¹ Il n'est pas nécessaire de demander une déclaration relative à l'ayant droit économique lorsque le cocontractant est:

- d. un intermédiaire financier dont le siège est à l'étranger, qui exerce une activité selon l'art. 2, al. 2, let. d, LBA, qui administre lui-même des comptes et qui est assujéti à une surveillance et à une réglementation équivalentes;

Art. 68, al. 2

² Lorsque des doutes persistent quant à l'exactitude de la déclaration du cocontractant et qu'ils ne peuvent être levés par d'autres clarifications, l'intermédiaire financier refuse d'établir une relation d'affaires ou la rompt dans le respect des art. 9b LBA et 12a et 12b OBA⁷.

4 RS 952.0

5 RS 952.0

6 RS 955.01

7 RS 955.01

Art. 70, phrase introductive

Dans le respect des art. 9b LBA et 12a et 12b OBA⁸, l'intermédiaire financier rompt la relation d'affaires le plus rapidement possible, lorsque:

Art. 72, al. 2

² Les personnes au sens de l'art. 1b LB⁹ et les intermédiaires financiers selon l'art. 2, al. 2, let. d^{quater}, LBA fixent en tous les cas des critères au sens de l'art. 13.

Art. 75a, al. 1

¹ Pour les personnes au sens de l'art. 1b LB¹⁰ qui remplissent les conditions pour obtenir des allègements concernant la gestion des risques et la *compliance* selon l'art. 14e, al. 5, de l'ordonnance du 30 avril 2014 sur les banques¹¹, le service spécialisé de lutte contre le blanchiment d'argent ne doit s'acquitter que des tâches mentionnées à l'art. 24. Le cas échéant, ces tâches peuvent aussi être remplies par la direction ou un membre de la direction. Les activités à contrôler ne peuvent pas l'être par une personne qui est directement responsable de la relation d'affaires concernée.

Art. 78b Disposition transitoire relative à la modification du 27 octobre 2022

L'intermédiaire financier est tenu de mettre en œuvre les mesures techniques selon l'art. 51a, al. 1^{bis}, dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

II

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

27 octobre 2022

Autorité fédérale de surveillance des
marchés financiers :

La présidente, Marlene Amstad

8 RS 955.01

9 RS 952.0

10 RS 952.0

11 RS 952.0

Roussel Alexis
Place Numa Droz 2
2000 Neuchâtel

Le 9 mai 2022,

à l'attention de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA

Dr. Giulia Mariani
Laupenstrasse 27
CH-3003 Berne
giulia.mariani@finma.ch
regulation@finma.ch

Madame,

J'ai le plaisir de vous adresser ma contribution personnelle à l'audition sur la Révision partielle de l'ordonnance de la FINMA sur le blanchiment d'argent (OBA-FINMA). Je vous prie de bien prendre en compte ma contribution.

Ma démarche est à la fois citoyenne et professionnelle. Je suis Président du Conseil d'Administration de deux intermédiaires financiers, **Bity SA** et **Relai AG**, tous deux membres de l'organisme d'auto-régulation **VQF** et actifs dans le négoce de cryptomonnaies. Je suis mandaté par l'**ARIF** en tant que Chargé d'enquête pour les questions liées aux cryptomonnaies et j'ai également participé à une formation **SO-FIT** afin d'y présenter les aspects spécifiques de l'application de la LBA dans le domaine de la blockchain. Je suis membre du comité d'experts de la **Swiss Blockchain Federation**. De nombreux projets me consultent sur des questions de mises en œuvre de la LBA dans ce domaine.

Je remercie tout d'abord la FINMA pour l'existence de cette audition. En effet, cette audition a failli ne pas avoir eu lieu alors que les OARs avaient été sollicités en août 2021 dans l'urgence, par un simple courrier électronique d'un département de la FINMA, pour la mise en œuvre de la règle des 30 jours pour les échanges de cryptomonnaies. Cette mise en œuvre « à la hussarde » a été vivement contestée par les intermédiaires financiers qui ont pointé du doigt le manque de forme criant du procédé surtout lorsqu'il s'agit d'appliquer des recommandations d'un organisme international dont la représentativité est questionnable telle que le GAFI. Il est important que toute interprétation de la LBA et mise en œuvre de règles de pratique suivent le chemin d'une audition publique avec des délais de mise en œuvre raisonnables. C'est désormais le cas, mais nous resterons vigilants dans le futur, face à toute nouvelle proposition.

1 Contradiction avec le principe de neutralité technologique

Lors de mes précédentes contributions aux auditions de la FINMA, notamment celle concernant l'ajout de l'article 51a, ainsi que dans différents échanges et opinions publiées, je n'ai cessé de dénoncer la contradiction croissante de la politique de la FINMA, qui se dit technologiquement neutre et sa pratique. Depuis l'apparition du commerce des crypto-monnaies, la pratique de la FINMA a constamment remis en cause les principes établis dans la LBA. Tout d'abord, la FINMA a déclaré que toute transaction en crypto-monnaie serait de facto une opération présentant un risque accru, imposant aux intermédiaires financiers de mettre en œuvre les mesures de contrôle les plus strictes pour 100 % de leurs opérations, ce à quoi les autres acteurs de l'industrie financière ne sont pas soumis. La FINMA a établi une présomption de transfert d'argent pour toute opération en crypto-monnaie. Lorsqu'une personne vient changer des euros contre des francs suisses chez un changeur soumis à la LBA, la pratique admet que l'opération est bien une opération de change. Dans le cas de crypto-monnaies, cette présomption se renverse, et seule l'utilisation d'une mesure technique permet de s'assurer qu'une opération de change a bien lieu. La mise en place de ces mesures techniques ont représenté un coût mais sont également des contraintes supplémentaires face à la concurrence des acteurs traditionnels. Puis la FINMA a décidé de réduire les seuils obligeant les intermédiaires financiers à établir l'identité formelle du client dès 1000 francs par transaction, et maintenant pour des transactions liées entre elles sur une période de 30 jours. Cet abaissement des seuils a un impact important sur les revenus des acteurs concernés et crée une distorsion inacceptable avec la concurrence du secteur traditionnel.

L'ajout constant de nouvelles contraintes ne correspond pas à une simple adaptation de la pratique à des nouveaux outils, il démontre une volonté de nuire à l'apparition de ces nouveaux outils.

Aujourd'hui, l'industrie financière des crypto-monnaies, en plein essor, fait face à une discrimination au-delà de la règle « same activity, same risk, same regulation ». La FINMA a mis en place un traitement différencié.

2 Erreurs factuelles

Dans son rapport explicatif, pour justifier la mise en œuvre d'un nouveau seuil d'identification, la FINMA commet deux erreurs factuelles.

2.1. Première Erreur :

Description de l'erreur :

Selon le rapport « Le principal cas d'application du plafond de CHF 1'000 est le change d'argent aux distributeurs automatiques de monnaies virtuelles. ». **Cette affirmation est fausse.** Il existe aujourd'hui quatre entreprises identifiées actives dans les distributeurs automatiques de crypto-monnaies. Certaines comme Bity SA ne limitent pas leur activité à des opérations de change avec les distributeurs. Pour Bity SA, les opérations de change en ligne représentent 80 % des transactions de moins de 1'000 francs.

Aussi il existe un nombre d'entreprises qui n'opèrent pas de distributeurs automatiques, mais qui pourtant proposent des opérations de change de moins de 1'000 francs en ligne. On peut noter des entreprises comme Relai AG, Youhodler, Pocket Bitcoin, et d'autres, qui proposent également des opérations de change en ligne.

La FINMA ne mentionne aucun rapport d'étude justifiant cette affirmation.

Origine de l'erreur :

L'origine de cette erreur provient vraisemblablement d'une absence d'analyse et de recherche de la part de la FINMA. Si la FINMA se prévaut de mettre en œuvre des principes de « evidence based regulation », il est clair que le manque d'analyse du marché ne lui permet pas d'obtenir une vue complète du marché et de son industrie. Une simple étude de marché diligentée auprès des organismes d'autorégulation aurait suffi à produire suffisamment d'information.

Impact de l'erreur :

La FINMA propose donc une mesure qui vise une activité précise. En réalité, la mesure va avoir des conséquences sur un nombre d'activités et d'entreprises bien plus large, de plusieurs facteurs, que ce que la FINMA envisage. Cette mesure va également imposer des restrictions sur des opérations de change en ligne qui ne présentent pas objectivement le même profil de risque, ces opérations étant liées à des virements bancaires.

2.2. Deuxième Erreur :

Description de l'erreur :

Selon le rapport « De nombreux indices démontrent que des distributeurs automatiques de monnaies virtuelles en Suisse ont été utilisés abusivement par certains réseaux criminels de trafic de drogue pour effectuer des opérations de paiement ». La FINMA propose un lien vers UN (1) article de presse.

L'article décrit précisément le fonctionnement des distributeurs automatiques des CFF opérés par la société Sweepay AG. Ceux-ci ne disposaient pas lors de la publication de l'article de mesure technique visant à s'assurer que seules des opérations de change puissent être opérées sur les automates.

Le même article, avec un article du Blick sur le même sujet, avait été mentionné dans le courrier électronique en août 2021 à destination des OAR afin de justifier la nouvelle mesure. Lors de notre réponse, nous avons, encore une fois, dénoncé le manque de conformité des distributeurs de Sweepay AG. Suite à notre réponse, Sweepay AG a enfin mis en œuvre la mesure technique. L'entreprise se félicite d'ailleurs de sa mise en conformité après 5 années : https://www.linkedin.com/posts/rtexier_mit-bitcoin-bequem-und-einfach-einkaufen-activity-6849605779377410048-bMQ3

Dans le rapport, la FINMA fait donc référence à des articles de presse qui décrivent des comportements qui ne peuvent plus se dérouler de manière identique aujourd'hui, à cause de la mesure technique qui a été mise en place et qui a rendu les automates de Sweepay AG conformes aux exigences de la FINMA. **La FINMA propose donc une règle sur un**

marché dont l'acteur incriminé a depuis modifié et rendu conforme le mode de fonctionnement de ses automates. Cet acteur était le seul décrit dans les articles de presse.

Origine de l'erreur :

L'origine de cette erreur provient vraisemblablement d'une absence de la part de la FINMA de la mise en place d'une méthode d'observation du marché autre que la simple lecture de journaux. La FINMA n'a pas su observer la mise en conformité des automates de SweePAY AG, et n'en observe pas l'impact.

Impact de l'erreur :

En mettant en place une nouvelle règle pour corriger un effet observé de façon anecdotique sur des machines non-conforme à la pratique existante, **la FINMA ne pourra pas évaluer l'impact de cette mesure**, tout en créant un impact fort sur les entreprises qui opèrent des automates conformes. Le risque est donc évident que la FINMA, face à l'inefficacité de cette mesure, propose d'autres mesures encore plus restrictives.

3 protection des consommateurs

Dans un monde hautement numérique, la protection des données personnelles est un domaine de plus en plus critique face à l'explosion des cas d'abus et de pertes de données personnelles. Il est important que les citoyens disposent de certains outils et marge de manœuvre afin de maîtriser leur empreinte numérique.

Les données personnelles financières sont aujourd'hui parmi les données les plus sensibles pour un individu. Il est important qu'un individu puisse disposer de services ne nécessitant pas de collecte massive de données, telle une identification imposée par la LBA, pour des transactions de petits montants dans le cadre d'utilisation privée.

Les seuils de la LBA pour les opérations de caisse (15'000 francs) et de change (5'000 francs) par transaction, prennent bien en compte cette réalité.

Mais avec un salaire médian de 5'000 francs en Suisse, une limite de 1'000 francs par mois pour le change de crypto-monnaie interdit à une personne un usage raisonné de services financiers sans se soumettre à une collecte de données significative.

Une personne vivant sans compte bancaire, ou souhaitant épargner une partie significative de son salaire en crypto-monnaie, devra obligatoirement s'enregistrer auprès d'un intermédiaire financier, alors qu'une personne souhaitant faire la même chose avec des billets de banque aura plus de latitude et une meilleure protection.

Cette règle proposée par la FINMA crée une insécurité supplémentaire pour les individus ainsi qu'une discrimination entre les individus.

4 Proposition

Il existe d'autres arguments contre la mise en place d'un alinéa nouveau dans l'article 51a de l'OBA-FINMA, mais je m'en suis tenu aux arguments nouveaux et surtout aux erreurs factuelles que la FINMA a commis.

4.1. Abandon de l'article 51a al. 1bis

Vu les erreurs factuelles sur lesquelles repose le choix de ce nouvel alinéa, et vu le manque clair de données claires sur le marché et les usages, **la FINMA doit abandonner** la mise en œuvre de ce nouvel alinéa.

J'aurais pu proposer une réglementation différenciée entre les opérations de change en ligne et celles exécutées contre des billets de banques, avec des automates ou au guichet, mais l'importance des erreurs factuelles est telle que la FINMA ne pourra revoir sa copie que dans une proposition de modification d'ordonnance ultérieure.

5 Recommandations

Afin de ne pas répéter les erreurs de jugement et de procédure que la FINMA a accumulées sur la thématique des crypto-monnaies, j'é mets quelques recommandations qui devraient permettre à la FINMA d'élaborer, quand cela est réellement nécessaire, des mesures précises et efficaces.

5.1. Création d'un observatoire des usages des crypto-monnaies

La FINMA doit se doter des outils lui permettant de collecter des données fiables. La mise en œuvre de mesures ayant un impact important sur le marché ne peut pas se faire sur la base de simples articles de presse. **Il en va de la crédibilité de la FINMA.**

La mise en place d'un observatoire, soit au sein de la FINMA, soit, de façon bien plus transparente, en collaboration avec une institution universitaire ou de recherche, permettra d'étudier la progression réelle de l'usage des crypto-monnaies en Suisse. C'est grâce à de telles recherches, que la FINMA pourra élaborer des mesures adaptées mais surtout des mesures dont on pourra mesurer l'efficacité.

5.2. Réflexion sur le thème des crypto-monnaies

La FINMA doit entreprendre une réflexion sur la thématique des crypto-monnaies au sein de son institution en prenant en compte les compétences au sein du Fintech Desk. La persévérance dans une politique de discrimination technologique n'est pas acceptable pour une institution de la qualité de la FINMA alors que la direction affiche constamment l'importance qu'elle porte au principe de neutralité technologique.

Il existe ici une contradiction que la FINMA se doit de résoudre et qui aujourd'hui a un impact négatif sur le développement de l'industrie et des usages des crypto-monnaies en Suisse.

Je vous prie d'accepter, Madame, mes salutations les plus distinguées.

Alexis Roussel

M. Noël Bieri
Autorité fédérale de surveillance des
marchés financiers - FINMA
Laupenstrasse 27
3003 Berne
noel.bieri@finma.ch

Neuchâtel, le 8 avril 2020

Position de Bity SA sur la diminution du seuil de vérification des opérations de change

Monsieur Bieri,

Suite à la publication le 7 février 2020 du projet d'ordonnance de la FINMA sur les établissements financiers, des projets de révision partielle d'ordonnances de la FINMA et des circulaires FINMA en lien avec la LSFIn et la LEFin, Bity SA (CHE-329 301 814), intermédiaire financier actif dans les crypto-monnaies assujetti à la loi fédérale sur le blanchiment d'argent, a le plaisir de vous formuler sa contribution au processus de consultation.

Compte tenu de l'étendue du projet et des intérêts directs de Bity SA au regard de son modèle d'affaires, notre contribution se limite au projet de révision partielle de l'ordonnance de la FINMA du 3 juin 2015 sur le blanchiment d'argent et plus spécifiquement à la proposition d'introduction d'un nouvel article 51a OBA-FINMA sur les opérations avec des monnaies virtuelles.

La proposition vise à l'introduction d'un nouvel article 51a OBA-FINMA qui définit un seuil de renonciation de la vérification de l'identité du cocontractant qui différerait des opérations de change décrites dans l'article 51 OBA-FINMA. En effet, jusqu'à présent toutes les opérations de change liées à des crypto-monnaies étaient soumises à l'article 51 OBA-FINMA et bénéficiaient d'un seuil de renonciation de la vérification de l'identité du cocontractant de CHF 5'000. En juin 2019, le GAFI a mis à jour ses recommandations notamment en y ajoutant une note interprétative relative à la recommandation 15. Cette note prévoit notamment que pour les transactions occasionnelles décrites dans la recommandation 10, le seuil de vérification de l'identité du cocontractant établi à EUR 15'000, doit être abaissé à EUR 1'000 pour les VASP (Virtual Asset Service Providers). C'est sur cette base que la FINMA propose de transposer cette nouvelle limite dans le cadre juridique Suisse, plus particulièrement dans l'ordonnance de la FINMA du 3 juin 2015 (OBA-FINMA).

Remarques préliminaires

Si la forme de la consultation publique elle-même est conforme à la pratique et aux règles en vigueur, nous notons que les travaux préparatoires n'ont pas inclus les acteurs qui devront directement subir les conséquences des nouvelles normes proposées, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du nouvel article 51a OBA-FINMA.

Les Directives relatives à la réglementation des marchés financiers publiées le 5 décembre 2019 (les « Directives ») précisent les processus de réglementation que la FINMA doit suivre.

Le point 10 « Analyses des effets » mentionne que « En général et dans la mesure du possible, la FINMA estime à un stade précoce du processus, pour ses réglementations, les coûts des différentes options en présence au regard de l'utilité escomptée. Ce faisant, elle tient compte de l'analyse d'impact établie pour une loi ou une ordonnance du Conseil fédéral ainsi que des expériences pratiques et des estimations des milieux concernés.

Si nécessaire, elle précise cette analyse des effets au cours du processus de réglementation. L'estimation comprend des données qualitatives et, si possible, quantitatives également. D'importantes collectives de données auprès des assujettis peuvent être d'autant plus indiquées qu'un projet de réglementation est susceptible d'avoir des effets importants sur l'économie et la société et que ses conséquences sont incertaines. Il convient de procéder d'une manière proportionnelle et avec discernement. »

Or, il convient de constater que le paragraphe 20.5.3 du rapport explicatif du projet de révision de l'OBA-FINMA ne peut être considéré comme une analyse suffisante des effets de l'introduction du nouvel article 51a OBA-FINMA.

En effet, celui-ci se limite simplement à mentionner qu'une centaine d'entreprises exerce une activité de change de crypto-monnaies et que pour les transactions entre CHF 1'000 et CHF 5'000 un coût supplémentaire est à prévoir.

Du moment où le rapport n'estime, ni ne décrit les coûts supplémentaires, son analyse est à notre sens insuffisante. Celle-ci se résume à une simple constatation, mais en aucun cas à une analyse.

En outre, le point 12 : « Consultation préalable » mentionne que « En principe, la FINMA consulte au préalable les milieux concernés et les milieux intéressés. Ce faisant, elle vérifie les faits pertinents ou rassemble les informations nécessaires, explique les axes du projet de réglementation et reçoit le feed-back correspondant. Cet échange peut également porter sur la nécessité d'intervenir et les options en présence. Les consultations préalables peuvent être menées entre les experts et décideurs des milieux concernés, des milieux intéressés et de la FINMA, y compris discussions du conseil d'administration de la FINMA sur la réglementation ».

A ce titre, il convient de relever que la « consultation publique » ne peut pas être confondue à la « consultation préalable » (inexistante en l'espèce).

Dès lors, force est de constater que la FINMA n'a pas suivi les 2 points précités des Directives. En effet, aucune étude d'impact, à notre connaissance, n'a été réalisée (point 10 des Directives) et ni les acteurs de l'industrie, ni les différentes organisations professionnelles comme l'Association Suisse du Bitcoin ou encore la Swiss Blockchain Federation n'ont été préalablement sollicités (point 12 des directives).

Nous encourageons vivement la FINMA à prendre contact avec les organisations représentatives de l'industrie des crypto-monnaies au cours de l'élaboration de normes comme elle le fait normalement avec les autres industries et à respecter ses propres directives internes. En effet, cela permettrait d'éviter les incohérences décrites dans les points suivants.

Dès lors que la procédure de consultation n'a pas été respectée, l'ordonnance ne doit pas être modifiée.

4. Confusions / Imprécisions

Dans la proposition du nouvel article 51a OBA-FINMA, le terme « monnaie virtuelle » ou « virtuellen Währungen » est utilisé dans le titre ainsi que dans l'alinéa 1. Le texte du GAFI, que la proposition veut transposer en droit suisse, utilise l'expression « virtual asset ».

Nous notons que la circulaire 2008/03 sur les dépôts du public auprès d'établissements non bancaires, mise à jour en décembre 2017, mentionne au point CM 16.2 que « Les négociants en crypto-monnaies ayant une activité comparable ne bénéficient pas non plus de cette exception. » C'est le terme « crypto-monnaie » ou « Kryptowährung » qui est utilisé.

Dans le guide pratique pour les questions d'assujettissement concernant les Initial Coin Offerings (ICO), publié le 16 février 2018 et acclamé internationalement pour sa justesse et sa précision, c'est encore le terme de « crypto-monnaie » ou « Kryptowährung » qui est utilisé dans le paragraphe décrivant les jetons de paiement et qui mentionne que « la catégorie « Jetons de paiement » (synonyme de « crypto-monnaies » pures) inclut les jetons qui sont acceptés comme moyen de paiement pour l'achat de marchandises ou de services dans les faits ou selon l'intention de l'organisateur ou qui doivent servir à la transmission de fonds et de valeurs. Les crypto-monnaies ne confèrent aucun droit à l'égard d'un émetteur.

Le rapport du Conseil Fédéral sur les monnaies virtuelles en réponse aux postulats Schwaab (13.3687) et Weibel (13.4070) du 25 juin 2014 utilise le terme de « monnaie virtuelle ». Dans le paragraphe 2.2.1 relatif à la définition, on peut y lire : « Par monnaie virtuelle, on entend une représentation numérique d'une valeur, négociable sur

Internet et remplissant les fonctions de la monnaie ». Dans le paragraphe 2.2.2 le bitcoin y est décrit : « Le Bitcoin est une monnaie dite cryptographique (crypto-monnaie), dont le système de paiement repose sur un réseau numérique « pair à pair » ». Les caractéristiques des « crypto-monnaies » diffèrent donc des « monnaies virtuelles » qui semblent représenter une catégorie plus large.

Le Rapport du groupe interdépartemental de coordination sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (GCBF) publié en octobre 2018 tente d'écartier la confusion en déclarant : « Dans le présent rapport, l'expression « monnaies virtuelles » est utilisée comme synonyme de « crypto-monnaies » ». Pourtant dans l'article 1.3 de ce même rapport sur les typologies, il est admis que des monnaies virtuelles peuvent avoir de multiples formes notamment celles de bons d'achat construits sur une technologie centralisée, non-convertible par opposition aux crypto-monnaies. Cette terminologie est propre à créer une certaine confusion.

A l'évidence, il n'existe pas de définition communément acceptée de « monnaie virtuelle ». La notion de « crypto-monnaie » semble aujourd'hui être plus à même de décrire ces instruments monétaires nouveaux.

Nous constatons que la circulaire 2008/3 et le Guide Pratique, de par l'utilisation de mots justes, ont pu être appliqués dans l'esprit du texte sans problème particulier d'interprétation.

Aussi la norme du GAFI vise les « virtual assets », notion encore plus large que celle de « monnaie virtuelle ».

La proposition de transposition est donc source de confusion au regard des textes existants dans le cadre réglementaire suisse. Pour cette raison aussi, l'ordonnance ne doit pas être modifiée.

2. Contradiction avec la politique technologiquement neutre de la FINMA, mise en place d'un traitement différencié

Il convient ici de préciser que le succès de la pratique suisse en matière de crypto-monnaies repose sur l'inclusion des dites crypto-monnaies dans le cadre juridique existant, ceci de manière indifférenciée, au même titre que les monnaies FIAT.

Cette stratégie avait été élaborée dans le rapport du Conseil Fédéral du 25 juin 2014, lequel a permis de classer les crypto-monnaies en tant que valeur patrimoniale. Il s'agit en même temps d'une pratique publiquement admise de la FINMA.

Fort de ce principe, dans une tribune du 13 septembre 2016 publiée dans le Temps, Rupert Schaefer, chef de la division services stratégiques et membre de la direction de la FINMA déclarait que « Toutes les ordonnances et circulaires de la FINMA ont été conçues pour être neutres d'un point de vue technologique. L'autorité part du principe que ce qui est permis sur le plan analogique devrait aussi l'être sur le plan numérique ».

Cette déclaration est réitérée dans la Communication FINMA sur la surveillance 02/2019 concernant le trafic des paiements sur la blockchain : « La FINMA confirme son approche neutre à l'égard de la technologie ». Cette phrase est présentée comme un intertitre, en gras, pour souligner son importance.

Dans son rapport intitulé « Monitoring FINMA des risques 2019 » publié en décembre 2019, la FINMA précisait encore, pour l'application de la réglementation anti-blanchiment, que « Dans le domaine des valeurs patrimoniales numériques, la FINMA exige, sur la base d'une approche neutre à l'égard de la technologie, que ces affaires respectent au moins les mêmes standards que les affaires traditionnelles. »

Dans le rapport explicatif sur la révision partielle de l'OBA-FINMA du 4 septembre 2017, au point 3.1.2.1, il est en outre précisé que « la FINMA s'efforce de donner aux règles qu'elle adopte une forme neutre à l'égard de la technologie. Les dispositions du droit de la surveillance doivent rester neutres par rapport aux évolutions technologiques, ne les encourageant ni ne les entravant activement. Tout obstacle injustifié auquel pourraient se heurter de nouveaux acteurs du marché ou de nouvelles prestations de service devrait être levé. La réglementation doit permettre une concurrence équitable entre tous les acteurs du marché, indépendamment du fait qu'ils proposent leurs services de manière analogique ou numérique. »

Enfin, et surtout, les Directives ajoutent que : « dans la mesure du possible, les réglementations de la FINMA sont neutres sur les plans de la concurrence et de la technologie et évitent des effets indésirables ».

Le principe de neutralité technologique dont la FINMA et, partant, la place financière suisse se font les porte-drapeaux, doit être maintenu, aussi dans le cadre de cette réforme.

Il existe encore de nombreux exemples pour lesquels la politique neutre à l'égard de la technologie est annoncée comme un principe directeur important de la pratique de la FINMA.

Nonobstant ce qui précède, le nouvel article 51a OBA-FINMA introduit un traitement fortement différencié entre les « monnaies virtuelles » et les « monnaies traditionnelles ». Ce traitement différencié est clairement contraire à l'approche neutre de la FINMA, notamment aux principes de réglementation que la FINMA s'applique à elle-même tels qu'exprimés dans les Directives.

Il est en outre aveugle face aux évolutions des monnaies et des outils financiers numériques. En effet, pour rétrograde, ce projet ne prend pas en compte l'existence de nouvelles crypto-monnaies qui façonneront la finance de demain telles que des monnaies créées par des entreprises comme le Libra, ou des futurs CBDC, des jetons émis directement par les banques centrales, ou encore des crypto-monnaies ayant des caractéristiques leur assurant une valeur stable vis-à-vis des monnaies FIAT de référence (ex : DAI).

Ces nouvelles générations de monnaies ou de jetons posséderont indéniablement certaines caractéristiques plus ou moins proches des crypto-monnaies actuelles. Par conséquent, elles seront associées de manière indifférenciée à des « crypto-monnaies classiques », quand bien même leur adoption croissante et les révolutions qu'elles engendreront devraient conduire à les traiter à terme comme des « monnaies traditionnelles ».

Ce traitement différencié aura notamment pour conséquence importante que les acteurs de l'industrie seront incités à soumettre de manière individuelle pour analyse toutes les monnaies virtuelles afin d'obtenir de la part de la FINMA une qualification permettant d'appliquer l'article 51 OBA-FINMA au lieu de l'article 51a OBA-FINMA. Il existe donc un risque d'explosion des demandes de ruling FINMA comme cela a été le cas avec les ICO et leur tokens. Ce nouvel article 51a OBA-FINMA risque d'entraver fortement leur utilisation.

En outre et avec le temps, lorsque les monnaies virtuelles remplaceront les instruments traditionnels, l'article 51 OBA-FINMA va se vider de sa substance et seul l'article 51a OBA-FINMA sera appliqué, imposant un seuil de 1'000 CHF à tout nouvel instrument monétaire électronique.

Enfin et pour inopportun, ce nouvel article 51a OBA-FINMA risque de marquer la fin de l'approche technologiquement neutre de la FINMA face à la transformation technologique de l'industrie financière et d'entamer l'avance qu'a la place financière suisse dans ce domaine.

La justification dans le rapport explicatif au projet de réforme au point 8.2.4 qui mentionne qu'un risque spécifique lié aux crypto-monnaies justifierait un traitement différencié n'est aujourd'hui pas fondé, à notre connaissance, sur de quelconques études, tout au plus, par une méconnaissance du sujet. En effet, à notre connaissance, la dernière étude sur le sujet est celle du rapport du groupe interdépartemental de coordination sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (GCBF) d'octobre 2018. Celle-ci introduisait le sujet et concluait finalement n'avoir « répertorié jusqu'à ce jour aucun cas de financement du terrorisme par le recours aux crypto-assets ou au crowdfunding online et elles (les autorités) n'ont recensé que de rares cas de blanchiment d'argent par l'utilisation de ces nouvelles technologies ».

Une mesure réglementaire ne saurait être prise sur de simples suppositions et non étayée par des études sérieuses, poussées et significatives.

Il est important de noter que la FINMA traite déjà de manière différente les crypto-monnaies et les monnaies traditionnelles. Cette différenciation porte sur la qualification de « change » d'une opération permettant de bénéficier de seuils d'identification différents d'un transfert.

Dans sa communication sur la surveillance 02/2019, au dernier paragraphe, la FINMA mentionne que « dès qu'une opération de change est proposée au client (fiat contre des jetons de paiement et inversement, ou entre des jetons de paiement) et qu'un portefeuille externe est impliqué dans la transaction, il faut aussi vérifier, par des mesures techniques appropriées, que le client peut bien disposer du portefeuille externe. En l'absence d'un tel contrôle, ce sont les règles du trafic des paiements qui s'appliquent, c'est-à-dire à nouveau l'art. 10 OBA-FINMA ».

En l'état, un bureau de change traditionnel qui déclare simplement qu'une transaction est une opération de change bénéficie automatiquement du seuil de l'article 51 OBA-FINMA. Dans le cas d'une opération de change

impliquant des crypto-monnaies, la FINMA impose que des mesures techniques soient mises en place afin de garantir qu'une opération de change, bipartite, ait lieu. A défaut de mise en œuvre d'une solution technique, la transaction est de facto considérée comme un transfert tripartite et est soumise à l'identification dès le premier franc. Ainsi pour les distributeurs automatiques de bitcoin, il est admis par la pratique que l'utilisation d'un « paper wallet » est une mesure technique suffisante afin de garantir une relation bipartite. Il n'existe pas encore de pratique similaire largement admise pour les opérations de change en ligne, même si plusieurs initiatives qui visent à développer de telles mesures techniques sont actuellement en cours.

Cette mesure a créé sur les marchés internationaux des crypto-monnaies une contrainte particulière et unique pour les intermédiaires financiers suisses qui les empêchent de développer des produits et services concurrentiels, cette contrainte n'étant pas imposée par les autres régulateurs des pays membres du GAFI. L'obligation d'accompagner l'opération de change en monnaies virtuelles par une mesure technique était déjà une première discrimination face à des opérations équivalentes en monnaies traditionnelles. Cette mesure technique suffit à elle-même.

L'introduction de l'article 51a OBA-FINMA qui prévoit la mise en place d'un seuil différent pour les opérations de change en monnaies virtuelles de celles en monnaies FIAT impose une deuxième discrimination.

Aux vues des évolutions techniques des monnaies traditionnelles vers des supports équivalents aux crypto-monnaies, il nous semble particulièrement peu opportun, mais aussi dommageable pour les acteurs financiers dans leur ensemble, d'imposer une discrimination supplémentaire.

Pour cette raison aussi, Bity SA propose de ne pas modifier l'ordonnance.

3. Impact sur le marché en Suisse

Comme déjà mentionné dans les remarques préliminaires, la FINMA n'a pas, à notre connaissance, effectué une analyse des effets de l'introduction de l'article 51a OBA-FINMA sur la place financière suisse, en dépit de ses propres directives et notamment du point 10 du processus de réglementation.

Il n'est pas possible, dans les délais de la consultation, de pallier ce grave manquement de la part de la FINMA.

Il est toutefois possible d'établir que les acteurs touchés par cette mesure ont soit une activité en ligne, soit hors ligne, soit les deux. Pour sa part, Bity SA propose des services d'échange et d'achat de monnaies virtuelles en ligne et, au travers d'un réseau de distributeurs physiques (ATM).

Les entreprises actives dans le domaine sont toutes jeunes, ayant toutes moins de 7 années d'existence. Il existerait, à notre connaissance, une dizaine d'entreprises actives dans ces deux types d'activités faisant usage du seuil de l'article 51 OBA-FINMA. Pour ces entreprises, l'introduction de l'article 51a OBA-FINMA est une contrainte supplémentaire dans un secteur où la réglementation et son application évoluent particulièrement rapidement. Pour la plupart de ces entreprises, la quasi-totalité des transactions seront affectées par ce nouveau seuil.

Il existe dès lors un impact certain et important qui n'a pas été pris en compte ni estimé préalablement par la FINMA. Une analyse des effets aurait pu mettre en lumière les difficultés des adaptations possibles pour l'industrie.

Afin de pallier la baisse du seuil, les sociétés gérant des distributeurs pourraient notamment introduire des procédures d'identification sur les automates. Des propositions avaient déjà été émises auprès des OAR. Toutefois, les tentatives d'automatisation directement sur les automates lors de l'ouverture d'une relation d'affaires par l'identification du cocontractant conformes à la Loi sur le blanchiment d'argent ont toutes été rejetées par les OAR.

Il n'existe donc pour le moment pas d'alternatives viables pour permettre de continuation du service au-delà du seuil des 1'000 CHF.

Cette analyse des effets aurait également mis en lumière les efforts réalisés par les entreprises afin de répondre à la discrimination mise en place par la FINMA décrite au point 3, à savoir l'obligation d'accompagner une opération de change de crypto-monnaies par une mesure technique visant à s'assurer que l'opération soit bipartite. Des entreprises, comme Bity SA, ont investi des sommes importantes dans le développement de telles mesures techniques. Ces investissements seront très fortement préjudicés par l'introduction du nouveau seuil.



Dans le paragraphe 20.5.3 du rapport explicatif du projet de révision de l'OBA-FINMA, si la FINMA indique estimer que les intermédiaires financiers vont faire face à des coûts supplémentaires, elle omet totalement l'impact de sa pratique qui a poussé les intermédiaires financiers à investir dans des développements qui vont devenir caducs et dont le retour sur investissement sera impossible à réaliser.

Pour cette raison aussi, l'ordonnance ne doit pas être modifiée.

4. Conclusion

A la lecture des différents arguments présentés ci-dessus, Bity SA propose de ne pas modifier l'ordonnance de la FINMA du 3 juin 2015 sur le blanchiment d'argent.

Bity SA

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.

Yves Honoré
Board member and CEO

Antoine Reymond

De: Nicolas Rouiller
Envoyé: vendredi, 14 juillet 2023 00:29
À: Antoine Reymond
Cc: Alexandra Simonetti; Tamara Khovrina
Objet: TR: Fwd: Limite VASP

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

(1)

De : Alexis Roussel <alexis@bity.com>
Envoyé : vendredi, 14 juillet 2023 00:26
À : Nicolas Rouiller <Rouiller@swisslegal.ch>
Objet : Re: Fwd: Limite VASP

Le mail de la FINMA si tu n'a pas réussi à ouvrir le fichier winmail.dat

Messieurs,

Fin novembre 2020, la FINMA a informé tous les OAR de l'abaissement du seuil à 1000 francs suisses pour l'identification des clients dans les opérations de change en monnaies virtuelles selon l'art. 51a OBA-FINMA et a exposé ses attentes concernant la mise en œuvre de cette évolution réglementaire dans les règlements respectifs des OAR.

En vertu de l'art. 3 al. 2 LBA, de l'art. 51a OBA-FINMA et des règlements OAR correspondants, ce seuil doit être respecté non seulement en cas de transactions individuelles, mais aussi en cas de plusieurs transactions qui semblent liées. Dans ce contexte, la question se pose de savoir comment définir les "transactions liées" dans un environnement numérique. Afin d'éviter l'arbitrage réglementaire entre les OAR, une approche cohérente est importante à cet égard.

En raison du fait que les transactions avec des monnaies virtuelles sont des transactions présentant un risque accru de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme ainsi que d'activités criminelles, la FINMA est également d'avis qu'il est impératif de définir des mesures de réduction des risques qui empêchent la réalisation de transactions dépassant les seuils légaux définis et qualifiées de liées. Ce risque n'est pas seulement abstrait, mais est déjà devenu concret dans différents cas, en relation avec les distributeurs automatiques de bitcoins. [Cf. article du Tagesanzeiger du 18 mars 2021 intitulé "Per App bestellt, per Kurier geliefert" <<https://www.tagesanzeiger.ch/kokain-per-app-bestellt-per-kurier-ausgeliefert-806982146312>>], qui explique comment des drogues commandées sur une plateforme en ligne sont payés aux guichets automatiques des CFF au moyen de bitcoins. Cf. également article dans le Blick <<https://www.blick.ch/schweiz/blick-macht-den-undercover-test-so-missbrauchen-drogendealer-post-und-sbb-id16544173.html>>. La FINMA a également connaissance de cas de "policiers fantômes" qui collectent de l'argent sur la base d'amendes fictives et les convertissent ensuite en cryptomonnaies en utilisant le smurfing, de sorte qu'ils restent toujours en dessous de la valeur seuil et ne doivent pas être identifiés. Par la suite, les cryptomonnaies sont transférées à des clients à l'étranger.]

Dans ce contexte, il convient de définir une période dite de transaction au cours de laquelle aucune transaction supérieure au seuil défini par la loi (de facto CHF 999.-) ne peut être effectuée sans respecter les obligations de diligence prévues par la loi sur le blanchiment d'argent. Selon la pratique antérieure de la FINMA, les transactions de

change doivent généralement être qualifiées de liées si elles sont effectuées par la même personne dans un délai de 30 jours.

Nous vous recommandons, si ce n'est déjà fait, d'introduire immédiatement des mesures supplémentaires pour atténuer les risques susmentionnés ou des ajustements dans les modèles d'affaires des intermédiaires financiers affiliés, en particulier dans l'exploitation des distributeurs automatiques de bitcoins.

En cas de questions, nous nous tenons à disposition.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

Christoph Kluser Valérie Staehli

Surveillance du secteur parabancaire
Division Marchés

Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

Laupenstrasse 27, 3003 Berne
Tel. +41 31 327 93 38
Fax +41 31 327 91 01

valerie.staehli@finma.ch<mailto:valerie.staehli@finma.ch>
parabanken@finma.ch<mailto:parabanken@finma.ch>
www.finma.ch<http://www.finma.ch/>

On 13.07.23 23:31, Alexis Roussel wrote:

----- Forwarded Message -----

Subject:RE: Limite VASP
Date:Tue, 3 Aug 2021 13:47:32 +0000
From:ARIF-Alain SAINT-SULPICE <saint.sulpice@arif.ch>
To:SMTP_Alexis Roussel <alexis@bity.com>

Cher Monsieur Roussel,

Je viens de "repêcher" votre email de ma boîte SPAM.

Dans son message du 28.06.2021, la FINMA apporte des éclaircissements quant à l'application de l'art. 51a OBA-FINMA. Le nouveau seuil doit être respecté non seulement en cas de transactions individuelles, mais aussi en cas de plusieurs transactions qui semblent liées. Dans ce contexte, la question se pose de savoir comment définir les "transactions liées" dans un environnement numérique. Selon la pratique antérieure de la FINMA, les transactions de change doivent généralement être qualifiées de liées si elles sont effectuées par la même personne dans un délai de 30 jours. La FINMA recommande donc aux OAR d'introduire immédiatement des mesures supplémentaires ou des ajustements dans les modèles d'affaires de leurs affiliés, en particulier dans l'exploitation des distributeurs automatiques de bitcoins considérés comme hautement

criminogènes.

Vous trouverez ci-joint le message complet de la FINMA qui a été transmis à notre Comité pour analyse.

Meilleurs messages,

Alain Saint-Sulpice
Directeur

Association Romande des Intermédiaires Financiers
Rue de Rive 8
Adresse postale :
Case postale
1211 Genève 3
Tél: 022 310 07 35 / Fax :022 310 07 39
saint.sulpice@arif.ch / www.arif.ch

-----Message d'origine-----

De : Alexis Roussel [<mailto:alexis@bity.com>] Envoyé vendredi 30 juillet 2021 10:35
À : ARIF-Alain SAINT-SULPICE
Objet : Limite VASP

Cher Monsieur,

J'ai appris que la FINMA a envoyé un mail à certains OAR qu'elle considèrerait maintenant que la limite des 1000 CHF pour l'exemption d'identification se calculait sur 30 jours .

Avez-vous reçu cette information?

Cordialement

Alexis Roussel

Letter to VQF Board from several VASPs

To:

info@vqf.ch

Copy:

franziska.zobrist@vqf.ch

simon.waelti@vqf.ch

Marius.urban@vaerdex.ch

yves@bity.com

alexis@bity.com

julian@relai.ch

luzius.meisser@bitcoinassociation.ch

lucas.betschart@bitcoinassociation.ch

david@pocketbitcoin.com

matt@pocketbitcoin.com

max@getbittr.com

mathias.ruch@cvvc.com

fintech@finma.ch

Valerie.Staehli@finma.ch

Att.: the Board of VQF

Dear Madam, Sir,

We represent several member companies of VQF, all active in the crypto-currency industry, as well as professionals and community organizations. We represent Bittr AG, Bity SA, Pocket App GmbH, Relai AG, Värdex Suisse AG as well as the Bitcoin Association Switzerland and the Swiss Blockchain Federation.

Member companies have been informed by VQF of a new change of policy. Until now, following the transposition within the VQF rules of article 51a of the FINMA Anti-Money Laundering Ordinance, VASPs have had to verify the identity of the contracting party if one or more cryptocurrency transactions that seem linked together reach or exceed the amount of 1'000 Swiss francs. For online transactions, the current practice of VQF is to tighten the scope of this rule by applying a 1-day threshold to any linked transactions. In other words, VASPs have been required to verify the contracting party if linked transactions reach or exceed the threshold amount within 1 day. Even if not written in the law nor in the ordinances, this interpretation by VQF was acceptable for VASPs.

We have been informed by VQF that this threshold has now been extended to 30 days. It is our understanding that transactions executed within a 30 day period with the same

unverified contracting party would be considered as linked transactions and, provided that all other conditions are met, would trigger the duty to formally identify the contracting party.

We have been informed that the new rule has been requested by FINMA, mentioning an "existing practice".

First, as a community, we would like to express our extreme frustration around the frequent and often incomprehensible changes of regulations that are to be implemented by VASPs. While we started on a level playing field with traditional cash transactions, we are now following rules that diverge severely from the Anti-Money Laundering Act and its ordinances, while FINMA was always claiming to have a technological-neutral approach. Imposing a 30-day period on VASPs would clearly be another step in a direction where cash transactions and crypto-currency transactions are treated even more differently than today. In our view, this is an overtly discriminatory approach against VASPs, while being denied publicly, which is evident in the rules and procedures used.

Second, the pace of these changes has been very high: From imposing technical measures reducing the limits from 5'000 to 1'000 Swiss francs, or now increasing the threshold from effectively 1 day to 30 days for linked transactions, we have always been provided with very tight deadlines. Reducing the 5'000 limit was sent at the end of the month of December 2020 for implementation on the 1st of January of the following year. We have been told that the current change is to be implemented by October 2021. Such deadlines and the lack of due process without prior consultation of the members are not acceptable from a business perspective. By comparison, FMA in Lichtenstein usually provides a 12-month deadline for the implementation of a new rule, which is an acceptable deadline for a business to adapt to new legal rules.

Third, it has come to our attention that in the request of FINMA, reference was made to an existing practice of 30 days that we are not aware of and that SRO individuals that we asked about this practice are not aware of it either.

Fourth, we are aware that FINMA is justifying these new rules through occurrences of wrongdoings of other VASPs, mainly Sweepay, a member of Polyreg SRO, that is operating the SBB Bitcoin service. This service, instead of applying a technical measure to ensure a bipartite transaction per FINMA request, does allow the direct transfer of crypto-currencies to third parties by scanning any Bitcoin address in the form of a QR-code. We fail to understand why FINMA, or Polyreg for that matter, do not first require those actors to properly comply with *existing* regulations before imposing new ones on others. This issue has been raised several times to VQF and FINMA with no results.

Fifth, we have studied specifically the actions of Polyreg SRO. The regulations of Polyreg do not impose the use of technical measures to ensure control over a wallet in order to define the bipartite nature of a transaction. They do not impose any travel rule as recommended by the FATF and required by FINMA. They do impose a 1'000 Swiss francs limit for identification on any cash transaction with crypto-currency, while FINMA only allows this for exchange transactions. Additionally, we understood from some other members of Polyreg, that Polyreg allows a different online verification procedure below 10'000 Swiss francs that does not need a video call or a bank transfer. Clearly, Polyreg is not applying the same rules

and is allowing its members such as Sweepay AG or Youhodler SA to not implement technical means to ensure bipartite exchange or travel rule requirements.

In this severe context for our businesses, we have decided the following:

1. We are implementing a general moratorium on any future regulation specific to crypto-currency, including the 30-day threshold, until all the items below are solved in a satisfactory manner.
2. We are requesting clarification on the reasons, purposes, and origins of the 30 days threshold rule. As with any regulatory change, and in accordance with article 7 of the Financial Market Supervision Act and its Ordinance as well as with the principles as laid down in the Guidelines on Financial Market Regulation dated 5th December 2019, the proposal of change should be accompanied by an extensive impact analysis and market analysis that we require to be shared publicly. In view of the fact that a 30-day threshold would be a far-reaching change in practice, FINMA must give due consideration to the commercial consequences for those subject to its new rule.
3. We are requesting an action towards FINMA to make sure all other SROs, specifically Polyreg, effectively enforce the same rules on their members, with the same interpretation of those rules. Any small difference of treatment in a market such as ours is not acceptable. A public report should follow to provide us with the confidence that the existing rules are being applied consistently throughout the regulatory space within Switzerland.

All of our companies have chosen VQF for its known seriousness and competencies in the VASP sector. Many of us have encouraged new businesses to become members of VQF. We have constantly maintained an open but challenging discussion with individuals within VQF. But today, we do not feel that VQF is working towards supporting a well-regulated and reputable community. We feel cheated in front of other VASPs that can apply different rules, we feel cheated in front of our customers that do not understand why the rules are changing several times a year, we feel cheated in front of our investors, that have injected significant amounts in our ventures and are now threatened to lose their investments through probable multiple bankruptcies because of constantly changing and incomprehensible regulations.

We are open to discussing with the VQF Board to find ways on how to achieve our above-stated goals, including investigating common actions with VQF, such as a group complaint to WEKO or any other judicial means.

Note from the Bitcoin Association Switzerland and the Swiss Blockchain Federation: "While we are not financial intermediaries and therefore not directly affected, we share the raised concerns and would welcome a dialog with the relevant regulators before any significant rule changes. We are worried that FINMA might be harming the competitiveness of Swiss Finance with its intransparent and restrictive approach."

Kind regards

Alexis Roussel

Neuchâtel, 24th August 2021

